

# L'alternative écologiste

---

Jean Zin



2006-2009



## Tome II

Il m'a semblé utile de regrouper les textes écrits après la parution de mon premier livre [L'écologie-politique à l'ère de l'information](#) (éditions è®e, 2006) et qui en prolongeaient les principaux thèmes (*Ne pas se tromper d'écologie* et *L'alternative au productivisme*).

André Gorz s'étant suicidé depuis, il était naturel de lui rendre hommage car je ne fais que prendre sa suite sur de nombreux points même si je ne peux être considéré comme son disciple. Alors que les critiques du premier livre visaient surtout une écologie de droite ou gestionnaire, cette fois-ci les critiques de l'écologisme visent plutôt ses versions utopiques, morales et sectaires. L'alternative défendue n'a pas changé (*revenu garanti, coopératives municipales et monnaies locales*), sa cohérence s'affirme simplement un peu plus ainsi que son urgence pour sortir de la crise.

Comme le précédent, ce n'est pas du tout un livre de sensibilisation aux problèmes écologiques mais entièrement tourné vers la construction d'une production alternative et des conditions sociales d'une sortie du productivisme. C'est essentiellement un livre politique où l'économie tient une grande place, essayant de remonter aux causes humaines et d'y trouver des réponses politiques concrètes. Les problèmes environnementaux ne sont pas abordés comme tels, les ouvrages sur le sujet ne manquent pas mais ce qui manque ce sont les alternatives qui sont l'objet de ce petit livre.

De même, le revenu garanti gagne des partisans mais il n'en sera pas question ici comme mesure isolée, seulement comme condition du travail autonome dont la place est essentielle dans le nouveau système de production à l'ère du travail immatériel, non pas comme une charge sociale, donc, mais comme une ressource productive, ce qu'il ne peut être tout seul. Ce qui s'affirme ainsi, c'est l'interdépendance entre distribution, circulation, production et la nécessité d'en avoir une vision systémique en réponse à une crise systémique.



# L'alternative écologiste

## ***I. Ne pas se tromper d'écologie***

- Qu'est-ce que l'écologie politique ?, p5
- André Gorz - la richesse du possible 10/07, p13
- Ecologie-politique, revenu garanti et philosophie 04/06, p21
- Les limites de la décroissance (interview) 01/06, p25
- Critique de l'écologisme (la maladie infantile de l'écologie) 04/07, p29

## ***II. L'alternative au productivisme***

### **- Construire l'alternative**

- Il n'y a pas d'alternative ! 04/08, p43
- Ce qu'il faudrait faire... 03/06, p53
- Changer de système de production 05/09, p57
- Changer le travail, changer la vie ! 03/07 p65

### **- La relocalisation de l'économie**

- Relocalisation, mode d'emploi 07/09 p73
- Revenu garanti, coopératives municipales et monnaies locales 10/06 p81
- Les monnaies locales : un outil pour la relocalisation de l'économie 05/07 p91
- L'avenir radieux 03/09 p99



# I. Ne pas se tromper d'écologie

## Qu'est-ce que l'écologie politique ?

21 janvier 2010

La question de la nature de l'écologie-politique se pose du fait qu'il s'agit d'un mouvement **émergent**, se constituant en réaction à des questions concrètes, et non de l'application d'une doctrine préalable. On peut dire que son corps de doctrine, encore très disputé, s'est constitué en marchant, ce qui justifie l'approche historique en général adoptée.

L'inconvénient de cette approche est cependant de ne pouvoir sortir tout-à-fait de la **confusion** initiale, notamment de la religiosité, du romantisme et du volontarisme dont l'écologie-politique a tant de peine à se débarrasser, réduite à une aspiration morale, à une pure question de valeurs, un désir d'harmonie sinon d'amour des hommes et des bêtes, au lieu d'une responsabilité incontournable qui en fait plutôt un enjeu cognitif vital. Il ne s'agit pas, en effet, dans la prise en compte des contraintes écologiques de préférences personnelles : sur ce plan, on n'a pas le choix ! La réduction de l'écologie-politique à l'amour de la nature est à la fois inévitable historiquement et intenable pratiquement. Il faut l'affirmer haut et fort, on n'a pas besoin de faire de sentimentalisme pour prendre l'écologie-politique au sérieux, notamment sa dimension politique qui introduit dès lors la division entre les écologistes qu'on ne peut absolument pas rassembler en un seul courant qui irait de l'écologie profonde à l'écologie sociale.

Il y a nécessité d'un retour au réel et d'une définition plus **conceptuelle** et critique de l'écologie-politique comme nouveau stade cognitif, celui de la post-modernité et de l'unification du monde dont on est devenu responsables (jusqu'au climat à l'ère de l'anthropocène), avec toutes les implications pour la politique de la prise en compte des enjeux écologiques. Dans ce cadre, et comme son nom composé l'indique, l'écologie-politique doit intégrer la contradiction entre nature et culture (campagne et ville), posant des limites aux possibles, à nos capacités techniques de transformation du monde comme de nous-mêmes, mais il est bien question d'intelligence collective à construire et non de conversion des âmes, il est question de projet politique et non de morale.

## Les divisions entre écologistes

Notre époque en quête de nouvelles spiritualités est imprégnée, depuis le mouvement hippie au moins, d'une idéologie **écolo** très naïve mais qui a toutes les raisons de perdurer auprès des jeunes urbains. Dès lors, les écologistes sont invariablement identifiés à ce retour à la nature de sortes de *boy scouts* sympathiques, pour ce que j'en ai connu, mais qui restent pourtant plus que marginaux. Le terme de nature est d'ailleurs très ambigu car il ne s'agit pas bien sûr d'un retour à l'animalité mais tout au plus d'un retour à la terre et à la culture. Le terme important ici, c'est le « retour », car les époques peuvent varier considérablement, au lieu de se projeter vers l'avenir. Même quand les écologistes paraissent plus raisonnables, on leur imputera donc au moins une forme ou une autre de primitivisme ou de régression. Il n'est certes pas si facile de s'en défaire quand on prétend défendre notre "monde vécu" ou quelque nature originaire, l'indispensable critique de la technique et du progrès glissant facilement à la technophobie comme au conservatisme le plus réactionnaire.

Pendant que les gentils écolos occupent héroïquement la scène, on voit arriver en coulisse une toute autre écologie en costard cravate, plus du tout utopique celle-là, et plutôt technophile, celle du capitalisme vert engagé dans un nouveau cycle de croissance avec le développement des énergies renouvelables notamment. Ces **divergences**, on ne peut plus manifestes, prouvent au moins que l'écologie ne se réduit pas à ce que ses différents protagonistes en font, mais, dans les deux cas, elles témoignent surtout de l'absence de la dimension politique dans ces approches spirituelles ou marchandes.

L'écologie-politique ne peut se limiter à l'environnementalisme au moins parce qu'elle est supposée remonter aux causes (humaines) et adopter un point de vue global (collectif), mais avant tout à cause de l'enjeu **politique** qui a été souligné par André Gorz dans son texte inaugural "[leur écologie et la nôtre](#)" que nous avons mis en exergue du premier EcoRev'. Non seulement ce texte introduit la division dans l'écologie, en particulier avec l'opposition à l'expertocratie, mais il se situe clairement dans la continuité des luttes d'émancipation et dans le camp de l'anti-capitalisme. Avec de grandes différences toutefois, qu'on peut caractériser comme post-totalitaires, le paradigme écologiste valorisant notamment la diversité (les minorités), la décentralisation, le local dans une dialectique local/global, individu/société, à rebours des idéologies collectivistes précédentes, tout comme des idéologies individualistes d'ailleurs.

On ne peut nier l'existence de luttes politiques dans l'écologie et donc la dimension véritablement politique de l'écologie, loin du « ni droite, ni gauche » et de l'apolitisme supposé de l'intérêt général. Il y a bien une opposition frontale entre différentes tendances de l'écologie qui sont largement incompatibles et dont il faut expliciter les divergences qui sont loin d'être claires pour tout le monde puisqu'on essaie de les concilier alors qu'elles sont fondamentalement contradictoires dans leur conception même de la liberté. Comme toujours en politique, c'est effectivement notre liberté qui est en jeu dans cette politisation de l'écologie, raison pour laquelle, dès [1993](#), en



préalable à mon engagement écologiste, j'avais cru devoir distinguer explicitement les écologistes en fonction de la place donnée à la liberté : 1) les **fondamentalistes** ou écologistes de droite qui défendent les lois de la nature, les hiérarchies naturelles, et pour qui la liberté humaine représente le mal contre lequel il faut se prémunir, 2) les **environnementalistes** centristes ou libéraux qui défendent la qualité de la vie et les produits écologiques mais pour qui la liberté est instrumentalisée, ravalée au rang de moyen pour le marché. 3) la véritable **écologie-politique** comme prise en charge par le politique des effets globaux de nos actions en vue de renforcer notre auto-nomie (nous donner nos propres règles avant d'y être contraints matériellement). Dans la continuité des luttes sociales, c'est la conscience de notre solidarité globale tout comme de nos limites, constituant indubitablement un progrès de la raison. Cette fois la liberté est un projet collectif d'émancipation, le passage de l'histoire subie à l'histoire conçue, tournée vers l'avenir et sa préservation.

On ne peut surestimer ce qui oppose ces différentes écologies puisqu'il y a une **complicité** avérée de l'écologie avec le libéralisme le plus brutal, ce qu'on a appelé improprement le "darwinisme social" (Defoe, Malthus, Spencer, etc.) jusqu'à l'ordre spontané néolibéral. On sait aussi jusqu'à quelles extrémités ont pu mener d'autres sortes de "darwinisme", biologisme, hygiénisme, etc., que ce soit le racisme nazi obsédé par son espace vital ou un pétainisme pour qui la terre ne ment pas. Un "philosophe" médiatique très ignorant a même cru pouvoir identifier l'écologie à ces tendances d'extrême-droite qui représentent pourtant un courant très minoritaire en tant que tel aujourd'hui mais dont on ne peut nier l'existence pour autant, imprégnant comme naturellement les discours écologistes les plus naïfs, sans parler du catastrophisme appelant des pouvoirs autoritaires et le règne de la technocratie. Pour défendre la vie, tout est permis ! Il ne peut être question bien sûr de se mélanger avec des idéologies tellement contraires à nos objectifs.

La défense de la vie revendiquée par beaucoup d'écologistes n'a, en effet, aucun sens, ni même la survie de l'espèce humaine qui ne sont pas en cause en dehors d'une catastrophe cosmique. Ce n'est pas à ce niveau absolu que les questions se posent. Nous avons les moyens de vivre dans l'espace, il y aura donc au moins des petits groupes qui survivront dans les pires conditions. Défendre la vie humaine a certes un sens, c'est celui des droits de l'homme mais il n'est pas forcément écologiste. La question de la **survie** est bien posée pour certains (Bangladesh, petites îles, pauvres en général, etc.) mais l'écologie ne peut se limiter à empêcher toute une série de catastrophes ni se limiter à la survie comme si la vie était désirable à n'importe quel prix. La conscience des risques est bien ce qui nous oblige à devenir écologistes mais cela ne suffit pas à donner son contenu à une écologie-politique.

## Pour une écologie-politique

Rien de commun entre une écologie-politique responsable tournée vers l'avenir et les nostalgies d'une nature perdue. Mais alors, si on est en si mauvaise compagnie, pourquoi donc garder le nom d'écologie, demandera-t-on ? C'est qu'on ne peut absolument pas abandonner aux idéologies régressives le terrain de l'écologie qui est central, non seulement par les menaces auxquelles il faut faire face mais tout autant par la notion d'écosystème qui change nos façons de penser la complexité du vivant. La seule chose qui réunit ces différents écologistes, c'est effectivement la conscience des problèmes écologiques, quoiqu'avec des diagnostics assez éloignés : tout est là, la vérité n'est pas donnée et les convictions sont diverses, souvent affirmées avec d'autant plus de force qu'on n'y connaît finalement pas grand chose ! Les réponses apportées sont en tout cas très éloignées, même si l'attention portée aux écosystèmes impose un certain nombre de faits et de mécanismes participant d'un nouveau **paradigme**, cognitif bien plus que moral, modifiant nos conceptions, notre compréhension du monde plus que nos valeurs.

Le terme **écologie** a été forgé par Haeckel en 1866, à partir du grec *oikos* et *logos*, pour désigner l'étude des habitats naturels des espèces vivantes. En effet *oikos*, qu'on retrouve dans économie, signifie habitat. Ce qui distingue l'éco-nomie domestique de l'éco-logie, c'est que l'économie calcule alors que l'écologie relie, l'une est quantitative quand l'autre est qualitative. L'économie est la science des équivalences alors que l'écologie est la science des différences et des complémentarités (sexuelles, alimentaires, etc.), l'économie réduit tout à l'individu alors que l'écologie réinscrit les corps dans leurs interdépendances mutuelles et leur relation à l'environnement global. On ne peut pas dire que l'écologie n'a rien à voir avec l'économie, c'est plus précisément l'insistance sur la réalité biologique qui lui manque. L'écologie est d'une certaine façon la réfutation de l'économie, sa critique radicale comme pure abstraction mathématique, la réintégration du temps long et des cycles naturels dans la productivité immédiate et les calculs d'intérêt à courte vue.

Ce qui distingue radicalement l'écologie-politique d'un simple écosystème cependant, c'est d'y introduire, avec la dimension politique, la **finalité** d'une régulation des équilibres et des cycles biologiques, finalité dont un écosystème est dépourvu n'étant pas un organisme. Les régulations écologiques de notre industrie manquent en effet cruellement, c'est pour cela qu'il faut les créer. Il ne s'agit pas de laisser-faire de soi-disant lois de la nature qu'on a au moins très fortement perturbées ! Au contraire, nous devenons désormais responsables du climat, qu'on le veuille ou non.

L'écologie se définit par la conscience de notre environnement et de nos interdépendances, conscience de notre appartenance à des écosystèmes que nous ne devons pas détruire, conscience de notre empreinte écologique et volonté non seulement de sauvegarder nos conditions de vie mais d'améliorer la qualité de la vie, toutes choses qui ne sont pas données et dépendent d'un débat politique sans avoir la simplicité de l'évidence. En fait, on peut dire que l'écologie comme affirmation de nos solidarités et responsabilité du monde, transforme d'une certaine façon la biosphère en organisme vivant dont nous

constituerions désormais le **système nerveux**. Bien sûr le "Nous" ici fait question, il n'est pas sûr que nous en fassions partie. En tout cas, cela va bien au-delà de la survie et des catastrophes qu'il faudra éviter, posant la question du qualitatif qui est une question politique en tant qu'elle dépend du subjectif, c'est-à-dire du vivant dans son indétermination et sa diversité intrinsèque.

Ce qui fait la nouveauté de l'écologie-politique, la préservation de l'avenir et le fait d'assumer la responsabilité collective de nos actes, correspond assez bien à ce que Hegel appelle « le passage de l'histoire subie à l'histoire conçue ». C'est malgré tout ce qui pourrait la rapprocher des autres idéologies qui se projetaient elles aussi dans l'avenir supposé radieux au nom de quelque valeur unilatérale et d'utopies entièrement artificielles. Une des différences notables, cependant, avec une écologie du politique, pas assez comprise des écologistes eux-mêmes, c'est de mettre une **limite** à notre volontarisme comme à l'artificialisation du monde et des sociétés (ce dont Claude Lévi-Strauss accusait les idéologies post-révolutionnaires), avec la nécessité de la préservation de nos conditions d'existence aussi bien matérielles que sociales. En fait, une u-topie écologiste n'a aucun sens alors qu'il faut partir des réalités locales et concrètes. C'est le système capitaliste et la société de consommation qui sont complètement utopiques. A l'opposé de l'idéalisme d'utopies totalitaires voulant forger un homme nouveau unidimensionnel (tel l'*homo oeconomicus* ou l'*homo sovieticus*), l'écologie-politique se doit au contraire de coller à la réalité et d'agir avec prudence, en tenant compte des hommes tels qu'ils sont, dans leurs différentes dimensions, avec toutes leurs contradictions, diversités et tensions internes. Ce n'est plus la fin de l'histoire qui est visée mais sa continuation, sa durabilité. De même, l'obligation de résultat oblige à tenir compte des rapports de force effectifs même si on est tenu à une certaine radicalité des réponses à donner, qui ne peuvent se limiter aux dysfonctionnements les plus voyants. La question n'est pas tant celle de ce qu'on voudrait que du possible et du nécessaire (notre liberté est très limitée, ce qui ne l'empêche pas d'être "décisive").

Plus même qu'un marxisme trop empreint encore de religiosité, l'écologie-politique reconnaissant la transcendance du monde se doit d'être un matérialisme intégral, quoique non réductionniste, et même un **matérialisme dialectique** en tant qu'il intègre la contradiction et la part du négatif. En effet, le caractère le plus évident de l'écologie et qui la spécifie, c'est bien de partir du négatif de notre industrie et du progrès, alors qu'elle a le plus grand mal à y donner une réponse positive, plutôt du côté du contre-pouvoir, du *feedback*. Cette expression du négatif est une exigence cognitive préalable à une prise de conscience qui doit partir du réel, des effets non voulus de nos entreprises (les fameuses externalités négatives!) et non pas de nos supposées bonnes intentions.

Historiquement, l'écologie-politique correspond bien au stade cognitif d'une **modernité réflexive**, c'est-à-dire d'une post-modernité qui intègre la durabilité et parvient à se critiquer elle-même, prise de conscience des limites du progrès technico-économique et de ses dangers comme de son coût écologique mais aussi de sa dimension globale. La post-modernité n'est pas un retour en arrière pour autant, ce n'est pas la négation de la modernité et de tout ce qu'elle peut avoir de positif, mais une modernité désillusionnée, moins triomphante, confrontée à sa contre-productivité, plus précautionneuse enfin,

s'interrogeant sur ses conséquences futures pour tenter de se prémunir de ses nuisances. Les réseaux numériques et les médias y ont une grande part désormais, le réseau mondial étant l'un des fondements de l'unification du monde et d'une conscience mondiale réflexive.

L'écologie-politique qui relie nature et culture, local et global, est aussi la **négation de la séparation** des sphères technologiques, écologiques, économiques, politiques et sociales malgré leur autonomie relative. La négation de la séparation reste bien sûr tout aussi relative et n'abolit pas autonomie et diversité, elle n'abolit pas les contradictions entre les termes. Ce n'est pas parce que la biosphère nous réunit tous qu'il n'y a pas de séparation entre nous et que nous ne ferions qu'un avec la nature que nous dévastons. Ce qui nous unit ne supprime pas ce qui nous divise. Il est crucial pour les dominés de reconnaître les divisions sociales effectives et de leur donner une expression politique. Il s'agit seulement de comprendre nos interdépendances et les effets globaux de nos comportements, de nous adapter à notre environnement et de préserver nos conditions d'existence, ne pas scier la branche sur laquelle nous sommes assis !

Plutôt qu'une "éthique de responsabilité" un peu trop individuelle, il vaudrait mieux parler d'une "politique de responsabilité collective" envers les générations futures et les conséquences de nos actions avec la prise en compte du négatif de notre industrie : pollutions, nuisances, épuisement des ressources, perturbation des équilibres écologiques (réchauffement climatique, déforestation, perte de la biodiversité, OGM, etc.). Cependant, cette responsabilité de l'avenir commun est indissociablement l'affirmation de notre **solidarité** actuelle et de l'exigence politique de développement humain comme développement de nos capacités ("*capabilities*") et de notre autonomie effective, ici et maintenant. Ce n'est pas en tant que valeurs morales individuelles mais bien en tant que projet politique qu'on doit reprendre la devise écologiste "autonomie, solidarité, responsabilité" qui donne un sens plus concret à celle de la République.

## **L'alternative écologiste**

Les différences entre écologistes se manifestent expressément sur le plan politique, dès qu'on en vient aux solutions préconisées. C'est une erreur fatale de s'imaginer qu'il suffirait de reconnaître qu'on ne peut continuer comme avant et de nos trop bonnes intentions. Il n'y a pas encore de véritable intelligence collective, c'est peu de le dire, pas d'accord sur les diagnostics ni sur les alternatives ou les solutions possibles aux crises multiples que nous affrontons. Le volontarisme ne suffit pas, ni l'activisme, quand il faudrait s'entendre sur ce qu'il faut faire. L'enjeu est cognitif : pour adapter la société aux nouvelles contraintes, le préalable en effet serait d'abord de la comprendre, comprendre notre marge de manoeuvre qui n'est pas infinie, comprendre aussi ce qu'est un écosystème, ses interdépendances, ce qu'est un système de production, ses impératifs, comprendre notamment la dynamique du capitalisme (son productivisme) avant de savoir comment le brider ou comment en sortir, comprendre enfin tout ce que change notre entrée dans l'ère du numérique. Il faudrait un **accord** sur les analyses comme sur les fins

qui n'est absolument pas envisageable dans l'état actuel, exigeant un processus politique de confrontation des catégories sociales et des opinions ("lutte des classes" dans la théorie, responsable, on le sait, de bien des égarements, mais tout autant que la "pensée unique" ou le gouvernement des experts).

Ici, il faut donc prendre parti, et pour nous, comme pour André Gorz, l'écologie-politique ne peut se réduire à une limitation des consommations mais implique de sortir du productivisme capitaliste et du laisser-faire libéral, tout en préservant l'autonomie individuelle aussi bien que la solidarité sociale. Dans cette perspective, l'**alternative**, du côté de la production, ce n'est pas la collectivisation des entreprises, ni même l'autogestion (qui ne changent pas fondamentalement l'organisation de la production) mais un revenu garanti qui permettrait de sortir du salariat productiviste et de passer du travail subi (subordonné) au travail choisi (autonome) comme de la sécurité sociale au développement humain. Pour cela, un revenu garanti ne suffit pas, on a besoin aussi des institutions du travail autonome, en particulier de [coopératives municipales](#) assistant les travailleurs isolés, y compris les travailleurs de l'immatériel. Ces coopératives participent également à l'autre axe d'une politique écologiste : une nécessaire relocalisation de l'économie équilibrant la globalisation marchande, réhabilitation du territoire s'appuyant principalement sur des monnaies locales mais aussi sur les capacités décentralisatrices des réseaux et une certaine dématérialisation. Il faut souligner qu'il y a, en effet, une totale solidarité entre l'ère de l'information, l'écologie et le développement humain, l'un appelant les deux autres. De même, revenu garanti, coopératives municipales et monnaies locales dessinent ensemble un nouveau système de production, relocalisé, combinant production, reproduction et circulation (travail, revenu, échanges).

Cet *écologisme municipal* est très loin d'être un projet partagé par les autres écologistes mais cela donne tout de même une idée d'une alternative possible et de ce que pourrait être l'après-crise avec un nouveau système de production relocalisé et plus écologiquement soutenable, permettant de sortir du salariat productiviste tout en étant adapté à l'ère du numérique, aux nouvelles forces productives immatérielles. Il ne s'agit donc absolument pas de se contenter de réguler le capitalisme, mais comme on reste dans une **économie plurielle** (concept cher à Jacques Robin), on ne peut non plus rêver l'éliminer entièrement de la surface de la Terre. Il aura d'ailleurs sans doute un rôle important dans la transition énergétique. Si on ne peut espérer sortir immédiatement et entièrement du capitalisme, on peut du moins sortir du totalitarisme du marché et commencer l'exil de la société salariale. Contrairement aux utopies uniformisantes, la pluralité des systèmes est une composante essentielle de l'écologie et du post-totalitarisme. De même qu'il y a toujours eu cohabitation des sphères familiales, publiques, associatives et marchandes, dans une économie plurielle il y a au moins 4 axes principaux qu'on peut combiner en système alternatif pour sortir du capitalisme, du salariat, du productivisme et de la société de marché : travail autonome (revenu garanti, coopératives), gratuité (numérique, biens communs), relocalisation (monnaies locales, coopératives) et secteurs protégés ou régulés (services publics, médecins, agriculture, etc.).

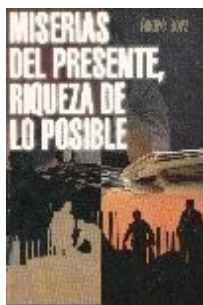
L'écologie-politique devrait signifier enfin une façon plus écologique (post-totalitaire) de faire de la politique : une démocratie des **minorités**, ancrée dans le local et le face à face, à l'opposée de toute dictature majoritaire, et pouvant constituer à terme une véritable démocratie cognitive en interaction entre agir local et pensée globale. Inutile de préciser qu'on en est loin, y compris chez les écologistes ! C'est pourtant le plus important sans aucun doute dès lors qu'on interprète l'écologie-politique comme nouveau stade cognitif nécessitant une intelligence collective à construire et dont la question du climat comme la crise financière montrent toute la difficulté. A l'évidence, on ne peut guère s'accorder pour agir au niveau mondial que sous la pression de la catastrophe mais c'est tout aussi vrai au niveau local quand il s'agit de remettre en cause les situations acquises, les clientélismes et divers féodalismes qui subsistent encore largement. La démocratie n'a rien de naturel ni de facile, la démocratisation est un combat politique constant, tout comme la défense de nos libertés qui ne s'usent que si on ne s'en sert pas : *tout phénomène laissé à lui-même va à sa perte selon les lois de l'entropie universelle*. C'est en cela que notre action est toujours nécessaire, la résistance du sujet, et que nous sommes les "gardiens de l'être" en tant qu'êtres vivants, êtres de parole et citoyens du monde.

En tout cas, au moment où les préoccupations écologiques deviennent hégémoniques, il ne faudrait **pas se tromper** d'écologie ni se laisser faire par tous les obscurantismes et perdre son sens critique. L'enjeu politique, c'est bien la liberté, la solidarité, la justice, la raison et non pas la Nature, l'authenticité, l'originare. Il ne s'agit pas de revenir en arrière, ni de foncer tête baissée dans une course en avant, encore moins de rêver vainement à quelque utopie mais de prendre en main notre destin et tenter de se préserver des risques que nous avons nous-mêmes provoqués, afin de continuer l'aventure humaine et l'histoire de l'émancipation...

*Article pour Ecologie & Politique, juin 2010*

# André Gorz - la richesse du possible

8 octobre 2007



Ce que nous devons à André Gorz est bien plus qu'une leçon de vie, d'honnêteté et d'exigence, c'est une conception politique de l'écologie qui nous relie à l'histoire et touche à la vérité de l'existence dans sa contingence même, mais c'est aussi la proposition d'une véritable alternative écologiste au service de l'autonomie individuelle. Avec une trop grande discrétion sans doute, ce fut l'indispensable **passer** entre la philosophie et l'écologie-politique, un penseur de l'avenir qui nous relie au passé dans ce qu'il a de meilleur : ses luttes d'émancipation, l'anticapitalisme et la volonté d'authenticité. On peut dire que c'est lui qui nous a passé le témoin de la tradition révolutionnaire, même atténuée en "réformisme radical", une conception qui reste révolutionnaire de l'écologie, une écologie qui change la vie vraiment et nous rend plus libres, plus vrais, un peu plus nous-mêmes !

André Gorz a été un des premiers à parler d' "écologie politique", mais au-delà de sa vision politique de l'écologie, d'une écologie du vivre-ensemble, il occupe une place singulière parmi les fondateurs de l'écologie, de se situer à la fois en continuité et en rupture avec le **marxisme**, fidèle au projet d'émancipation tout en rejetant ses illusions et tirant les leçons de l'histoire. C'est sans doute ce chemin hésitant qu'il trace pour l'écologie entre aveuglement et renoncement qui fait sa réelle importance. S'il a pu ancrer l'écologie politique dans l'histoire des luttes ouvrières, c'est par le détour d'une lecture philosophique de Marx, héritée de l'École de Francfort et des théories de l'aliénation centrées sur la critique de la forme marchandise et la recherche d'une authenticité de l'existence. Il ne faut pas oublier que c'est à partir d'un "existentialisme athée" qu'il fait une lecture écologiste de Marx, introduisant une philosophie sans transcendance dans une écologie dont le sens est trop souvent brouillé par les références religieuses (Ellul, Illich, Jonas, etc.). On peut même dire que c'est une philosophie engagée dans la sortie de la religion dès lors qu'elle rejette toute hétéronomie au profit de l'autonomie de l'individu...

Ce n'est pas encore l'heure de dresser le bilan d'une oeuvre qu'il faudrait étudier plus longuement, seulement de témoigner de ce qu'elle pouvait avoir de **fondatrice** pour l'écologie, d'indispensable pour la sauvegarde de notre avenir, d'encourageante enfin, préservant jusqu'au bout toute la richesse du possible qui ne dépend que de nous !

## Fidélité et trahisons

Ce qui frappe en premier lieu dans la vie d'André Gorz, c'est qu'elle est faite à la fois de grandes **fidélités** (jusque dans la mort!) et de grandes ruptures (jusqu'au suicide!). Seulement, si l'auteur du *Traître* a semblé plus d'une fois trahir son camp, c'était à chaque fois pour y être plus fidèle encore ! On peut dire que c'est le devoir de l'intellectuel, mais bien peu d'intellectuels ont pu illustrer à ce point le caractère dialectique de la pensée, des retournements historiques où il faut renoncer à ses illusions, admettre ses erreurs et dépasser ses positions antérieures au nom même de leur inspiration première, sans passer à l'ennemi pour autant ! Ainsi, malgré ses "adieux au prolétariat", un peu trop en avance sur son temps, l'important c'est qu'il soit resté fidèle à la tradition émancipatrice du mouvement ouvrier. L'ancrage dans l'histoire est d'autant plus important qu'il oblige d'admettre le caractère historique de nos représentations, de la vérité comme processus, plutôt que de se livrer aveuglément à la naïveté des bons sentiments et de certitudes immédiates qui peuvent être dévastatrices. Le simple fait de s'inscrire dans une tradition pleine de rebondissements nous aura vite appris comme toute fidélité se paye de trahisons !



Dès lors que sa pensée a connu des ruptures épousant l'évolution historique, ce n'est pas une formulation isolée qui peut la résumer mais plutôt son **trajet** de vie qu'on a pu accompagner pas à pas. Si on ne peut donc être d'accord avec l'ensemble de son oeuvre sans distinctions, on peut du moins saluer son niveau de lucidité. L'honnêteté intellectuelle avec laquelle il a pu assumer ses changements de position n'est pas son moindre mérite. Ce pourquoi on ne peut le réduire à l'une ou l'autre époque, pas plus qu'à ses multiples identités (Gérard Horst, Michel Bosquet, André Gorz), c'est qu'il a maintenu jusqu'au bout son exigence de vérité et son esprit de recherche, ce qui fait étonnamment de ses derniers livres sans doute les meilleurs, en tout cas les plus actuels...

S'il nous a ouvert la voie et appris à penser hors de tout dogmatisme, contre nous-mêmes tout comme contre nos maîtres, ce n'est pas sans lien pourtant à toute l'histoire qui nous a précédés. Ce serait une illusion en effet de croire qu'on pourrait tirer un trait sur le marxisme ou même sur l'existentialisme, quand ce n'est pas sur toute l'histoire de la philosophie (le dépassement d'Aristote, de Marx ou même de Descartes par l'écologie, c'est une bonne blague !). On ne bâtit que sur ce qui nous précède. La bonne voie est donc bien d'essayer de penser un "Marx au-delà de Marx" (pour reprendre le titre du meilleur livre de Toni Negri). Il nous faut partir de la critique des échecs passés pour **continuer** la Révolution Française, sous un autre mode bien sûr mais continuer l'histoire, continuer à s'émanciper de l'obscurantisme et de la domination, à montrer qui nous sommes, enfin !

La question fondamentale, posée à tous les hommes, reste de donner **sens** à notre existence, en l'absence d'un sens préalable et d'une vérité déjà donnée. Cet acte créateur de sens, ce sens en acte, exige de se manifester par l'opposition, un "dire que non" qui fait rupture pour pouvoir continuer : jusqu'à



réussir à faire de sa mort un acte qui donne sens à la vie, confirmant sa fidélité à tout ce qu'a été sa vie en la quittant ! C'est à ce niveau qu'on se situe, avec la mort en jeu. Rien de plus abject que la vie à tout prix, il faut y mettre des conditions : la liberté ou la mort ! Question de dignité humaine, toujours un peu délicate et source d'ennuis, certainement. Seulement, l'aventure de la pensée n'a rien à voir avec la bienséance ni avec la convivialité, hélas, la recherche de la vérité mène un jour ou l'autre à changer d'avis et trahir ses amitiés ! On le sait, la question de la vérité amène la division dans les familles, quand elle ne va pas jusqu'à faire des morts, mais c'est une question absolument vitale. En tout cas il a bien montré qu'il décidait de sa vie, le sérieux de ses engagements et comme le sens nous survit dans l'au-delà de la mort même...

### **La fin de l'aliénation**

C'est certainement autour des notions d'authenticité et d'autonomie que tourne la philosophie d'André Gorz où se rejoue avec le thème de l'aliénation une sorte de freudo-marxisme tel que promu par l'école de Francfort, et Marcuse en particulier. En fait de **psychanalyse**, elle est plutôt absente de sa réflexion et c'est peut-être ce qui lui a permis de garder une conception un peu trop idéalisée de l'autonomie ainsi que d'une authenticité apparemment dépourvue de contradictions ! On ne peut s'empêcher de mettre en relation le sentiment d'absence dont il a si bien témoigné et le rêve inaccessible d'une présence pleine, mais la leçon que nous devons retenir de son parcours, c'est que, même à ne plus croire aux anciennes illusions, il faut redoubler le combat contre l'aliénation et pour un monde meilleur, avec plus d'intelligence encore !

L'objet principal de sa critique de l'aliénation aura été le travail salarié, travail aliéné dont il faut sortir d'une façon ou d'une autre. Dans un premier temps il prônera la réduction du temps de travail salarié au profit de la sphère de l'autonomie et du "temps libre", puis l'exode de la société salariale au profit du travail autonome et du revenu garanti, sans prendre toute la mesure peut-être de ce qui oppose les 2 stratégies (réduire le travail ou le changer). L'insistance sur l'**abolition du salariat** aurait pu le rapprocher des syndicats d'antan mais ceux d'aujourd'hui plaident plutôt pour un salariat généralisé... Voilà qui illustre parfaitement en quoi l'écologie prolonge un mouvement d'émancipation ouvrière délaissée par la gauche productiviste et les organisations salariales...

En tout cas, cette critique du travail salarié, de son hétéronomie, de la division du travail et de la séparation du travailleur avec son produit, renvoie à la critique du **fétichisme** de la marchandise telle qu'on la trouve dans *Le Capital* et chez Georg Lukàcs dans "*Histoire et conscience de classe*", mais qui renvoie aussi à l'objectivation sartrienne (liberté qui se renie, "existence" subjective ramenée à un "être" objectif, sujets devenus objets, fins prises comme moyens). Il faut y ajouter "*L'homme unidimensionnel*" de Marcuse où la rationalité marchande rabaisse la vie humaine à l'unique dimension instrumentale. Les bases de cette critique de l'aliénation à plusieurs entrées restent largement hégéliennes, ce qui en fait un marxien plus qu'un marxiste, mais pour déboucher sur l'écologie il devra rapprocher cette critique marxisante de celles qu'Ivan Illich avait faites de la mégamachine et de la contre-productivité économique, ce qui l'amènera à défendre la convivialité des outils, l'auto-suffisance et l'auto-production contre la déshumanisation technique et marchande.

Je dois dire que, pour ma part, je ne vois pas bien l'intérêt de l'auto-production et n'en suis pas capable de toutes façons. L'idée d'un "homme total" me paraît assez étrange, qu'on pourrait se suffire à soi-même. La **division du travail** qui nous tient ensemble et nous permet de valoriser nos talents particuliers n'est pas une si mauvaise chose quand elle n'est pas poussée à l'absurde et la déshumanisation. Plutôt que vouloir savoir tout faire (mal), ne vaut-il pas mieux essayer de devenir excellent dans son domaine ? Bien sûr il y a aussi des excès de spécialisation mais par chaque bout on peut regarder l'univers tout entier... Plutôt que l'auto-production, on peut donc préférer le travail autonome, la coopération et l'échange de services. C'est, de plus, ce qu'exige l'économie de services et de la connaissance à l'ère de l'information. Il se peut que j'exagère un peu moi-même de l'autre côté mais je dois bien avouer notre différence de sensibilité sur le sujet du "travail virtuose", où mon expérience de programmeur compte pour beaucoup.

Il n'empêche qu'il faut rester attentif à l'aliénation dans le travail et qu'on peut lui être redevable d'avoir mis au cœur de l'écologie-politique la **sphère de l'autonomie**, pas seulement la responsabilité collective. Il s'agit bien de continuer l'histoire de la liberté, d'une liberté qui intègre les contraintes écologiques et nous met en face de nos responsabilités. La question devient : comment continuer l'émancipation dans le cadre d'une autonomie limitée, contradictoire et de plus en plus souvent "subie" ? En tout cas, si la plus difficile liberté, c'est d'admettre ses erreurs et de se corriger, il en aura fait preuve tout au long de sa vie...

## **La libération du travail**

La question de l'aliénation n'est qu'un aspect de la question écologique : le point de vue subjectif, individuel, humain, définissant une écologie politique centrée sur l'homme dans son milieu. Il convient d'y ajouter le point de vue plus objectif d'une critique du capitalisme comme productivisme, puisée elle aussi chez Marx. Contrairement aux idées reçues, il faut souligner à quel point les analyses de Marx ont été bien présentes dès les origines de l'écologie (Ellul, Gorz, Debord). L'écologie politique ne se réduit certes pas au rejet du marxisme qu'elle continue simplement par de tout autres moyens ! Cet **anticapitalisme** est absolument décisif. Les écologistes doivent comprendre qu'il n'y a pas de capitalisme sans croissance, sans augmentation de la productivité et de la consommation, et qu'il faut donc en sortir pour construire un autre système de production : soit destiné à cohabiter avec un capitalisme industriel en régression dans une économie plurielle (ce que je crois), soit à devenir hégémonique et remplacer l'économie marchande par le règne de la gratuité et du don (ce dont il rêvait).

Il faut souligner ici le souci **pratique** qui l'animait, le souci de proposer des alternatives concrètes, d'une pensée humble se coltinant le réel. Au point qu'on pourrait contester que ce soit un philosophe tant sa pensée se fait concrète, de l'ordre du programme politique. C'est qu'elle est du côté d'une réalisation de la philosophie, effectivement, dans toute son "actualité".

Il y a eu plusieurs moments dans les stratégies envisagées pour cette libération du travail. D'abord, le développement du "**temps libre**" comme espace de liberté, sphère de l'autonomie supposée détachée de la production et des échanges marchands. Cette position débouchait sur la revendication d'une

réduction du temps de travail qui se justifiait dans le cadre du salariat industriel. Il se trouve qu'avec le passage au travail immatériel la nature même du travail change, ne pouvant plus se mesurer au temps passé. Alors que la plupart faisaient comme si rien n'avait changé depuis notre entrée dans l'ère de l'information, à partir des années 1990 la pensée d'André Gorz va évoluer en même temps que le travail évoluait, pour aboutir au livre le plus important à mes yeux : "*Misères du présent, richesse du possible*" (1997) et ce qui constitue son prolongement : "*L'immatériel*" (2003).



C'est dans "*Misères du présent, richesse du possible*" qu'on trouve la réorientation nécessaire de l'écologie vers des alternatives locales à la globalisation marchande, l'exode de la société salariale grâce au revenu garanti vers les activités autonomes, l'auto-production et les "cercles de coopération". On peut regretter le peu d'écho qu'a rencontré ce livre qui aurait pu aider les écologistes à sortir de l'impasse d'une écologie sans projet. Pour ma part, je n'ai fait depuis qu'en reprendre les propositions et les approfondir ! Il faut dire que la synthèse donnée par ce livre doit beaucoup au dialogue avec *Transversales*, et notamment avec **Jacques**

**Robin**, cité page 17 pour son insistance sur la mutation informationnelle ("*Jacques Robin a mis en évidence mieux que tout autre les dimensions multiples de cette mutation*"). L'influence de [Jacques Robin](#), qui vient à peine de nous quitter lui aussi, ne se limitait pas à cet aspect pourtant, puisque André Gorz le rejoignait enfin dans la défense du revenu garanti et des monnaies plurielles, ce qui constituait une rupture majeure dans ses positions.

C'est sur le **revenu garanti**, en tout cas, que sa volte-face a été la plus spectaculaire, mais il faut dire qu'il n'a pas fait que se rallier, il a apporté un élément déterminant, la nécessité que ce revenu garanti soit "suffisant" pour l'opposer aux versions libérales notoirement insuffisantes. Au lieu de réduire le travail salarié, il s'agissait désormais de changer le travail et de sortir de la société salariale ! Son aveu n'en reste pas moins un modèle d'honnêteté intellectuelle, comme il y en a peu, du fait qu'il avait combattu fermement cette idée de revenu garanti pendant des années auparavant !

J'ai longtemps refusé l'idée d'un revenu social qui permette de « vivre sans travailler ». Et cela pour des raisons inverses à celles des disciples de Rawls pour lesquels le « travail » est « un bien » qui, au nom de la justice, doit être distribué équitablement. Non, le « travail » n'est pas « un bien » : c'est une activité nécessaire, exercée, à l'époque moderne, selon des normes définies par la société, à la demande de celle-ci, et qui vous donne le sentiment que vous êtes capable de faire ce dont la société a besoin. Elle vous reconnaît, vous socialise et vous confère des droits par sa demande. Le « travail » vous tire ainsi de la solitude privée ; il est une dimension de la citoyenneté. Et il est, plus fondamentalement (comme travail qu'on fait), au-delà de sa détermination sociale particulière, une maîtrise de soi et du monde ambiant nécessaire au développement des capacités humaines. À mesure que le poids de sa nécessité diminue, l'équité exige à la fois qu'il diminue dans la vie de chacun et qu'il soit équitablement réparti sur tous. C'est pourquoi, dans de précédents ouvrages, je voulais que la garantie à chacun d'un plein revenu soit liée à l'accomplissement par chacun de la quantité de travail nécessaire à la production des richesses auxquelles son revenu donne droit : par exemple 20 000

heures que chacun pourrait répartir sur toute sa vie en autant de tranches qu'il le souhaiterait, à condition que l'intervalle entre deux périodes de travail ne dépasse pas une certaine durée.

Cette formule, que je préconisais à partir de 1983, était cohérente avec la perspective de l'extinction du salariat et de la « loi de la valeur » : le revenu social garanti n'était plus un salaire. Elle était cohérente avec l'appropriation et la maîtrise du temps. Mais elle n'était pas cohérente avec les perspectives ouvertes et les changements introduits par le post-fordisme. Je l'abandonne donc pour un ensemble de quatre raisons que voici. p139-140

Les raisons qu'il donne sont, en résumé :

1. Le fait que le travail ne se mesure plus avec le temps, il est donc difficile d'attribuer un temps de travail à chacun.
2. Le revenu garanti doit être inconditionnel ce qui exclue d'exiger en contrepartie un travail contraint, d'ailleurs bien difficile aussi à répartir.
3. L'importance de la formation et de tout le hors-travail, qui devient plus important que le travail immédiat lui-même dans l'économie immatérielle, ce qui rend difficile de distinguer travail et non-travail.
4. Enfin la déconnexion entre production de richesse et travail immédiat rejette une partie des travailleurs (devenus inemployables) de toute ressource monétaire.

Ce dernier point, justifiant une "monnaie de consommation" est peut-être le plus contestable, lié à la phase dépressive (terminée depuis peu) du cycle de Kondratieff plutôt qu'à une "fin du travail" définitive qui nous condamnerait à un accroissement continu du chômage... Reste que le système génère assez d'exclusion pour que l'argument garde toute sa pertinence. Au lieu d'une monnaie de consommation, on aurait plutôt besoin d'une monnaie locale pour relocaliser l'économie, ce qui est tout autre chose, mais s'il soutenait ces 2 versions relativement incompatibles de **monnaies** complémentaires, il considérerait cependant monnaie et revenu comme une phase transitoire avant le règne de la gratuité commune et de la reconnaissance universelle, visant une disparition de l'économie et des rapports marchands plutôt qu'une économie plurielle ne constituant qu'un moment passager avant la réappropriation de nos vies, au-delà de la valeur et du fétichisme des marchandises qui nous transforme en objets...

C'est d'ailleurs le modèle de la gratuité des logiciels libres et des biens communs numériques qui sera l'objet principal du livre suivant sur "*L'immatériel*" consacré en grande partie aux analyses très proches de Yann Moulier-Boutang sur le capitalisme cognitif. Savez-vous que, dans sa tentative de défendre ses droits numériques exorbitants, Bill Gates a fait référence à "*L'immatériel*" d'André Gorz et sa revendication d'une **gratuité** numérique comme étant une résurgence du communisme ? Il y a pourtant là une erreur, car la gratuité numérique n'a rien à voir avec le communisme : c'est un fait technique plus que social, et qui ne s'applique qu'à cette qualité particulière de l'information d'être reproductible sans perte, surtout quand les nouvelles technologies ne sont faites que pour ça ! Peut-être qu'André Gorz était victime lui aussi de cette confusion lorsqu'il se réjouissait un peu vite de voir la propriété expropriée de la sphère immatérielle et s'il avait sans doute raison d'affirmer que "*la sortie du capitalisme a déjà commencé*", ce n'est pas forcément pour faire mieux pour l'instant, sauf bien sûr à suivre la voie qu'il

avait tracée d'une véritable alternative dont il faut rappeler qu'elle ne se réduit pas au revenu garanti mais doit assurer production sociale et valorisation individuelle :

L'allocation universelle d'un revenu suffisant doit donc être inséparable du développement et de l'accessibilité des moyens qui permettent l'autoactivité et y incitent, c'est-à-dire des moyens par lesquels les individus et les groupes peuvent satisfaire par leur libre travail une partie des besoins et des désirs qu'ils auront eux-mêmes définis. p138

Concrètement, l'alternative passe donc par des "cercles de coopération" (les SELs), par les "Center for New Work" de Frithjoff Bergmann (Ann Arbor, Michigan), par ce que j'ai appelé, en m'inspirant de Bookchin, des "[coopératives municipales](#)". Pour refaire société il faut partir des petites communautés, du local, des rapports de face à face. C'est ce qui paraît dérisoire à la plupart, mais il n'y aura que des **alternatives locales** à la globalisation marchande, une nécessaire relocalisation de l'économie qui ne peut venir d'en haut, associant [revenu garanti, coopératives municipales et monnaies locales](#). C'est peu de dire que ce projet d'alternative écologiste n'a pas rencontré jusqu'à présent l'écho qu'il mérite, les écologistes eux-mêmes ne prenant pas au sérieux le local ni les transformations du travail à l'ère de l'information et préférant regarder en arrière, bloqués sur la réduction du temps de travail par exemple, voire sur un tiers secteur qui n'a plus rien d'alternatif ! Il faut noter d'ailleurs qu'André Gorz ne mettait pas en opposition revenu garanti et réduction du temps de travail qui sont pourtant antinomiques. Il avait raison en ce que l'économie n'est pas homogène et que certains secteurs pourraient encore réduire leurs horaires mais c'est une stratégie qu'il faudrait abandonner, pour l'instant au moins, et s'occuper plutôt de [changer le travail pour changer la vie](#), véritable libération des nouvelles forces productives immatérielles en même temps qu'accès à un travail épanouissant et sortie du productivisme salarial.

Il faudra bien que les **écologistes** en viennent à cette alternative, les normes et les taxes n'y suffiront pas, ni la décroissance du temps de travail et des consommations (outre qu'on observe plutôt le contraire). Il ne suffit pas d'appeler à une révolution écologiste, il faut lui donner un contenu, contenu qu'André Gorz a déjà élaboré patiemment à partir d'expériences effectives, des tendances historiques et des évolutions techniques, en restant trop discret sans aucun doute, lui le grand absent ! On s'apercevra bien un de ces jours pourtant qu'il n'y a pas d'autre alternative qui tienne la route, ou du moins que c'est dans cette direction qu'il faut aller, direction qu'il montrait toujours un peu à l'avance des autres, un peu trop à l'avance sur son temps ! Mais c'est l'esprit du temps qui est retardataire et ne l'a pas encore rattrapé...

*Article pour Multitudes no 31, Hiver 2007*



# Ecologie-politique, revenu garanti et philosophie

19 avril 2006

Petit interview pour le [Journal du Pays Basque](#) à l'occasion de ma venue au Forum Social de Bayonne le 29 avril

1. décroissance ou alternative
2. l'enjeu de la garantie du revenu
3. dimension philosophique de la résistance à la barbarie néolibérale.

*1/ Militant et intellectuel de **l'écologie politique** vous ne semblez pas souscrire à l'idée de "décroissance", point de vue original uniquement défendu à gauche par les écologistes face aux défenseurs de la croissance pour résoudre pratiquement tous les problèmes, dont celui de l'emploi...*

Je suis persuadé de la nécessité d'une **décroissance** matérielle, seulement je ne pense pas qu'on y arrivera par une simple "réduction" (du temps de travail, de la consommation, de la population) alors qu'il faut changer de système, sortir du productivisme, donc proposer non pas une décroissance illusoire de la société de consommation mais une alternative politique avec une économie relocalisée et recentrée sur le développement humain. Il me semble indispensable de privilégier le qualitatif sur le quantitatif et ne pas se contenter d'une image inversée de la croissance mais si je milite pour un dépassement de la décroissance, cela n'enlève rien à sa nécessité. Je m'oppose surtout aux conceptions moralistes et individualistes de la décroissance (genre "simplicité volontaire") au profit d'une conception politique et collective de l'organisation sociale et de la production à l'ère de l'information.

L'alternative écologiste s'identifie en grande partie avec l'altermondialisme qui se caractérise bien par la revendication d'une économie relocalisée et du développement humain, mais il faudrait tenir compte un peu plus de notre entrée dans **l'ère de l'information** et du devenir immatériel de l'économie (informatique, services, culture), si différente de l'ère énergétique et industrielle qui s'achève. C'est par le revenu garanti et le développement des activités autonomes (hors salariat) qu'une décroissance matérielle peut être obtenue bien plus sûrement que par une réduction du temps de travail qui ne ralentit en rien la croissance marchande.

Il est urgent pour les écologistes d'avoir un **projet** concret d'alternative à proposer au-delà du slogan, même s'il a son utilité pour dénoncer le caractère insoutenable de notre mode de développement (ce que la croissance chinoise rend tangible avec des tensions sur toutes les matières premières, pas seulement le pétrole).

2/ Vous avez défendu, notamment au sein des Verts, l'idée d'un **revenu garanti**. Comment se situe celle-ci entre la revendication portée par les syndicats du parcours professionnel sécurisé ou celle des jeunes refusant l'idée d'un contrat de travail précaire et spécifique ?

J'ai quitté les **Verts** depuis, mais j'avais participé effectivement à l'introduction de la revendication d'un Revenu Social Garanti pour tous (de 75% du smic) dans le programme des Verts.

La garantie du revenu est de moins en moins assurée par les Assedic mais on ne peut dire qu'elle soit inexistante, elle est à la fois **dispersée** en multiples segments (retraite, chômage, intermittents, travailleurs pauvres, RMI, jeunes, allocations familiales, etc.) et surtout dramatiquement insuffisante, condamnant à la misère un nombre croissant de nos concitoyens alors qu'il y a un chômage de masse et que la précarité ne cesse de s'étendre (plus personne n'est à l'abri, on commence à le savoir).

Un revenu garanti plus décent ne serait donc pas si différent de la situation actuelle, il n'empêche que cela apparaîtrait comme une véritable **révolution**, d'abord dans les représentations (ce qui est le plus difficile). Cela constituerait, en effet, un véritable droit à l'existence et à l'autonomie financière permettant de passer du travail forcé au travail choisi, une nouvelle conquête sociale et démocratique comparable à l'abolition de l'esclavage. Comme l'abolition de l'esclavage, ce qui devrait imposer le revenu garanti pourtant c'est surtout l'évolution économique, le développement des nouvelles forces productives intellectuelles et du travail autonome.

On peut dire que personne n'en veut, ni les politiques, ni les syndicats qui accusent de tous les vices ce qu'ils qualifient d'assistanat (comme si les familles n'assuraient pas ce revenu vital lorsqu'elles le peuvent, renforçant ainsi dramatiquement les inégalités!). Ce sont les faits qui insistent et obligent à reconsidérer la question du revenu garanti. Ainsi l'idée de "sécurisation du parcours professionnel" est une bonne idée mais elle a l'inconvénient de renforcer la sécurité des plus intégrés avec le risque de laisser sur le bord de la route les plus fragiles. Si on veut arrêter le développement de la misère et la destruction de compétences, il faudrait reconnaître le caractère **universel** du besoin de sécurité et d'un minimum d'autonomie financière!

La mobilisation contre le CPE était une lutte contre la **précarisation** de la société mais ce n'était pas la revendication d'un emploi garanti pour tous comme on l'a prétendu (même si en France on a toujours aimé être fonctionnaire, Alphonse Allais disait déjà *les Anglais tous actionnaires, les Français tous fonctionnaires...*). C'était plutôt la résistance à la destruction de nos protections sociales et la dénonciation d'une arnaque (sans parler de la méthode monarchique) car on appelait "flexécurité" une flexibilité sans véritable contrepartie, bien loin du modèle scandinave.

La fonction publique doit certes garantir l'emploi (ce qui ne veut pas dire le figer) mais ce n'est plus le cas dans une production de moins en moins industrielle à l'ère de l'information. Il faut prendre la mesure de cette rupture de civilisation, on ne reviendra pas en arrière. Dans cette nouvelle économie caractérisée par une très grande fluctuation de la demande, la lutte contre la



précarité des emplois marchands ne peut aller bien loin. La préservation des emplois se révèle même souvent extrêmement contre-productive à plus long terme pour les droits des employés eux-mêmes. Ce qu'il faudrait plutôt c'est assurer la **continuité** des revenus et du statut professionnel, comme pour les intermittents du spectacle. C'est une mesure indispensable pour tous les créatifs, artistes ou nouveaux artisans de l'économie de l'avenir.

Le revenu garanti constitue le **fondement** de nouveaux rapports de production, constituant la condition d'un véritable recul de la précarité de nos vies et d'une réappropriation de notre avenir, en même temps qu'il permettrait de faire face avec moins de risques individuels à la précarité du secteur concurrentiel tout autant qu'à faciliter la relocalisation de l'économie et le travail autonome.

*3/ Vous vous définissez comme un écologiste révolutionnaire, marxien (et non marxiste) puisant dans la **philosophie** hégélienne et la psychanalyse. Pouvez-vous expliciter davantage comment vous envisagez le changement social.*

Je me définis comme écologiste **révolutionnaire** car je suis persuadé que le réformisme ne suffira pas pour faire face aux contraintes écologiques, qu'il faut changer de système et d'institutions. C'est aussi parce que la démocratie participative exige un "citoyen révolutionnaire" (au sens de Castoriadis ou de Kojève) qui se mêle de ses affaires et fonde la légitimité démocratique. Ce pouvoir constituant des mobilisations sociales n'a rien à voir avec une révolution communiste autoritaire et violente. Non seulement je n'ai jamais été léniniste (qui est une sorte de blanquisme) mais j'ai toujours combattu le totalitarisme marxiste et son dogmatisme criminel.

On ne peut se passer pour autant des analyses que Marx a faites du productivisme capitaliste et je suis persuadé de la nécessité de s'inscrire dans l'**histoire** de la philosophie. Ce n'est pas pour en rester à Marx et au XIX<sup>e</sup> siècle alors que tout a changé, mais pour donner une base théorique solide à l'écologie-politique dans une ligne qui va de Hegel à Marx (jusqu'à Guy Debord, entre autres). La dialectique est indispensable à l'écologie ainsi que pour comprendre les renversements historiques manifestant le négatif de tout positif. La psychanalyse lacanienne, elle-même très influencée par Hegel et Marx, a notamment l'intérêt de montrer que "seule la vérité est révolutionnaire" et que les symptômes ne peuvent se résoudre que par l'expression du négatif (le contraire de la "pensée positive"). Ces instruments critiques et ces connaissances accumulées me semblent indispensables à la transformation de la société hors de toute utopie (c'est de continuer sans rien faire qui serait complètement utopique).

Dans la compréhension de notre actualité et du changement social on peut s'en tenir à l'économie et aux rapports de force à court terme ou bien faire intervenir les enjeux écologiques à plus long terme, ce qui change tout, mais il y a aussi des enjeux philosophiques sur le sens que nous voulons donner à notre humanité. La lutte contre la **barbarie** néolibérale est du même ordre que la résistance contre le fascisme ou le communisme, c'est une lutte philosophique, au nom de notre humanité, contre une barbarie justifiée comme

toujours parce que ce serait la règle générale, parce que cette idéologie serait triomphante partout ! Cette morale égoïste culpabilisant les perdants et glorifiant la consommation est vraiment abjecte. Heureusement, les temps changent et l'écologie-politique propose une autre vision de l'homme, plus conviviale et solidaire, la résistance à la déshumanisation de la société comme à la destruction de nos conditions vitales.

Au-delà des problèmes écologiques ou économiques, l'enjeu c'est bien toujours la question de la vérité sur ce que nous sommes et de son caractère collectif, la question du sens que nous donnons à notre histoire, ainsi que de nos capacités **cognitives** à nous gouverner nous-mêmes (passage de l'histoire subie à l'histoire conçue, de la destruction de notre environnement à la préservation de l'avenir).

# Les limites de la décroissance (interview)

13 janvier 2006



1§ *Quel regard portez-vous sur la popularité grandissante du mouvement pour la décroissance ? Avez-vous l'impression, comme certains, que la décroissance est en train de devenir un concept fédérateur au sein de la nébuleuse altermondialiste ?*

Le mouvement pour la décroissance est d'abord le symptôme de la faillite des Verts qui ne portent plus aucun projet et qui se sont vidés de leurs militants écologistes en se transformant en parti d'élus à la remorque du PS. A l'évidence, cet écologisme de gestion n'est pas à la hauteur des défis que nous devons surmonter. Le mot d'ordre de la décroissance a le mérite d'introduire une rupture et de regrouper un grand nombre de militants écologistes plus ou moins radicaux. Il a surtout le mérite de réintroduire la question écologique dans le débat public. En même temps il a les défauts des slogans derrière lesquels on peut tout mettre. C'est effectivement un concept fédérateur qui arrive à regrouper des tendances très différentes malgré un nombre limité de militants pour l'instant.

Je ne crois pas que les altermondialistes soient vraiment séduits par la décroissance, mot d'ordre de riches, alors qu'ils seraient plus intéressés par la relocalisation de l'économie qui en est le véritable coeur. Je suis pour ma part assez critique sur la possibilité de faire de la décroissance une base politique sérieuse et je déplore une dimension moralisante beaucoup trop présente à mon goût alors qu'il s'agit d'organisation sociale. Je suis donc en désaccord avec une certaine idéologie de la décroissance, mais je me sens très proche de Serge Latouche à qui j'apporterais volontiers mon soutien. Simplement, je ne cherche pas comme lui à "décoloniser notre imaginaire" car ce n'est pas notre imaginaire qui est colonisé mais nos vies et il faudrait proposer des alternatives matérielles plutôt que des bons sentiments, question d'organisation collective encore, plus que d'état d'esprit.

2§ *Vous considérez-vous vous même comme appartenant à ce mouvement ?*

J'ai de la sympathie pour ce mouvement et je n'exclus pas de le rejoindre mais j'ai pris jusqu'ici des positions plutôt critiques (notamment dans mon livre "L'écologie-politique à l'ère de l'information" qui paraîtra le 20 janvier) car j'insiste sur le qualitatif et non pas sur une simple décroissance quantitative. Je suis persuadé qu'il faut mettre en avant un projet commun et des alternatives concrètes en tenant compte de notre entrée dans l'ère de l'information, qu'il ne suffit pas de décroître enfin, il faut changer de direction! Il est évident qu'on est très proches malgré tout. Ce qui est sûr, c'est que ce n'est pas mon slogan et pour l'instant je ne me sens pas obligé de me lier à un parti pour apporter ma contribution à la critique écologiste en toute indépendance. Les événements peuvent m'amener à changer de position.

*3§ A vos yeux, la décroissance est-elle un slogan ou un authentique concept ? Peut-on dire qu'il s'agit d'un courant de pensée mature ?*

Il me semble qu'il ne fait aucun doute que ce n'est qu'un slogan. C'est même le piège de l'anti-pub qui fait mieux que la pub mais entièrement sur son terrain ! Il est sûr que c'est efficace pour regrouper plus de monde que d'habitude et surtout, il y avait de la demande, tous ces écologues qui ne veulent plus des Verts. C'est donc bien un slogan qui a permis un regroupement, ce qui est très positif mais c'est d'autant moins un concept que Serge Latouche préfère parler d'« croissance ». C'est le mot d'ordre d'écologistes décidés à être conséquents. Il ne saurait être question de maturité pour un mouvement naissant et très hétérogène même si des traditions plus anciennes y sont représentées.

*4§ Quels sont à vos yeux ses principaux manques aujourd'hui, et éventuellement, quelles sont ses principales contradictions ?*

Je ne sais pas si mes critiques sont légitimes mais ce qui me dérange encore c'est une conception que j'ai trouvée souvent plus morale que politique, culpabilisatrice plutôt que constructive. Jusqu'à maintenant il y avait un manque total d'alternative crédible (ça s'arrange). Comme dans tous les mouvements il y a une tendance au simplisme qui me décourage et me rappelle d'anciens dogmatismes. Cela n'empêche pas qu'il y a beaucoup de gens très bien. Je préfère rester à l'écart pour l'instant mais on ne peut juger le mouvement à ses défauts de jeunesse, qui peuvent s'améliorer. On ne saurait le reprocher à un mouvement qui a l'immense mérite de redonner à l'écologie son indispensable radicalité face aux urgences. La question reste de savoir si ce regroupement résistera aux nécessaires clarifications des analyses et des projets.

*5§ Que vous inspire le fait que le mouvement pour la décroissance soit prêt à entrer sur la scène politique (candidature de Cochet aux primaires des Verts, création par Casseurs de Pub d'un "parti pour la décroissance", éventuelle nouvelle candidature de Pierre Rabhi à la présidentielle) ?*

Rattacher la candidature d'Yves Cochet au mouvement pour la décroissance, c'est en avoir une définition étendue jusqu'à une fraction des Verts, alors que la création d'un "parti pour la décroissance" témoigne au contraire d'une incompatibilité avec le parti actuel.

Je suis très opposé à la création d'un nouveau parti écologiste. Cela relève d'une mauvaise analyse de la dérive des Verts qui ne tient pas au manque de moralité de ses dirigeants mais aux contraintes du champ politique, à la répartition des ressources et des postes à travers des réseaux de pouvoir. Le nouveau parti ne fera pas beaucoup mieux que les Verts une fois qu'il aura des élus, tout en affaiblissant les écologistes par leur division. Je suis persuadé depuis longtemps, et après d'autres comme Guattari, qu'il faut un mouvement écologiste fort qui pèse sur les Verts plutôt que s'en faire les concurrents. Ce n'est pas d'un nouveau parti dont nous avons besoin mais d'une articulation entre les militants écologistes et le parti qui est sensé les représenter. Une organisation des militants pour la décroissance, oui, un autre parti, non.

Il faudrait prendre la mesure de la perte de substance de notre démocratie compétitive et de la comédie des pouvoirs. J'avoue que je ne comprends pas ce goût des élections présidentielles pour des écologistes qui n'ont rien à y faire. Ce sont bien sûr des opérations de communication qui ont leur utilité mais c'est une bien piètre figuration. Il serait de beaucoup plus de conséquence de gagner des municipalités et d'y mener des politiques audacieuses de relocalisation sans attendre le grand soir. L'alternative se construit par le bas, pas par de beaux discours ou des présidentielles !

*6§ Jugez-vous, comme tous les partisans de la décroissance, que le développement durable est un concept "toxique" (dixit Serge Latouche ?)*

Oui, je partage tout-à-fait les critiques de Serge Latouche sur ce qu'on nous vend comme développement durable et qui n'est que du vent pour faire durer un peu plus un système destructeur. C'est vraiment une excuse pour ne rien changer. Par contre je maintiens qu'il ne faut pas confondre pour autant croissance (matérielle) et développement (complexifiant). Ainsi, plutôt que décroissance, je défends relocalisation de l'économie et développement humain, mais peu important les mots, ce qui compte c'est le projet de dématérialisation de l'économie et de sortie du productivisme, son caractère désirable et soutenable à long terme (écologiquement, économiquement, humainement), ce qui devra se traduire inévitablement par une décroissance matérielle en fin de compte...

## **LA BIOECONOMIE**

*7§ Croyez-vous que les approches de la bioéconomie peuvent bientôt être en mesure de conduire à un authentique changement paradigmatique dans la science économique ? Voyez-vous des signes de progrès dans la reconnaissance de la bioéconomie dans les milieux de la recherche ? J'ai interviewé Robert Ayres, qui mentionnait des contacts fructueux entre lui et Kenneth Arrow. Connaissez-vous d'autres indices de ce type ?*

Loin d'être un partisan de la bioéconomie, j'en ai fait une [critique](#) assez précise dans l'avant dernier [EcoRev'](#) sur l'énergie (no 20, "A contre courant"). Il y a effectivement tout un historique d'économistes qui ont voulu réduire l'écologie au bilan énergétique, étendu au bilan matière, conception très réductrice et technocratique de l'écologie-politique. C'est une conception que je rattache dans mon livre à l'ère de l'énergie qui s'achève alors que l'ère de l'information exige une écologie-politique plus complexe et vivante, plus attentive aux échanges, aux régulations et aux diversités. Ce qui me frappe plutôt c'est l'échec d'une valeur objective basée sur l'énergie incorporée, c'est l'impossibilité de tout quantifier, c'est l'échec d'une économie qui ne sait rien que compter. L'écologie c'est la conscience de l'incalculable des "externalités" et d'une économie qui ne peut être autonome par rapport à la société dont elle dépend, pas plus que de son environnement naturel.

*8§ Une question similaire à la question 2 : pensez-vous que la bioéconomie est une approche mature ? Il me semble qu'il s'agit essentiellement pour l'instant d'une science qui observe, et non encore capable d'agir dans le cadre d'une politique économique nationale, par exemple. Qui travaille aujourd'hui à chercher les pistes d'une authentique politique économique, à l'instar de ce que fait par exemple Lester Brown dans le cadre du développement durable ?*

Comme je le disais précédemment, je considère que la bioéconomie est une impasse mais cela ne veut pas dire que ses travaux ne sont pas utiles et ne peuvent déboucher sur des réalisations importantes. La bioéconomie est une impasse en tant qu'elle reste dans le même cadre économique alors qu'on ne pourra faire face aux défis écologiques qu'avec un projet alternatif viable et qui soit à la hauteur des enjeux. Pour la même raison, l'éco-économie de Lester Brown ne peut constituer non plus une réponse suffisante, cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas en appliquer les principes quand on le peut, ce qui est gagné est gagné ! Seulement, il faudrait se persuader qu'on devra sortir du productivisme pas seulement l'aménager aux marges. Ce n'est pas une question qui se règle entre experts.

*9§ Bioéconomie et capitalisme -> La principale conclusion à laquelle aboutit la bioéconomie semble être que faute d'énergie suffisante, le système économique a toutes les chances d'entrer en récession dans les prochaines années. Peut-on imaginer organiser une économie de la décroissance capitaliste, ou bien est-ce une approche nécessairement anti, ou au moins a-capitaliste ? (le système actuel ne sait pas faire face à la récession, puisque l'accroissement de la richesse y est nécessaire : cycle de l'épargne, etc.)*

Le capitalisme peut amener une amélioration des rendements mais il ne peut pas y avoir une décroissance capitaliste, tout au plus une dépression car le capitalisme est nécessairement productiviste. En effet le capitalisme c'est du capital qui emploie du travail salarié pour produire du capital, grâce à l'augmentation de la productivité du travail par l'investissement technique et les gains d'échelle. Le capitalisme est le seul système économique qui craint par dessus-tout la crise de surproduction ! Il faut prendre conscience de ce paradoxe et du cercle vicieux du travailleur-consommateur dans la société de consommation (appelée aussi fordisme) pour comprendre qu'une économie écologisée ne peut être régie par les principes du capitalisme et du profit immédiat, de même qu'on ne peut poursuivre la globalisation des échanges, il faut revenir à une économie en grande partie relocalisée.

Ce n'est pas une question d'énergie. On peut dire qu'on manque de tout sauf d'énergie puisqu'on reçoit du soleil bien plus qu'il ne nous en faut. La catastrophe n'est pas qu'on n'ait plus de pétrole mais qu'on en ait encore bien trop car le réchauffement climatique est autrement catastrophique, risquant de libérer le méthane contenu dans le permafrost sibérien qui se dégèle, ce qui constitue un risque majeur pour notre survie d'aggravation brutale de l'effet de serre, bien au-delà de ce qui était prévu jusqu'alors. Il n'est plus temps de chercher des petits ajustements pour corriger notre trajectoire, encore moins se contenter de réduire la vitesse du choc, il faut changer de direction !

## Critique de l'écologisme (la maladie infantile de l'écologie)

9 avril 2007



L'écologie est une chose trop sérieuse pour être laissée aux écolos qui n'ont jamais été qu'une bande de rigolos inoffensifs, même s'ils ont constitué une nécessaire avant-garde, vivante et colorée. Il faut sortir de l'écologisme et de toutes ses naïvetés, qui sont la **maladie infantile** de l'écologie, pour une écologie enfin adulte capable de prendre en main notre communauté de destin planétaire et qui se tourne vers l'avenir plutôt que vers le passé. Il y a urgence ! Il ne s'agit pas de se fier au réformisme mou d'une écologie d'experts en costard cravate et sans imagination, ce qu'il faut c'est trouver des solutions pour assumer nos responsabilités collectives mais les écologistes actuels font plutôt partie du problème même s'ils ne sont

qu'un symptôme de l'infantilisation de toute la société.

[L'écologie-politique à l'ère de l'information](#) n'a rien à voir avec un quelconque retour en arrière, ni avec un moralisme puritain, c'est l'accès à un nouveau **stade cognitif** et politique d'unification du monde et de prise en compte du négatif de notre industrie, d'une pensée globale et d'un agir local, d'une relocalisation équilibrant la globalisation des réseaux numériques et des marchés. Il ne s'agit pas de prétendre que la chose est facile, ni qu'elle est sans dangers, au contraire, c'est bien pourquoi il faut se méfier de l'idéologie pour s'occuper de ce qui ne marche pas, prendre à bras le corps les problèmes qui se posent concrètement, en multipliant les expérimentations avec une direction par objectifs prudente et attentive à l'expression du négatif afin de pouvoir corriger au plus vite notre action en fonction du résultat. A l'opposée d'une idéologie bêtifiante ou totalitaire, l'écologie devrait s'occuper sérieusement de ce qui ne marche pas, intégrer complexité et dialectique, faire converger conscience collective et développement de l'autonomie. Nous essaierons de dire ce que l'écologie-politique n'est pas et ce qu'elle devrait être, même si c'est risqué et bien loin des simplifications médiatiques comme de l'idéologie dominante.

### L'écologisme politique

Cela fait longtemps que je fais remarquer à ceux qui prétendent que l'écologie n'est ni de droite, ni de gauche, qu'il y a bien une écologie de droite et une écologie de gauche, il y en a même plusieurs. Toutes les tentatives pour définir le contenu d'une écologie-politique sont donc toujours orientées politiquement et ne concernent jamais tous ceux qui se réclament de l'écologie à un titre ou un autre. Des écolos peuvent aussi bien croire naïvement que "tout le monde est beau, tout le monde il est gentil" qu'ils peuvent vouloir rayer l'humanité de la surface de la Terre ! Ils peuvent se diviser aussi en libertaires partisans de la démocratie directe et en tendances plus ou moins totalitaires voulant renforcer tous les contrôles. Dans les deux cas, ce ne sont souvent que des **sectes** incapables de s'ouvrir à la société et sortir de l'entre-soi.

Démocratiser vraiment les prises de décision et l'expression des citoyens en tablant sur leur autonomie et leur sens des responsabilités se révèle bien plus compliqué que le discours idéologique assis sur ses certitudes (illusion du pouvoir normatif comme du laisser faire le plus total). Ce qu'on constate plutôt dans les groupes écolos, c'est un idéal démocratique **dévoyé** au service de stratégies de pouvoir qui n'ont rien à envier aux politiques qu'ils combattent. L'écologie-politique devrait bien être pourtant une autre façon de faire de la politique, pas seulement une politique politicienne de l'écologie, mais sur ce point, l'échec est patent. Nous allons essayer d'en parcourir quelques dérives avant d'indiquer la voie d'une politique plus écologiste.

### **- Tendances totalitaires**

Bien que peu représentées de façon avouées, il ne faut pas se cacher certaines tendances totalitaires de l'écologie. Il faut rappeler que le nazisme se voulait une forme d'écologie de la race et de l'espace vital mais on trouve aussi des écologistes de gauche tentés par une écologie autoritaire et l'extension des contrôles jusqu'à la vie privée sous prétexte des enjeux vitaux et de l'urgence de notre situation. Il faut d'autant plus se méfier de cette version écologiste de la dictature du prolétariat qu'on a pu constater comme ceux qui croient défendre la vie peuvent se croire tout permis. Ce pouvoir des experts et des écologistes auto-proclamés a toutes les chances de nous mener au pire dans la négation de la complexité du monde et de la société, à mille lieux d'une politique écologiste décentralisée, attentive aux conditions locales et à la préservation de la diversité. Il ne suffit pas de décréter ceci ou cela du haut de ses certitudes et dans l'ignorance des réalités effectives. Il n'y a pas d'écologie-politique sans une réelle démocratisation, démocratie des minorités opposée à toute dictature de la majorité.

### **- Le gauchisme**

La faillite du communisme a provoqué la migration d'une partie des gauchistes chez les écologistes, en particulier des anciens trotskystes qui ont gardé l'essentiel de leur culture trotsko-syndicale et manipulatrice légèrement teintée d'écologisme. Le mythe de la prise de pouvoir et de la construction de l'organisation révolutionnaire est mis au service d'une vision minimale de l'écologie, simple prise en compte des nuisances environnementales dans la gestion des entreprises qu'on voudrait contrôlées par les organisations syndicales. Ce n'est pas la mort du capitalisme mais paradoxalement sa généralisation qui est visée, généralisation du salariat sauvé de l'infamie par la grâce des syndicats contrôlant l'entreprise ! La démocratie populaire revendiquée n'est pas très éloignée du "centralisme démocratique" d'un pouvoir bureaucratique basé sur l'intimidation et la violence de l'organisation. Malgré le caractère assez minoritaire de cette forme de gauchisme infiltré dans l'écologie, son efficacité manoeuvrière lui donne une importance disproportionnée dans les organes dirigeants.

### **- Auto-organisation libérale-libertaire**

On se rapproche beaucoup plus des conceptions écologistes avec les partisans de l'auto-organisation qui forment les grosses troupes de l'écologisme mais se divisent en libéraux et libertaires. Il faut savoir que le libéralisme est basé sur l'écologie au moins autant que le nazisme qui s'en est largement inspiré. Un



des textes fondateurs du libéralisme paru en 1704, s'intitule "*Faire l'aumône n'est pas la charité*". Il a été écrit par De Foe, l'auteur de Robinson Crusoé, qui est sans doute le principal idéologue de la lutte pour la survie et du *self made man*. Dans ce texte, déjà situé sur une île, il appuie sa démonstration qu'il ne faut pas nourrir les pauvres sur l'introduction de chèvres par l'homme dans cet environnement limité bientôt submergé et dévasté par une reproduction explosive de ces herbivores dépourvus de tout prédateur, l'introduction de chiens dans l'île rétablissant finalement l'équilibre. Cette écologie basique servira de justification aux politiques anti-pauvres de Malthus à Spencer. La différence avec le nazisme dans cette élimination des plus faibles, c'est que le libéralisme nourrit le mythe de l'individu autonome, encourageant sa lutte contre les autres individus, alors que le nazisme transposera cet amoralisme nietzschéen au niveau des races et de la compétition pour le territoire. Les partisans actuels de l'auto-organisation ne font que reprendre les vieilles antiennes du laisser-faire, des lois de la nature et du darwinisme social sous couvert de nouvelles théories *up to date* mais tout aussi simplettes (et qui n'ont rien à voir avec Darwin qui reconnaissait le rôle des sentiments moraux dans la réussite de l'espèce humaine si fragile et qui a tant besoin d'éducation et d'entraide).

A première vue, les libertaires pourraient sembler complètement opposés à ce libéralisme marchand et répressif. On dit que ce qui distingue libéraux et libertaires, c'est la conception de l'homme égoïste pour les uns et altruiste pour les autres. C'est bien sûr beaucoup plus compliqué et contradictoire, la liberté objective n'étant pas une donnée naturelle mais une construction historique (sociale et juridique). En tout cas, on constate une convergence paradoxale entre libéraux et libertaires dans le sillage de Mai 68, ce qui se manifeste particulièrement chez les écologistes contestant l'Etat au nom de l'idéologie post-totalitaire, adeptes plus ou moins fanatiques de l'auto-organisation et des supposées "lois de la nature". Il y a pourtant une contradiction massive, notamment entre l'autonomie de l'économie, qui détruit les équilibres biologiques, et la protection de la nature des atteintes de la civilisation ! Il faut choisir son autonomie et la seule chose qui devrait nous guider c'est le développement de l'autonomie de la personne, sa liberté objective et non pas la liberté très théorique d'un individu laissé à lui-même, encore moins l'autonomie du marché ou de la nature.

Ce sur quoi il faut insister, dans ce qui constitue le coeur de l'écologisme et d'un certain altermondialisme, c'est l'échec de cet idéal de démocratie directe complètement décentralisée. La plupart des groupes écologistes se réclament plus ou moins de cette idéologie dans leur fonctionnement, mais ce n'est bien que de l'idéologie, je vous rassure tout de suite car, dans la réalité c'est tout autre chose même si, comme toujours, le dogmatisme du groupe et les bonnes manières empêchent de reconnaître les démentis du réel à cette incroyable naïveté partagée. De la même façon, on dénie la violence de votes imposés et largement manipulés, surtout dans les groupes locaux (la démocratie ne se réduit pas du tout au vote qui veut nous clouer le bec en mettant terme prématurément au débat). C'est pourtant sur la capacité à l'auto-critique et à reconnaître la réalité des faits, en sortant de l'idéologie donc, que l'écologie-politique sera jugée pouvoir être applicable à la société. Il faudrait au moins que les écologistes ne démentent pas par leur pratique les principes qu'ils

prétendent imposer à tous. Rien de mieux effectivement pour acquérir un minimum de crédibilité que de réaliser dans son fonctionnement les principes qu'on défend mais il faut bien avouer que les résultats sont lamentables, le spectacle des ambitions et des petits intérêts discréditant aux yeux de tous l'idéal affiché. Les électeurs ne sont plus aussi dupes qu'avant et voient bien que c'est la bureaucratie et les réseaux de pouvoir qui règnent encore.

Sortir de l'idéologie de l'auto-organisation n'est pas revenir aux hiérarchies autoritaires, c'est sortir du formalisme et du simplisme pour essayer de démocratiser l'organisation et parvenir au maximum d'autogestion effective. C'est considérer l'autogestion et la démocratie participative comme un objectif, un problème compliqué à résoudre et non pas une solution immédiate. La démocratie directe n'est pas si simple les grandes gueules monopolisant la parole et les petits chefs entraînant leurs troupes... Ce n'est pas la vertu qui triomphe de ces empoignades. De même, on ne peut en rester au choix simpliste entre l'Etat et le marché, pas plus qu'entre pouvoir central et auto-organisation, alors qu'il faut jouer de leur dialectique pour dénouer la contrainte étatique d'un côté tout comme la dictature des marchés de l'autre. Question d'art et de doigté, plus que d'une rassurante certitude scientifique...

### **- Electoralisme**

La démocratie radicale revendiquée bloquant tout véritable débat et s'offrant à toutes les manipulations, ce qui s'impose réellement, chez les élus Verts, ce sont les règles de l'électoralisme, constituant la principale ressource de l'organisation qui se structure en réseaux de pouvoir, voire en écuries présidentielles, avec, *in fine* une dépendance totale du PS pour obtenir des postes d'élus et un réalisme de bas étage prêt à toutes les compromissions. On n'est plus cette fois dans l'idéologie mais bien dans la réalité la plus sordide qui résulte cependant de l'idéologie précédente, d'un démocratisme des procédures qui tombe à la bureaucratisation, l'usurpation, et dégénère en oligarchie irresponsable, comme tout parti avec le temps. C'est sans doute le plus grand danger actuellement et qui renvoie les Verts à leur insignifiance, exigeant dès lors la refondation complète d'un parti écologiste qui s'est transformé d'un parti de militant en parti d'élus déconsidérés et coupés de leur base. Cet électoralisme n'est pas une faute morale, c'est un fait de structure, une contrainte du champ électoral qui s'avoue rarement comme idéologie revendiquée mais qui nourrit un réalisme gestionnaire qui n'a pas de sens pour un écologiste conscient des véritables urgences. Il est amusant de constater que c'est quand même ce réalisme politique qui a fini par pousser les Verts à se démarquer des autres partis au nom d'une révolution écologique dépourvue de tout contenu mais bien nécessaire pour donner un semblant de justification à l'existence d'un parti écologiste ! (qui n'a effectivement sinon aucune légitimité).

### **- Démocratie cognitive**

Il ne servirait à rien de faire toutes ces critiques si ce n'était pour essayer d'apprendre de nos erreurs passées qui n'auront donc pas été tout-à-fait en vain. La refondation d'un parti écologiste est devenu indispensable, sur de toutes autres bases. Il ne s'agit pas de revenir à une démocratie directe débarrassée de toute impureté mais d'abandonner cette naïveté pour une organisation plus réaliste des contre-pouvoirs, notamment entre parti et

mouvement, élus et militants. Il faudra aussi faire une place aux vedettes médiatiques dont on a bien besoin pour porter notre message au plus grand nombre, sans négliger leur apport ni leur donner une position dominante pour autant mais l'enjeu, passionnant, c'est de construire une démocratie cognitive, d'élaborer collectivement les voies du futur, pas d'appliquer une idéologie trop sûre d'elle-même. Il ne s'agit pas seulement de donner la parole à tous pour n'en rien faire ("cause toujours"), mais de trouver les meilleures solutions aux problèmes que nous rencontrons avec l'aide de tous, apprendre à vivre ensemble et devenir responsables des conséquences de nos actes. Pour cela il faut se détacher au maximum de la démocratie compétitive et ne pas croire que ce sera facile mais s'attendre au pire, rassembler les compétences et les informations disponibles, favoriser l'expression des conflits et réagir aussi rapidement que possible aux dérives inévitables. La démocratie cognitive part de notre ignorance et non de notre savoir supposé qui viendrait on ne sait d'où alors qu'il est plutôt à construire ensemble. La première chose que le principe de précaution nous enjoint, c'est de reconnaître notre rationalité limitée et l'écologie nous oblige à reconnaître le négatif de tout positif avec les nuisances du progrès, c'est dans ce monde incertain que nous devons nous guider, avec autant de prudence que de détermination, vers notre communauté de destin.

## **L'idéologie écolo**

Venons-en à l'essentiel, car l'écologie ne se réduit pas à une démocratisation politique même si elle en est indissociable. A l'évidence, l'écologisme a fait bien d'autres ravages. On pensera qu'il faudrait plutôt condamner les méchants patrons, les consommateurs effrénés, les adorateurs de la technologie mais ce ne sont que des boucs émissaires faciles, des constructions mythiques qui nous arrangent bien, le problème ce n'est pas les autres, l'axe du Mal, le problème c'est nous, une écologie inconsistante qui sert de repoussoir et fait obstacle à une prise de conscience effective. L'adversaire principal est, sans aucun doute, le capitalisme productiviste et l'irresponsabilité libérale, mais là encore, le coupable c'est encore nous, du moins tant qu'on ne peut y opposer une véritable **alternative** qui ne soit pas pure utopie. Certes, l'utopie serait de continuer ainsi mais on ne peut le reprocher à personne tant qu'on ne sait pas quoi faire d'autre ! et croire qu'on le sait est une imbécillité supplémentaire constituant un obstacle de plus à la mise en place de solutions concrètes. Il ne s'agit donc pas simplement d'être écologiste et de s'opposer à ceux qui le sont pas, ce n'est pas une question d'identité, d'être, mais de projet. Il n'y a pas meilleur allié objectif du productivisme que les écolos qui déconsidèrent l'écologie par leurs imbécillités et leurs outrances, qu'on brandit ensuite, avec beaucoup de mauvaise foi, pour disqualifier tout souci écologique. La bonne conscience et le sentiment de supériorité des écologistes, voilà bien le principal obstacle à une politique écologiste responsable.

### **- L'environnementalisme**

La première erreur, on le sait, c'est de réduire l'écologie à l'environnementalisme, ce qui semble une évidence pour une majorité de gens, mais c'est absurde car si la dégradation de l'environnement est bien le signe que nous avons grand besoin d'écologie, l'écologie ne saurait s'en tenir aux

effets les plus voyants et doit remonter aux causes, qui sont toujours économiques et sociales, à la totalité du système productif qui a causé ces dégâts. L'écologie est une pensée globale qui relie les différentes dimensions du réel et s'oppose au réductionnisme comme au pur environnementalisme. Le souci de l'environnement doit certes rester constant, mais il ne s'agit pas de corriger aux marges un système, le repeindre en vert et limiter ses dysfonctionnements, c'est le système qu'il faut changer pour prendre en compte l'ensemble des contraintes écologiques et préserver une si précieuse biodiversité.

### **- L'écologie contre les chasseurs !**

Après l'environnementalisme borné ou l'amour de la nature et des petits oiseaux, d'autant plus bucolique qu'il est le fait de jeunes urbains, les écolos ont été identifiés à l'opposition aux chasseurs ce qui est absolument consternant ! victoire d'un sentimentalisme de bas étage, de l'intolérance et de la bêtise alors que les chasseurs devraient être les meilleurs alliés de l'écologie. Bien sûr il y a beaucoup à redire sur la chasse et les chasseurs, comme sur tant d'autres choses. La chasse n'est pas tellement pire sur ce plan que la conduite automobile par exemple. Ce qui est insupportable c'est l'air supérieur de ces petits juges qui prennent les chasseurs pour des barbares et ne prennent pas la peine d'essayer de comprendre l'autre dans sa différence. Il y a même des anti-chasse qui seraient prêts à tuer des chasseurs ! Rien de moins écologiste que cette attitude hautaine.

Evidemment, on comprend bien ce rejet de ce qu'on ne connaît pas et l'idéalisation d'une nature dont les urbains sont privés. C'est comme le racisme, la peur de l'autre et le rejet de la différence, c'est d'autant moins mystérieux que c'est une réaction que nous connaissons tous mais qu'on surmonte en général. Pour ma part, je déteste la chasse, j'ai peur quand je vois un chasseur avec son fusil et je ne supporte pas de voir un animal souffrir. On ne peut en rester là pourtant, même à se faire végétarien. Le fait de vivre à la campagne m'a appris la place que la chasse occupait dans la vie du village, et, certes il faut que la chasse soit réglementée (elle l'est), qu'elle fasse sa place aux nouveaux arrivants qui repeuplent ces provinces désertées, mais de quel droit les Parigots pourraient-ils se comporter en colons imposant leur loi ? De quel droit devrait-on se sentir partout chez soi ? Pas de quoi s'étonner d'être un étranger dans son propre pays, ne sommes-nous pas étrangers au monde ? Que nous le voulions ou non, nous appartenons toujours un peu aux traditions du lieu qui nous a vu naître et nous a élevé dans ses rites et ses interdits. On peut s'en détacher, il vaut mieux, car il faut renoncer en tout cas à vouloir universaliser nos propres codes et préjugés. On ne peut jamais s'en détacher complètement pourtant, il vaut mieux le savoir. Vouloir imposer ses propres valeurs aux habitants qui nous accueillent est d'une incroyable violence, souvent insoupçonnée par les inconscients qui s'imaginent défendre les animaux en apportant la civilisation à des arriérés !

Il faut arrêter l'opposition absurde des écolos des villes et des écolos des champs. La ville pose assez de problèmes pour que les écologistes qui y résident s'en préoccupent en premier lieu avant d'aller chasser sur les terres des chasseurs. Tout ce qu'un écologiste peut exiger, c'est une chasse plus écologique mais c'est l'intérêt des chasseurs eux-mêmes et il faut que ce

soient les chasseurs qui gèrent leurs équilibres locaux. Rien de pire que de prétendre réglementer les autres, cela n'a rien d'écologiste. Encore une fois, c'est loin d'être parfait, il faut nettement améliorer les choses, mais avec les chasseurs et pour eux, pas en les prenant de haut ni en étant contre la chasse (même si, je le répète, je le suis personnellement et que j'ai l'âme trop sensible, moi aussi!).

### **- L'écologie contre la technique**

Il est beaucoup plus difficile d'aborder la question de la technique car il faut combattre aussi bien l'opposition absolue à La Technique (plutôt aux nouvelles technologies d'ailleurs) que la technophilie et la croyance béate au progrès, tout aussi nuisibles l'un que l'autre. Il est d'autant plus dommageable que les discours simplistes et diabolisateurs rendent inaudible les critiques les plus justifiées et déconsidère l'ensemble des combats écologistes les plus nécessaires. Je ne reprendrais pas ici la critique de la technique de [Jacques Ellul](#), qu'on peut considérer comme le fondateur de l'écologie-politique. Il est certain que la critique du progrès, de sa face négative, est constitutive de l'écologie comme modernité réflexive mais il faudrait éviter certains excès et ne pas oublier la face positive ! On peut d'autant moins tomber dans une condamnation de principe de toute technique (qui nous éloignerait du monde vécu et de notre environnement originel comme du sein maternel), que l'ère de l'information nous ouvre à une dématérialisation de l'économie dont nous ne pourrions nous passer pour réduire nos consommations et réguler les équilibres écologiques. Ce n'est pas vers le passé mais vers le futur que nous devons nous tourner pour une vie meilleure ou du moins pour essayer d'éviter le pire. Qu'aucune technique ne soit à négliger dans les régulations vitales ne veut pas dire qu'il n'y a pas de graves menaces dont nous devons nous prémunir, même si elles ne sont pas toujours là où l'on croit.

### **- Les anti-nucléaires**

Il y a, c'est certain, pas mal d'obscurantisme dans la peur du nucléaire. Je ne me fais pas trop de soucis, par exemple, sur le fait qu'on saura traiter les déchets nucléaires dans un avenir pas si éloigné. Ce que je ne supporte pas chez certains anti-nucléaires c'est surtout l'exclusivité de leur combat, comme si le nucléaire était le diable et qu'un monde délivré du nucléaire serait plus satisfaisant alors qu'il y a presque autant de danger avec certaines industries chimiques par exemple. En tant que combat séparé je trouve contre-productif l'opposition au nucléaire. Cependant, comme souvent, l'obscurantisme est tout aussi grand du côté des pro-nucléaires qui se croient tellement plus intelligents à défendre le progrès ! Tchernobyl a pourtant bien eu lieu, les dangers des centrales nucléaires sont effectivement immenses, même s'ils sont très rares, mais le plus grand danger, c'est sans doute d'être un agent de la dissémination nucléaire et de constituer des cibles idéales pour des terroristes. Il semble que de nouveaux types de centrales pourraient supprimer tous ces risques avec des déchets extrêmement réduits, il faut voir, mais dans ce cas, plus de raison de s'opposer au nucléaire même s'il ne peut résoudre la question énergétique. Cela n'empêche pas qu'il est plus que légitime d'empêcher la construction de nouvelles centrales EPR mal conçues et trop dangereuses. On admettra que les discours mesurés sur le sujet ne sont pas courants...

## - Les anti-OGM

Pour les OGM, c'est un peu pareil, ce n'est pas la technique en soi qui doit être rejetée parce qu'elle contreviendrait aux lois de la nature, c'est l'incroyable irresponsabilité des multinationales qui commercialisent des produits mal testés, voire camouflent des résultats défavorables, sans parler de la prétention de garder la propriété des graines ou d'empêcher qu'elles ne se reproduisent. Le principe de précaution s'impose ici pour prendre le temps de s'assurer que ces chimères ne sont pas trop dangereuses car les produits naturels ne sont pas forcément bons mais ils ont du moins été testés bien plus longtemps que les OGM juste sortis des laboratoires ! Ce qui manque, c'est le recul du temps. Là encore, les partisans des OGM se croient beaucoup plus intelligents que les écologues, se réclamant des lumières et de la science alors qu'ils n'y connaissent rien souvent et font une confiance excessive dans la génétique et des techniques balbutiantes qui se font encore largement en aveugle. Jacques Testart montre ainsi qu'une même séquence de protéine n'a pas la même forme dans son haricot d'origine et dans le petit pois dans lequel on l'a transférée. Comme la fonction d'une protéine est liée à sa forme, ce n'est plus la même protéine, devenue toxique ! On a besoin de plus de recherches et de tests, cela ne veut pas dire qu'on devrait refuser par principe toute plante génétiquement modifiée, seulement juger au cas par cas et refuser de livrer notre santé à des marchands irresponsables (les essais en plein champs sont de vastes blagues, comment savoir jusqu'où le vent pourra transporter les pollens, jusqu'au Sahara peut-être...).

## - Nanotechnologies

Dernière mode en date, c'est la peur des nanotechnologies. Le plus comique ici, c'est que cela n'existe pas les nanotechnologies ! L'échelle de taille ne suffit pas à caractériser une technique qui est le plus souvent chimique. Encore une fois, cela ne veut pas dire qu'il n'y aurait aucune inquiétude à avoir. Il semble bien qu'un des seuls produits disponibles, les nanotubes de carbones dont les applications sont innombrables, présenterait les mêmes dangers que l'amiante. C'est une question sérieuse qui devra être traitée, comme, pour d'autres raisons, celle de la "poudre de RFID" qui risque de nous envahir pour nous espionner ! Par contre il est consternant de voir des écologistes prêter quelque réalité à une pure fiction, le roman de Michael Crichton ("La proie") qui imagine des nano-robots auto-reproducteurs finissant par recouvrir toute la terre d'une gelée grise ("grey goo") mortelle, alors qu'on est si loin d'une telle réalisation, sans doute impossible. En fait, certains écologistes semblent croire plus encore que le scientisme le plus réductionniste à la toute puissance de la technique. Il faut dire qu'il suffit souvent d'aller y voir de plus près pour se rendre compte que les [incertitudes](#) sont bien plus grandes qu'on ne pouvait l'imaginer et que tous les discours sur la construction atome par atome de nano-constituants ne sont que de la frime ! Un jour peut-être il y aura une réelle convergence entre Bits, Atoms, Neurology, Genetic ([BANG](#)), pour l'instant il s'agit de tout autre chose (de la chimie évoluée) et il faut bien distinguer les fantasmes les plus délirants des dangers effectifs, qui ne sont pas si grands que cela, sans être pour autant à négliger du tout.

## - La décroissance et les "alternatifs"

Qu'il soit bien clair que la décroissance matérielle est une nécessité et, si j'ai souligné [les limites de la décroissance](#), c'est pour ne pas en rester à une approche exclusivement quantitative qui n'est que le miroir de la croissance, nourrissant l'illusion qu'on pourrait s'en sortir par une simple réduction du temps de travail et de nos consommations sans rien changer au système productiviste du capitalisme salarial ! Le problème ici, n'est donc pas tellement le mot d'ordre lui-même que ceux qui le défendent, bande de marginaux qui donnent prise trop facilement à la critique et tombent dans un moralisme culpabilisant ou bien une "simplicité volontaire" à la limite du ridicule. On leur donnerait bien une couronne mais le mérite de ces militants qui se sacrifient pour la bonne cause est si grand qu'on souhaiterait qu'ils restent incompris du monde entier pour que leur sainteté soit encore plus éclatante ! L'embêtant, c'est que l'écologie n'est pas une religion, on ne se sauvera pas tout seul mais seulement collectivement. La question est exclusivement politique. Rien ne sert de se donner en modèle alors que ce sont les structures sociales et les circuits de production qu'il faut changer. Pas besoin d'être pur et irréprochable écologiquement pour apporter sa pierre à cette révolution écologiste qui s'annonce. L'important, c'est de participer à la construction de l'alternative.

Pourtant, de même qu'on ne peut considérer comme de véritables révolutionnaires ceux qui se prétendent tel et ne sont que des poseurs, il ne faut pas se fier à ceux qui se prétendent "alternatifs" parce qu'ils vivent en marge de la société car ils ne construisent pas du tout une alternative sociale, plutôt repliés sur eux-mêmes quand ils ne forment pas de nouvelles sectes totalitaires et étouffantes. Il ne suffit pas de changer de vie ni de vivre en communautés ni d'un activisme permanent pour changer la société, sauf à construire de véritables circuits alternatifs. Tout est dans la manière et il faudrait tenir compte des échecs passés (du socialisme utopique aux communautés post-soixantehuitardes) pour ne pas les reproduire trop naïvement.

On peut donc garder le mot d'ordre de décroissance comme horizon qui nous oppose à la croissance productiviste à condition de ne pas en rester là, comme s'il suffisait de se serrer la ceinture et de jouer aux pères la morale ou se fier au bon vouloir de chacun, et s'il faut défendre plutôt la construction d'une alternative, il faut l'inscrire dans un projet politique global.

## - Moralisme, catastrophisme, mysticisme...

Le moralisme est sans doute dominant dans la mouvance écolo, dans une confusion avec la politique qu'il déconsidère, complice ainsi de l'individualisme libéral (qui voudrait que la charité volontaire se substitue aux politiques sociales). C'est une forme de narcissisme, chacun ayant besoin de se sentir moralement supérieur pour être en paix avec sa conscience ! Ce n'est pas le seul penchant mauvais de l'écologisme qui fait obstacle à sa traduction politique. On ne peut passer en revue toutes les imbécillités qui ont pu avoir cours au nom de l'écologie, la bêtise humaine est sans fond (la mienne aussi, je ne le sais que trop bien). L'idéologie ne connaissant pas la contradiction, il peut même y avoir les conceptions les plus contradictoires qui cohabitent, le seul principe étant qu'on est du bon côté et que les autres sont des crétins. Soyons clair, ce qui est en question, ce n'est pas que les autres soient bêtes, c'est

qu'on l'est tout autant ! Il faut se méfier de ceux qui croient détenir la vérité. Croire défendre la vie, comme défendre la vraie foi, c'est être prêt à tous les massacres. Ainsi, on écoute sans broncher certains écologistes souhaiter la disparition de l'espèce humaine qui dérange l'ordre naturel, rappelant les anciens mythes du déluge. Mais pour qui se prennent tous ces prophètes de malheur ?

Le catastrophisme est un peu du même tonneau car nous ne pouvons avoir aucune certitude en la matière, sauf à détenir des informations confidentielles ! Il est trop facile de ne voir que le mauvais côté des choses, on entend ces discours depuis la plus haute antiquité (depuis 4000 ans au moins!), de même qu'il est facile de ne voir que le bon côté et d'annoncer un prochain paradis où les hommes seraient enfin réconciliés avec eux-mêmes comme avec la nature et tous les animaux... Le plus difficile est de faire la part des choses, tenir la juste mesure. Rejeter toute catastrophe est aussi hasardeux que d'annoncer sa venue imminente. Il faut se faire à l'idée qu'elle est possible, voire probable, la voir venir pour avoir une chance de l'éviter, mais le catastrophisme ne fait pas une politique, ce n'est qu'une échéance plus ou moins lointaine qui nous est donnée. Encore faudrait-il ne pas se tromper de catastrophe. Ainsi, contrairement à une écologie énergétique dépassée à l'ère de l'information, ce n'est pas le manque de pétrole qui annonce l'apocalypse, mais c'est plutôt d'en avoir trop encore et de pouvoir dès lors continuer stupidement l'accélération du réchauffement climatique ! Plus généralement, nous manquons de tout sauf d'énergie puisque nous en recevons plus qu'il ne nous en faut du soleil, c'est prendre l'écologie à contre-sens, vraiment.

Beaucoup d'écologistes enfin versent dans un mysticisme de pacotille, dans l'union mystique avec la nature et l'univers. Ce n'est pas tellement étonnant car l'être parlant est déchiré par la nostalgie de l'unité mais il faut se méfier de ce penchant car l'écologie est un matérialisme et notre responsabilité collective a besoin de rationalité plus que d'élan mystique. Il n'y a rien de mal à cela, d'ailleurs, tant que cela n'interfère pas avec les débats politiques. La laïcité doit rester la règle. On ne peut rêver mettre fin à toutes les religions et leur cortège d'illusions, au moins qu'on ait la décence de ne pas s'en vanter en public ! Qu'on ne s'y trompe pas pourtant, la religion, le dogmatisme, les préjugés, l'intolérance dominent toutes nos positions politiques, il vaut mieux le savoir, c'est un de nos principaux obstacles même pour ceux qui se croient athées, rationnels et revenus de tout. Non seulement il ne faut pas faire une politique avec une religion, fut-elle écologiste, mais l'expulsion de la religion, du dogmatisme et de l'idéologie hors du discours politique doit rester un souci constant.



## - L'expression du négatif et l'alternative écologiste

Evidemment, toutes ces idéologies infantiles (que j'ai pu partager peu ou prou à un moment ou un autre!) ne diminuent en rien l'urgence écologique, l'urgence de sortir du productivisme et de diminuer nos consommations. Ceux qui prennent prétexte de ces dérives pour se croire supérieurs et déconsidérer l'écologie-politique ne sont que des irresponsables. Il y a bien sûr au moins autant de bêtise dans les autres partis. La propagande politique, d'où qu'elle vienne, n'a jamais brillé par son intelligence ! La première chose à reconnaître, c'est notre [rationalité décidément trop limitée](#), et s'il faut dénoncer les idéologies écologistes c'est pour sortir de ces impasses afin d'affronter concrètement les véritables problèmes.

La question n'est pas de savoir si on est des gens biens ou si on a la bonne idéologie mais de se déterminer ensemble sur ce qui ne va pas et l'avenir que nous voulons, afin d'avoir une chance de se donner les moyens de l'atteindre. Il ne s'agit pas de "défendre ses idées" ou de croire qu'on a réponse à tout mais d'essayer de construire une démocratie cognitive en mobilisant tous les savoirs disponibles sans jamais être trop sûrs de soi ni manquer au principe de précaution.

Ainsi, je ne cherche pas tant à faire la promotion du [revenu garanti, des coopératives municipales et des monnaies locales](#), qui me semblent des mesures raisonnables, que d'attirer l'attention sur le fait qu'il faut créer les institutions d'une sortie du salariat productiviste, d'une relocalisation de l'économie et du développement humain. Si on trouve mieux pour répondre aux défis qui nous sont posés, j'en serais fort aise, mais [les alternatives écologistes](#) ne sont pas si nombreuses et ne m'ont pas paru si convaincantes. Ce n'est pas que mes propositions soient entièrement satisfaisantes mais on ne s'en tirera pas avec des réformettes, ni par de simples restrictions. Il faut une réorganisation générale du système de production et qui commence par la base, par des alternatives locales à la globalisation marchande, expérimentations qui peuvent commencer dès maintenant au niveau municipal.

Sans parler de ceux qui se contentent de petits gestes (d'éteindre la lumière ou de préférer la douche au bain!), la plus grande escroquerie c'est bien sûr l'écologie libérale qui prétend que l'écologie serait compatible avec le capitalisme et la croissance, créant de nombreux emplois et de nouveaux produits sans avoir à modifier fondamentalement notre société de consommation. Il n'empêche qu'on peut trouver amusant, bien qu'un peu triste, de voir le slogan de la "révolution écologique" repris un peu partout maintenant, du Président de la République aux Verts (ou ce qu'il en reste) alors qu'on passait pour un dangereux extrémiste, il y a peu, à parler de révolution chez les écolos ! Il ne s'agit pas d'extrémisme pourtant, encore moins d'une prise de pouvoir violente, mais d'alternative, d'une refondation sociale et de l'adaptation des institutions à l'ère de l'information, de l'écologie et du développement humain, adaptation des rapports sociaux aux nouvelles forces productives et à l'économie mondialisée.

Il faut se rendre compte que tout a changé non seulement à cause du réchauffement climatique, du développement de la Chine et de l'Inde accélérant l'épuisement des ressources, mais tout autant parce que nous

passons de l'ère de l'énergie à l'ère de l'information où travail, revenu, gratuité répondent à de toutes autres règles, symbolisées par les logiciels libres. Aucun réformisme ne suffira à renverser la vapeur, nous avons besoin d'une véritable alternative, de produire et consommer autrement et pas seulement de consommer moins. Une fois qu'on a pris au sérieux ce besoin d'une révolution écologiste, il faudrait s'appliquer à lui donner forme et commencer les expérimentations locales sans plus tarder, une nouvelle habitation de notre territoire. Pas de place ici pour le romantisme révolutionnaire quand nous devons privilégier au contraire l'expression du négatif, le souci de ce qui ne marche pas et de la rétroaction des citoyens pour ajuster nos politiques sur leurs effets et corriger nos erreurs au plus tôt. Vivement cette écologie ambitieuse et rationnelle, positive et dialectique, matérialiste et révolutionnaire !

## **II.L'alternative au productivisme**

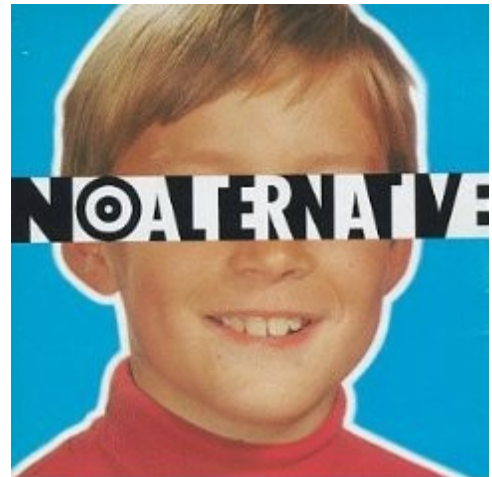
### **Construire l'alternative**



# Il n'y a pas d'alternative !

23 avril 2008

Alors que les menaces écologiques se font de plus en plus pressantes, on peut s'étonner du léger des solutions qu'on prétend y apporter, pas du tout à la hauteur des enjeux et sans une véritable vision globale. Au lieu d'une écologie-politique collective et réaliste, on nous vend plutôt habituellement une écologie **individualiste** et moralisante, que ce soit dans sa version religieuse ou libérale, mais, en dehors de quelques marginaux, il n'est jamais question, ou presque, d'une véritable alternative au productivisme qu'on impute à l'avidité humaine plus qu'au système du profit.



On en appelle soit à la conversion des esprits et des coeurs, soit à de simples mesures techniques ou incitations financières, comme s'il était devenu impossible en tout cas de changer un système mondialisé, au moment même où il y aurait tellement besoin pourtant de dispositifs **politiques** concrets, du local au global, pour adapter notre système de production aux nouvelles forces productives tout autant qu'aux nouvelles contraintes écologiques. On n'y échappera pas, quelles que soient les résistances et les conservatismes. Dès lors, la question n'est pas tant celle de l'ancien système, ni de simplement le brider par des lois, des luttes ou par nos prières, que de savoir par quoi le remplacer et d'en construire un autre plus adapté à notre temps, combinant une inévitable relocalisation de l'économie avec toutes les institutions du travail autonome et du développement humain.

Hélas, les **instruments** principaux d'une alternative au salariat productiviste comme à la mondialisation marchande paraîtront sans doute bien exotiques par rapport aux modèles de référence et à nos habitudes de pensée, voire complètement hors de propos : [monnaies locales](#), [coopératives municipales](#), [revenu garanti](#) ! Il n'y a pas d'autre alternative pourtant, ni libérale, ni autoritaire, ni morale.

## La confusion des esprits

Avec notre entrée dans l'ère de l'information, de l'écologie et de l'unification du monde qui en résulte, nous vivons sans doute un des plus grands bouleversements que l'humanité a pu connaître, périodes de **rupture** où les idées changent, où d'anciennes évidences se renversent, où les esprits s'égarer et l'incertitude domine. Les anciennes idéologies et les réponses qu'elles donnaient se révèlent complètement inadaptées à notre nouvelle situation. Tout est à repenser mais il y a de nombreux écueils sur le chemin. Il faut bien avouer qu'il n'y a pas de solution simple car nous sommes ici face à un problème particulièrement difficile et complexe.

Si on se met dans la perspective de l'histoire des idéologies, on peut caractériser notre moment historique comme celui du passage d'une hégémonie presque totale du néolibéralisme, depuis plus de 30 ans, à celle toute opposée d'une écologie régulatrice, ce qui ne veut pas dire qu'on sache

encore très bien ce que cela signifie entre conceptions mystiques et technocratiques. Ce changement de paradigme est cependant d'autant plus problématique que là où le "laisser-faire" pouvait s'arranger de l'imperfection de l'information et des marchés, l'écologie-politique porte en elle l'exigence paradoxale de la prévision et de l'action publique malgré ce manque d'informations et l'incertitude du monde, passage de *l'histoire subie* à *l'histoire conçue*. L'accès à ce nouveau stade **cognitif** dans nos interactions globales avec un milieu incertain et fragile ne va pas du tout de soi, cumulant à la fois les difficultés du principe de précaution et de la construction d'une intelligence collective. Il y faudrait une "démocratie cognitive" très éloignée de nos démocraties de marché actuelles, ainsi que le retour d'un certain collectivisme même s'il est bien différent de l'ancien (il faut le souhaiter!), réfutant l'individualisme libéral par la coopération tout en valorisant l'autonomie de la personne. Cette conscience collective est encore bien hésitante mais elle a déjà commencé à prendre corps pourtant, notamment dans les conférences sur le climat.

Il faut dire qu'en dehors du GIEC, lui-même assez critiquable dans sa modération politique, cette "intelligence collective" a plutôt brillé par son absence jusqu'ici. Il n'y a pas de quoi être optimiste devant l'**égarement** général, en particulier sur les conceptions mêmes de l'écologie : "Dans la plus grande confusion se mêlent développement durable, sauvegarde de la nature, crise de l'énergie et altermondialisme. Chacun semble persuadé de la nécessité d'une alternative écologiste sans avoir la moindre idée de la façon d'y parvenir, jusqu'à dénier son caractère politique et social pour se contenter d'un catastrophisme sans nuances, de bonnes intentions, de grandes déclarations et de petits gestes..." ([L'écologie-politique à l'ère de l'information](#), è®e, 2006).

### **La prise de conscience écologique**

La première difficulté, c'est effectivement de faire le bon **diagnostic**, d'arriver à une bonne évaluation des risques écologiques, ce qui est loin d'être évident. Devant les incertitudes, la nécessité d'agir peut toujours être mise en doute par certains, avec plus ou moins de virulence, jusqu'à parler de "psychose collective" à propos du réchauffement climatique ou de "complot des écologistes" ! Cela témoigne du moins que les écologistes sont partout désormais, même dans les gouvernements, et que les irresponsables sont devenus minoritaires. Malgré la difficulté d'établir la vérité des faits et d'y appliquer le principe de précaution, c'est en l'absence de certitude (mais pas d'informations inquiétantes) que l'opinion scientifique puis mondiale a fini par se décider à réagir devant l'ampleur des risques, à part quelques uns qui se voudraient plus malins que les autres et détenir une vérité au nom de convictions intimes qui n'ont plus grand chose de scientifique. Cela n'empêche pas qu'on peut se tromper et que de nouvelles données peuvent toujours modifier nos prévisions. Malgré cela, considérée il y a peu encore comme une préoccupation de rêveurs, il n'y a pas de doute que l'écologie s'impose désormais comme prioritaire au niveau planétaire et transforme profondément nos conceptions politiques en devenant la nouvelle idéologie dominante, pour de fortes raisons matérielles (les questions étant matérielles et non pas idéologiques, il ne faut pas s'étonner qu'il n'y ait aucune unité idéologique des écologistes sur les réponses à donner).

Au niveau le plus immédiat la hausse du pétrole a pu servir d'élément amplificateur, comme au moment du premier choc pétrolier et de l'émergence des premiers mouvements écologistes, mais, aujourd'hui, ce qui motive l'hégémonie idéologique de l'écologie, c'est d'abord le **réchauffement climatique** qui s'accélère. Il faut d'ailleurs souligner que la période est un peu moins favorable à cette prise de conscience, malgré les mauvaises nouvelles qui s'accumulent, dès lors que nous connaissons temporairement un léger refroidissement dû à *La nina*. On voit notre difficulté à se projeter dans le long terme et notre sensibilité extrême à l'immédiat !

Plus fondamentalement, sans doute, l'écologie s'impose du fait de la **globalisation** elle-même et du caractère global des problèmes qu'elle provoque. C'est notre destin planétaire commun qui nous rassemble mais c'est aussi la conséquence de l'ère de l'information qui nous relie et nous fait connaître l'étendue des dégâts, conscience du négatif du progrès ainsi que du déchaînement des sciences et des techniques, avec leur puissance démesurée qui peut se retourner contre nous ; quand le temps est venu enfin d'une post-modernité ou modernité réflexive, qui est aussi le temps d'une société post-industrielle. L'écologie politique n'est pas seulement un nouveau paradigme ou de nouvelles valeurs, ce n'est pas l'amour de la nature mais l'accès (difficile) à un nouveau stade cognitif, celui d'une conscience planétaire et de la responsabilité de nos actes envers les générations futures. La démocratie en est profondément bouleversée : ce n'est plus l'immanence d'une fondation sur soi-même, c'est la transcendance d'un monde à sauvegarder, ce n'est plus l'immédiateté de la présence mais la projection dans l'avenir, la temporalité de l'être (sa durabilité). Ce n'est plus le pouvoir absolu de la majorité enfin mais une démocratie des minorités, des droits de l'homme et de la diversité, ancrée dans le local : une démocratie de "face à face". C'est encore un effet paradoxal de la globalisation des réseaux et des marchés qu'une pensée globale exige un agir local, une relocalisation équilibrant la globalisation marchande !

L'écologie-politique à l'ère de l'information n'a rien à voir avec un quelconque retour en arrière, ni avec un moralisme puritain, c'est d'abord la conscience des déséquilibres que nous avons produits et la limitation de nos ressources qui devient manifeste avec le développement des pays les plus peuplés. On ne sait pas très bien si la situation est très grave ou désespérée mais on ne pourra plus ignorer désormais ces inquiétantes informations. Une fois admis l'impasse d'un développement qui n'est pas durable, il faudrait lui trouver des alternatives mais, le préalable, c'est d'essayer de comprendre la **cause** d'un productivisme insoutenable si on veut avoir une chance d'en sortir.

Les problèmes écologiques ne peuvent être séparés de tous les autres problèmes, notamment économiques et sociaux : on ne peut séparer la consommation de la production, ni le travail de la vie. On ne peut changer les consommations qu'en transformant travail, revenus et circuits de distribution, si ce n'est la technique elle-même. On ne peut relocaliser qu'en partant du local même s'il faut inévitablement l'inscrire dans un projet global et des circuits alternatifs qui fassent système. Pour avoir une chance de changer de système, nous avons besoin en effet de comprendre à la fois le caractère **systemique** du productivisme et pluriel de l'économie (la pluralité des systèmes).

## **Le productivisme du capitalisme salarial**

Depuis les tous débuts de la société de consommation, les condamnations religieuses et morales d'un appétit effréné de marchandises ont été innombrables. On accuse la nature humaine et le mal qui nous habiterait d'un désir illimité ou d'un égoïsme pervers, alors que la société de consommation est un **système** historiquement daté et qui est d'autant moins déterminé par l'individu qu'il est soutenu par des politiques keynésiennes, par une publicité omniprésente et par des circuits de distribution de masse. Dans ce capitalisme salarial l'emploi dépend de l'écoulement des marchandises. La société de consommation, c'est la société du travailleur/consommateur séparé de son produit et dépendant du capital (des machines). Rien de naturel là-dedans ! Ce n'est pas une question de valeurs, de bons et de méchants, ni même d'individualisme (qui tient surtout au caractère individuel du revenu).

Le **productivisme** n'est pas causé par la consommation mais par la logique du profit qui constitue le moteur de l'investissement capitaliste. Les capitaux sont utilisés pour augmenter la productivité (réduire le temps de travail) et dégager un profit par rapport à la concurrence. Les entreprises qui n'améliorent pas leur productivité disparaissent. Il n'y a pas là de décision individuelle mais une pression systémique du marché par la baisse des prix, et, comme l'a montré Bookchin, même des coopératives subissent cette pression du marché, sauf si ce sont des [coopératives municipales](#). Le productivisme du capitalisme salarial est d'ailleurs mis à son crédit lorsqu'il permet le décollage de pays pauvres grâce au "cercle vertueux de la croissance" mais il ne peut s'arrêter, tout est là. C'est en découvrant cette nécessité pour le capitalisme de "créer des besoins" qu'André Gorz est devenu l'un des premiers écologistes anti-capitalistes. On peut dire, en effet, que le capitalisme s'impose par son productivisme puis dure par la société de consommation. Il serait donc tout-à-fait illusoire de vouloir réduire par des préceptes moraux un productivisme qui est structurel et financier !

On ne s'en tirera qu'à construire un système de production non productiviste, ce qui peut sembler impossible sauf que, non seulement la victoire du productivisme précipite sa fin, mais on peut considérer qu'il a fait son temps à l'ère de l'information, du travail **immatériel** et de la coopération des savoirs. En effet, le productivisme caractérise en premier lieu le salariat industriel avec une force de travail qui se mesure en temps de machine, alors que dans le domaine immatériel, le temps de travail n'est plus linéaire et ne constitue plus une mesure pertinente de la valeur d'un produit. C'est ce qui favorise le travail autonome et les contrats d'objectif plutôt qu'un salariat mesuré par son temps de subordination. C'est un point décisif et trop sous-estimé de la sortie du productivisme, cependant, même si les nouvelles forces productives l'exigent, cela ne se fera pas tout seul pour autant. En effet, pour que le travail autonome soit supportable, et même simplement possible, il a besoin d'un support institutionnel (notamment un revenu garanti et des structures collectives).

## **Pour une économie plurielle**

Construire un nouveau système ne veut pas dire détruire l'ancien. Tout au contraire, le système marchand n'a pu se développer que dans les villes



franches de la féodalité avant de pouvoir s'y substituer. L'industrie n'a pas supprimé l'agriculture. Adopter un point de vue systémique et comprendre les écosystèmes comme circuits de matières, d'énergie et d'informations permet d'en montrer toute la cohérence et les interdépendances. On ne peut se contenter de mesures isolées, il faut "faire système", mais cela ne peut signifier en aucun cas dénier la nécessaire diversité des systèmes : chaque système, organisme ou organisation n'est qu'une totalité partielle qui n'épuise pas la totalité des possibles mais doit avoir un fonctionnement spécifique et un espace propre. A rebours de tous les extrémismes et des idéologies simplistes, la coexistence des systèmes doit nous amener à défendre une économie **plurielle** ou mixte (ce qu'elle est déjà avec les sphères du don, de la gratuité, des services publics et des échanges marchands). Après les totalitarismes communistes et fascistes, c'est le totalitarisme du marché qu'il faut combattre. Il faut y insister car cela ne va pas de soi : la voie de l'alternative est celle d'une économie plurielle (si chère à Jacques Robin) ni simple réformisme, ni pure idéologie.

Il ne peut s'agir de faire n'importe quoi, ni de tout changer à l'économie et au monde tel qu'il va, mais "seulement" de sortir du **totalitarisme** marchand, de l'exploitation salariale et du productivisme capitaliste, sans tomber pour autant dans un totalitarisme étatique ni dans toutes sortes d'utopies communautaires, qui auront toujours leurs partisans. L'absence d'alternatives crédibles est d'ailleurs le résultat de ce nouveau totalitarisme qui voudrait faire du marché la réponse à tous les problèmes (l'amour même!). En fait cette tentative de supprimer la pluralité des économies a déjà échoué même si elle a outrepassé ses limites et fait beaucoup de dégâts. La première chose à faire, c'est donc de mettre des limites aux marchés, de les réguler (pas de les supprimer !) pour construire patiemment une économie plurielle combinant les logiques marchandes, publiques et associatives, jouant l'Etat contre le marché et le marché contre l'Etat plutôt que de subir le joug de l'un ou de l'autre.

### **Le productivisme durable**

Le productivisme de la société de consommation n'est certes pas la seule cause des problèmes écologiques et il y a déjà beaucoup à faire pour rendre le capitalisme moins destructeur mais les tentatives de rendre un peu plus durable notre modèle économique sans changer de système rencontrent vite leurs limites, alors qu'elles se présentent, pour cela même qu'elles ne changent rien, comme les seules **réalistes** qu'elles soient moralistes (frugalité individuelle), libérales (écotaxes) ou étatiques (gouvernement des experts).

Inutile de trop s'appesantir sur le **moralisme** écologiste de la "simplicité volontaire", même s'il est largement dominant et peut constituer une bonne hygiène de vie, sinon pour souligner qu'il reste entièrement dans le cadre de la société de marché. C'est de l'ordre de la charité chrétienne pour réduire la pauvreté qui a toujours accompagné le capitalisme sans rien y changer, c'est le geste quotidien qui nous sauve ! Son efficacité est nulle, par rapport au nombre de "pauvres involontaires", il a tout au plus valeur d'exemple ou d'exploration de nouveaux modes de vie. On ne peut éliminer complètement cette dimension individuelle malgré tout. Il faudra bien adopter en effet des comportements plus écologiques (trier ses déchets, économiser l'eau) même s'ils ne prennent sens qu'à s'inscrire dans un processus collectif et ne peuvent

tenir lieu de politique. Par exemple, il est un fait qu'il faudra limiter la consommation de viande rouge, trop coûteuse en ressources et en énergie, mais cela ne servira à rien de le faire individuellement et c'est aller un peu vite en besogne de vouloir qu'on devienne tous végétariens alors que les poulets et les poissons (d'élevage) restent de très bonnes sources de protéines. Il se trouve que ces préceptes sont bons aussi pour notre santé, pas seulement pour l'équilibre planétaire, la viande rouge étant impliquée dans de nombreuses maladies et cancers. En tout cas, si l'écomoralisme ne peut en aucun cas constituer une alternative au capitalisme et à la société de consommation, il faut constater du moins que c'est la forme que prend une prise de conscience écologique qui n'a pas de prise sur les événements sinon au niveau individuel. Il y a aussi des mystiques qui réduisent l'écologie à une vue de l'esprit, une façon d'être au monde... On ne peut en rester là.

Une autre tentative, plus sérieuse, d'adapter notre économie aux limitations écologiques, c'est l'**éco-économie** de [Lester R. Brown](#), projet qu'on peut dire libéral, corrigeant simplement les mécanismes de marché par des écotaxes censés rétablir une illusoire vérité des prix écologiques. A part ça, il n'y a pas grand chose à changer à notre système de production. Il parle bien de "révolution environnementale" mais uniquement dans le sens d'une nouvelle "révolution industrielle" boostée par de nouvelles énergies et de nouveaux marchés ouverts par l'écologie. On s'écarte tout de même du libéralisme lorsqu'il prône une "économie de guerre" qui mobilise toutes les capacités productives pour inonder le monde d'éoliennes, mais on est très éloigné de toute décroissance. On reste dans le même mode de vie, le même travail, la même industrie, le même productivisme qu'en 39-40 et la même organisation sociale ! Ajoutons à cela qu'on suppose des gouvernements démocratiques, capables et bien intentionnés de par toute la Terre ! Malgré tous ses défauts, c'est un projet qu'on ne peut rejeter complètement (impossible de se passer d'écotaxes) et comme on garde le même système, ce sont des mesures qui peuvent s'appliquer très rapidement. C'est un premier niveau d'intervention indispensable mais cela n'empêche pas d'en reconnaître les limites à rester dans le cadre d'un productivisme débridé et du totalitarisme marchand.

La nouvelle économie sera basée sur un recyclage extensif, sur les énergies renouvelables et sur un système de transport diversifié s'appuyant plus sur le rail, les bus, les bicyclettes et moins sur la voiture. (plan B, p277)

Il faut avouer que la plupart des mesures devenues **urgentes** peuvent être prises dans le cadre du système actuel : les économies d'énergie (isolation, énergie intelligente), le passage accéléré aux énergies renouvelables (le solaire principalement), la promotion des transports en commun, la généralisation du recyclage, la réduction des pollutions, des prélèvements marins (remplacés par des fermes piscicoles), jusqu'aux activités réparatrices et de gestion de l'environnement (eau, forêts, etc.). Il n'y a rien là qui soit incompatible avec le productivisme, lui ouvrant finalement de nouveaux marchés (éoliennes, panneaux solaires, produits bios, etc.). On ne pourra absolument pas s'en passer mais on ne pourra s'en tenir là non plus. En particulier, les préoccupations écologiques mènent inévitablement au retour à de plus grandes solidarités collectives, donc à une certaine réduction des inégalités, ainsi qu'à la mise en commun de nos ressources. C'est le retour de la politique, si ce n'est de l'Etat.

D'ailleurs, de façon bien plus marginale mais assez inattendue, on voit resurgir des tentations autoritaires, d'autant plus **autoritaires** qu'il n'y a pas d'alternative et qu'on rajoute une contrainte à un système qui s'y oppose ! Des versions plus *soft* d'une écologie étatique visent simplement à encadrer l'économie par des normes et réguler les marchés ou piloter les entreprises par les syndicats mais il est difficile que cela ne mène pas à une bureaucratie pesante et un gouvernement des experts où le contrôle des populations commence avec le contrôle des naissances. Le néomalthusianisme qui règne souvent dans ces milieux est la dernière tentative de faire de la population elle-même le problème au lieu de mettre en cause notre mode de développement. C'est assez dangereux mais, ce qui plaide pour cette forme de pouvoir que la Chine pourrait incarner, c'est en particulier "l'écologie industrielle" intégrant au plus près des industries complémentaires pour limiter les pertes et les déchets, ce qui s'accommode assez mal du libéralisme.

Elle devrait «simplement être une tyrannie bienveillante, bien informée et animée par la juste compréhension des choses». Ce régime devrait-il être communiste ou capitaliste? Communiste, non seulement pour la «morale ascétique», l'exclusion du profit, mais aussi parce que, sur le plan de la «technique du pouvoir», ce régime «paraît être plus capable de réaliser nos buts inconfortables que (...) le complexe capitaliste, démocratique et libéral» (Hans Jonas).

De même que le communisme n'a pas été beaucoup plus qu'un capitalisme d'Etat, on n'est pas vraiment ici dans une alternative au système de production industriel du siècle passé, seulement au marché et au système libéral-démocratique. Malgré tout ce que peut avoir de satisfaisant pour l'esprit la prise de commande de l'économie par des consciences éclairées, c'est une bonne blague ! L'écologie, si ce n'est l'histoire passée, enseigne au contraire le caractère dévastateur et brutal d'un pouvoir trop centralisé, le besoin de l'autonomie des acteurs et de réponses diversifiées. S'il y avait des tyrannies bienveillantes, plus besoin de **démocratie** en effet, qui n'est pourtant pas pour rien un ingrédient indispensable des bonnes politiques, comme l'a si bien montré Amartya Sen...

Ici, encore une fois, le court terme peut être très bon... mais à long terme, ça risque d'être horrible (Hubert Reeves).

## **Décroissance, relocalisation, travail autonome**

Pour contester les dérives gestionnaires de l'écologie et les prétentions d'un "développement durable" qui sert de prétexte à la continuation du pillage de la planète, les écologistes radicaux ont popularisé le thème de la **décroissance**, clairement en rupture avec le productivisme et la croissance attendue par tous comme le messie ! Ce slogan a le mérite d'attirer l'attention sur la nécessité absolue d'une décroissance matérielle de nos consommations mais il comporte de nombreuses ambiguïtés (comme tous les slogans). Tout d'abord, il est purement quantitatif et n'est pas forcément anti-capitaliste encore moins alternatif lorsqu'on croit pouvoir obtenir la décroissance des consommations par la simple réduction du temps de travail. Ensuite il y a confusion entre croissance matérielle et croissance monétaire (inflation) qui ne sont pas forcément corrélés. Enfin, la décroissance ne peut s'appliquer aux pays pauvres

qui n'ont pas besoin de consommer moins mais mieux, c'est le modèle économique qu'il faut changer. La question qui se pose est bien celle de l'alternative, d'une alternative à la fois réaliste et désirable, qui soit véritablement "soutenable".

Il y a les anciennes réponses. Ainsi, **Cuba** pourrait servir de modèle de décroissance car l'empreinte écologique y est minimale ! C'est bien sûr, contraint et forcé par le blocus américain que l'économie cubaine a dû réduire ses consommations en essayant de vivre en cercle fermé. La vie n'y est pas si horrible qu'on le dit et la nôtre pas aussi belle qu'on le prétend mais l'échec est patent à ne pouvoir supprimer la pauvreté ni même la faim pour une partie significative de la population, sans compter bien sûr le peu de liberté laissé par un pouvoir qui étend son contrôle jusque dans les villages, et cela, sans avoir besoin d'avoir recours à aucun moyen technique sophistiqué ! Si c'est cela notre avenir, il y a quand même de quoi déchanter. Il n'empêche que, là encore, ce qui semblait mort pourrait reprendre vie par cela même qui avait causé sa perte puisque le socialisme démontre ainsi qu'il est loin d'être aussi productiviste que le capitalisme. Le socialisme produit de la pénurie plus que de l'abondance, voilà qui pourrait devenir un avantage (sauf que cela n'empêche nullement des gâchis gigantesques malgré tout !).

L'expérience historique semble condamner toute alternative à sombrer dans ce socialisme autoritaire d'être pensée selon les anciens modèles révolutionnaires, centralisés, étatiques. Les modèles écologistes sont pourtant très différents, bien plus adaptés à une production de plus en plus immatérielle et en réseaux : ce sont des modèles largement **décentralisés**, démocratiques, diversifiés et basés sur le local, pas du tout compatibles avec une dictature qu'elle soit verte ou rouge.

C'est le point essentiel sur lequel se retrouvent la plupart des écologistes et des altermondialistes : la nécessité d'une **relocalisation** de l'économie et donc d'alternatives locales à la globalisation marchande. Il ne s'agit pas d'un retour en arrière ni d'un protectionnisme, ni d'une réduction des questions globales à de petits enjeux locaux, mais d'une revalorisation des échanges de proximité pour réduire les circuits de distribution et rendre tout simplement vivable un monde qui se déterritorialise, le réhabiter. C'est reprendre la question par sa base, une reconstruction *bottom-up* à partir du local, sans exclure pour autant les processus *top-down* qui ont leur nécessité aussi. Il ne s'agit pas de tout réduire au local. La difficulté, c'est qu'il faut intervenir à différents niveaux : accords internationaux (climat), régulation du capitalisme (éco-économie), infrastructures nationales, circuits alternatifs, institutions locales. Cependant, la nouveauté apportée par l'écologie, c'est bien de redonner toute son importance au local (*penser global, agir local*).

Un autre point, qui n'est pas du tout pris en compte par l'écomoralisme ni par l'éco-économie, c'est l'indispensable humanisation du **travail**. Il faut le répéter, ce n'est pas tant du côté de la consommation qu'il faut prendre le problème, mais du côté de la production, de l'épanouissement du travailleur et de sa valorisation. C'est un véritable retournement et la clé de l'alternative. De plus, et contrairement aux technophobes qui croient pouvoir accuser une technique impersonnelle de tous nos maux, c'est bien là qu'il faut tirer parti de la

dématérialisation du travail, du passage de la force de travail à la résolution de problèmes valorisant le travail autonome et permettant de sortir du salariat (de la dépendance emploi/consommation). Pour avoir la possibilité de se passer du salariat et que le travail autonome ne soit pas réservé aux classes supérieures, il y a absolument besoin d'un revenu garanti et de toutes les institutions du travail autonome (coopérative, financement, formation, assistance). Dans cette optique de développement humain et de qualité de la vie, il faudra favoriser aussi les techniques conviviales et de meilleures conditions de travail pour les salariés eux-mêmes. En améliorant ce qui constitue une grande partie de notre vie, nous réduirons l'inhumanité du monde et le besoin de compensations marchandes plus sûrement que par la culpabilisation individuelle. [Changer le travail, c'est changer la vie](#). En changeant les modes de production on changera complètement les modes de consommation. Reste à savoir comment faire.

Heureusement, la nécessité de relocalisation de l'économie pour équilibrer la globalisation marchande constitue notre chance car c'est ce qui donne l'opportunité d'expérimenter ces alternatives localement, ici et maintenant, sans attendre que le monde entier nous rejoigne ! Le niveau le plus pertinent d'une politique écologiste, c'est bien la municipalité où beaucoup peut être fait, notamment grâce à des [monnaies locales](#) (immédiatement disponibles) et la mise en place de [coopératives municipales](#) pour abriter les travailleurs indépendants et favoriser les échanges locaux (un peu comme les SEL). Ce sont des outils peu familiers et qu'on ne peut décrire ici mais qui permettraient à l'**écomunicipalisme** de constituer la base d'une véritable alternative bien qu'il soit difficile d'assurer un revenu garanti au niveau municipal. On ne peut espérer convaincre que ce soit une solution crédible, il faut seulement espérer que quelques municipalités tentent l'expérience et le démontrent. Qu'on sache du moins, qu'avec le tryptique "[revenu garanti, coopératives municipales et monnaies locales](#)", on peut dessiner une alternative écologiste réalisable immédiatement et qui n'a pas grand chose à voir avec nos anciennes représentations. C'est peut-être le signe de son caractère irréaliste, ou peut-être bien le signe que nous avons déjà changé d'ère...

## **Il n'y a pas d'alternative**

Dans l'urgence actuelle, notre priorité devrait être à la fois d'établir un diagnostic précis de notre situation et de débattre publiquement des alternatives concrètes dans toute leur complexité. C'est ce qui devrait **mobiliser** toutes nos énergies. Il serait complètement utopique, en effet, de penser qu'on va pouvoir continuer comme avant, il est devenu évident pour le monde entier que nous devons changer nos modes de production et de consommation confrontés à nos limites matérielles ! L'absence d'alternative à un système dont on sait qu'il n'est pas durable renforce les discours extrémistes, millénaristes, religieux, régressifs, autoritaires, appelant à une rupture totale et un homme nouveau complètement fantasmé. Entre une dangereuse passivité et la surenchère verbale, il faut trouver la voie d'un véritable système de production alternatif dans une économie plurielle, en agissant à tous les niveaux (technique, politique, local, individuel), on n'a pas le choix !

On connaît déjà quelques unes des conditions que devront remplir des **alternatives** réalistes au productivisme capitaliste. Il faudra qu'elles tiennent compte des contraintes écologiques, bien sûr, mais aussi de ce que nous sommes et des échecs passés, de l'étatisme comme du libéralisme. Il faudra que ce soient des alternatives à dimension collective et même mondiales, adaptées à notre temps (ère de l'information, travail autonome, coopération des savoirs) sans pour autant se contenter d'écotaxes pour réduire l'allure d'un productivisme dont il faut pouvoir sortir progressivement, ce qui veut dire donner une alternative au salariat par les institutions du travail autonome.

Non seulement le productivisme durable se révèle une impasse sociale et démocratique mais il est tout aussi vital de *relocaliser* l'économie et de réduire la logique marchande dans une *économie plurielle* (Etat/marché/associations avec des fonctionnaires, des salariés, des travailleurs autonomes). Il nous faudra aussi tirer parti de l'ère du numérique pour "*dématérialiser*" autant que possible (en remplaçant la matière par l'information). Le capitalisme n'est guère adapté à cette nouvelle économie immatérielle qui est d'ailleurs souvent une économie de la gratuité et de la *coopération* des savoirs, basée sur les compétences et le *développement humain*. C'est tout cela qui **converge** dans la construction d'alternatives locales favorisant les coopérations et l'*autonomie* individuelle dans une *démocratie* de face à face.

L'important c'est de penser global, de s'inscrire dans un *système* de production alternatif combinant production, reproduction et circulation ([coopératives, revenu garanti et monnaies locales](#) font système), mais ce n'est pas tout. Il faut aussi être de son temps et donc prendre en compte *l'ère de l'information, de l'écologie et du développement humain*. De telles alternatives, il n'y en a pas légions et ce serait une illusion de croire qu'il suffirait de "prendre le pouvoir" pour changer le système de production. Il faut du **temps** pour construire un nouveau système et l'effondrement du capitalisme n'apporterait rien de bon. Le scénario d'une économie plurielle permet de jouer sur les 2 tableaux : en commençant par écologiser le capitalisme, en le régulant et en réorientant ses productions vers les besoins écologiques, tout en réduisant progressivement son champ avec la montée en puissance de la nouvelle économie immatérielle et relocalisée.

Il n'y a pas d'alternative : nous devons sortir de la société de consommation et réduire la globalisation marchande tout en tirant parti des technologies numériques. Il y a bien sûr des dimensions idéologiques ou économiques mais ni la morale, ni les taxes n'y suffiront, il faudra des dispositifs concrets et une vision globale qui ne sont pas hors de notre portée. Nous en avons présenté au moins une première approximation, largement inspirée du merveilleux livre d'André Gorz, "*Misères du présent, richesse du possible*", afin de donner quelque idée de comment il faudra sans doute transformer nos institutions pour un monde plus supportable et sans que cela n'ait rien d'impossible ni d'insurmontable pour peu que se produise l'**improbable** d'une prise de conscience collective claire et décidée d'éviter le pire...

(Revue Argument, vol 11 no1, automne 2008 : *Les écologistes font-ils fausse route ?*, Québec)



# Ce qu'il faudrait faire...

23 mars 2006

Colloque [AlterEkolo](#) du samedi 25 mars 2006



Il n'y a pas d'un côté les problèmes de chômage ou de précarité de nos vies privées d'avenir, et de l'autre les problèmes écologiques de décroissance et de sauvegarde de notre avenir commun, ce qui semble bien peu compatible sous cette forme, alors que, dans les deux cas, il s'agit de mettre des limites à un néolibéralisme destructeur et de préserver nos conditions vitales. Tout projet politique ne tenant pas compte des contraintes écologiques est condamné par avance, de même que tout projet écologiste qui voudrait ignorer les contraintes économiques et sociales. L'**altermondialisme** représente, bien plus que les Verts, cette prise de conscience écologique et sociale avec ses deux exigences de *relocalisation* et de *développement humain*. Ce qui manque souvent à l'altermondialisme malgré tout, c'est la prise en compte des transformations considérables d'une économie informationnelle qui se se réduit pas du tout à la globalisation marchande.

Un autre monde est possible mais il ne suffit pas de résister au totalitarisme marchand, il faut se poser la question : que pourrait être la société à venir, plus écologique et moins précaire ? Ni simple décroissance, ni retour en arrière, cette économie relocalisée et recentrée sur le développement humain doit constituer une alternative concrète au capitalisme en permettant la sortie du salariat productiviste, grâce notamment au revenu garanti ainsi qu'à des monnaies locales. Hélas, tout cela paraît encore trop utopique, à **contre-courant** de la mondialisation et de la précarisation néolibérale mais très éloigné aussi des revendications des organisations de gauche (ATTAC, Copernic, LCR, PC, PS...). Même s'il faut effectivement renforcer l'Etat et réformer la fiscalité, les solutions que nous proposent ces partis (protectionnisme, "plein emploi", étatismes, taxations et même réduction du temps de travail) ne sont pourtant que des solutions imaginaires et trop souvent liberticides alors que c'est notre autonomie qu'il faudrait développer. Il y a de quoi désespérer et se persuader que c'est foutu d'avance... Dans la période actuelle on ne peut se contenter de baratin sur la sécurité de l'emploi, ni d'objectifs trop lointains. Il ne s'agit pas d'établir le programme détaillé d'une cité idéale ni de faire le catalogue de nos valeurs mais de donner une ligne directrice forte et lisible pour la construction d'alternatives locales à la globalisation marchande.

## - **L'écologie de l'avenir (dématérialisation, relocalisation et développement humain)**

L'écologie de l'avenir ne peut être un retour en arrière mais doit tenir compte de notre entrée dans l'ère de l'information et du potentiel des technologies numériques qui bouleversent toutes les données (valeur, travail, reproduction). Loin d'être tournée vers le passé, l'écologie-politique exige de s'affronter aux problèmes les plus actuels, à la préservation de notre avenir, en utilisant toutes les informations disponibles, toutes les ressources de l'informatique et du numérique.

Les réseaux numériques favorisent la dématérialisation de l'économie, le développement des services participe à sa relocalisation et les besoins de formation exigent la réorientation vers le développement humain, qui est devenu non seulement possible mais indispensable ! J'ai essayé de montrer dans mon livre ("[L'écologie politique à l'ère de l'information](#)") qu'il y a une entière **solidarité** entre l'écologie-politique, l'ère de l'information et le développement humain. On ne peut les dissocier.

Cela devrait nous engager à tirer parti du "devenir immatériel de l'économie" avec une réorientation des emplois industriels vers les services, en particulier la formation et la santé, c'est-à-dire tout ce qui a trait au **développement humain**, développement des compétences, des capacités, de l'autonomie de chacun, de plus en plus indispensable dans une société informatisée où la productivité dépend de la qualification. L'écologie était déjà reliée au développement humain par la qualité de la vie et la convivialité, elle l'est désormais aussi par l'économie immatérielle. On pourrait gagner de bien meilleures protections à regarder vers le futur plutôt que vers une économie fordiste qui n'était pas si glorieuse qu'on le dit et qui ne reviendra pas !

Il faudrait s'en convaincre, nous vivons une **rupture** comme il y en a eu peu dans l'histoire de l'humanité et ce moment révolutionnaire devrait servir à une mise à jour de notre organisation sociale et de nos institutions, adaptation qui devient plus qu'urgente, mais on a toutes les raisons d'être pessimiste à court terme. Je suis bien conscient que les deux principaux dispositifs à mes yeux de cette écologie de l'avenir (monnaies locales et revenu garanti) sembleront trop partiels. Difficile de convaincre avec ça, en espérant que d'autres trouvent mieux car, en voulant revenir à des temps révolus, on ne pourra que tout perdre (c'est la dure leçon que Thatcher avait infligée aux mineurs en son temps...)

### **- Sortir du productivisme salarial, de la globalisation et de la précarité (revenu garanti, monnaies locales, coopératives municipales)**

Les débats sur la décroissance ne vont guère au-delà de la réaffirmation des contraintes écologiques alors que, le capitalisme ne pouvant vivre sans croissance, il nous faut absolument construire une alternative au **productivisme salarial**. C'est-à-dire qu'il faut permettre, grâce à une garantie de revenu, de sortir du salariat et de produire localement (soit en association, soit en autonome).

Il faut mettre les points sur les i : cette reconstruction par la base a vocation à réduire petit à petit les échanges mondialisés, pas à les désorganiser, ni donc "abattre" le capitalisme d'un seul coup d'un seul, mais il y a une totale opposition entre d'une part une stratégie réformiste largement illusoire de "réduction" plus ou moins volontaire (de la consommation, du temps de travail) qui reste dans le même **système**, et, d'autre part, une stratégie d'alternative, tirant parti des nouvelles technologies et des bouleversements en cours dans la production, son devenir immatériel, pour construire un autre système relocalisé, en réseau, et plus coopératif que concurrentiel. Là encore, cela paraîtra bien utopique et pourtant pas aussi impossible qu'il n'y paraît à première vue. En tout cas, ce qui compte ici, c'est le plan global à long terme plus que les résultats à court terme.



Dans cette optique, la revendication d'un **revenu garanti** est absolument centrale, constituant le symbole d'une rupture de civilisation, de nouveaux rapports de productions plus adaptés aux nouvelles forces productives. C'est, en effet, le symbole d'une refondation des protections sociales sur la personne en même temps que la condition d'une sortie du productivisme salarial, symbole d'une écologie de l'avenir. On a vu qu'il ne s'agit plus seulement d'assurer une sécurité sociale et la réduction de la misère mais bien de s'engager dans le développement des capacités et de l'autonomie de chacun. Le revenu garanti répond à cette logique de développement humain en même temps qu'il constitue une alternative au productivisme salarial et un remède à la précarité. Ce serait une véritable déclaration de paix sociale, libérant les nouvelles forces productives du travail autonome ! Qu'on aborde la question par le biais de la sécurité professionnelle, d'un revenu d'autonomie pour étudiants, des intermittents, des travailleurs pauvres, de la misère, des retraites, des associations, etc., il faudra bien arriver à unifier ces revendications dans un revenu garanti pour tous qui casse le cercle infernal du travailleur-consommateur où l'emploi dépend absurdement du niveau de consommation, où il n'y a rien de pire qu'une surproduction !

L'affichage du revenu garanti serait un **slogan** au moins aussi fort que la décroissance, même s'il est aussi difficile à faire accepter sans doute. Pour le justifier il faut toujours associer le revenu garanti au développement humain, plus complet, plus juste, mais qui ne devient une véritable rupture qu'associé au revenu garanti. C'est, en effet, le revenu garanti qui permet d'échapper au productivisme salarial et favorise, outre de meilleures conditions de travail et de meilleurs salaires, tout le secteur des activités autonomes, appelé à prendre de plus en plus d'importance, ainsi que les échanges locaux et plus généralement toute la vie sociale (politique, associative). Il n'est pas question de prétendre qu'un revenu garanti réglerait tous les problèmes mais qu'il est une base incontournable pour une alternative écologiste, pour une économie relocalisée et recentrée sur le développement humain.

La relocalisation de l'économie va bien au-delà de la question du revenu. Elle ne pourra se reconstituer avec des barrières douanières mais en jouant par exemple sur la TVA pour les produits "importés" avec des exemptions de taxes pour les produits locaux, mais surtout par des **monnaies locales**, aussi étonnant que cela puisse paraître (voir l'article "[La relocalisation de l'économie par les monnaies locales](#)"). Il faut aussi des structures comme des [coopératives municipales](#) pour favoriser les échanges locaux et les circuits courts. Dans ce cadre, réglementations et taxations devront être différenciées selon les différents secteurs (marchand, associatif, local, insertion).

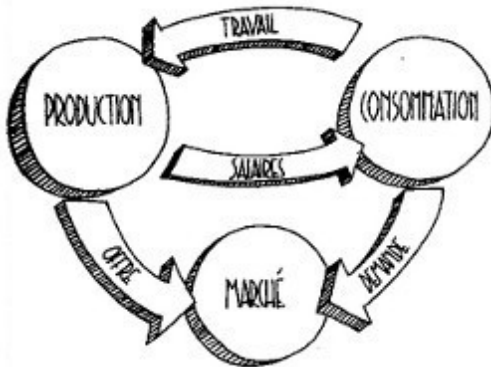
Bien sûr, cette relocalisation ne devrait pas constituer un repli sur soi mais la prise en compte de l'importance de la vie locale dans nos échanges quotidiens. Il ne s'agit pas de renationaliser ni de faire éclater l'**Europe** mais d'une relocalisation à l'intérieur de l'Europe, une Europe des communes et des régions. Ainsi, il ne s'agit pas de supprimer l'Euro mais de créer des monnaies locales complémentaires pour valoriser les compétences disponibles et les produits locaux.

*Hélas, on voit qu'on est bien loin des débats actuels, perdus dans des controverses sur le néolibéralisme, l'anti-libéralisme, le socialisme même parfois, sans aucune idée neuve qu'une révolte contre ce monde qui vient et pourrait être porteur de tant de **promesses** pourtant...*



# Changer de système de production

22 mai 2009



Ce n'est pas la crise économique et financière, aussi grave soit-elle, qui pourra provoquer la fin du capitalisme qui en a connu bien d'autres. Mais si la **sortie du capitalisme** a déjà commencé, c'est pour de toutes autres raisons, plus profondes et plus durables, liées à notre entrée dans l'ère du numérique et du travail immatériel. Ce sont ces nouvelles forces productives qui remettent en cause les bases même du capitalisme industriel : aussi bien la rémunération du travail salarié que la valeur d'échange ou la gratuité numérique.

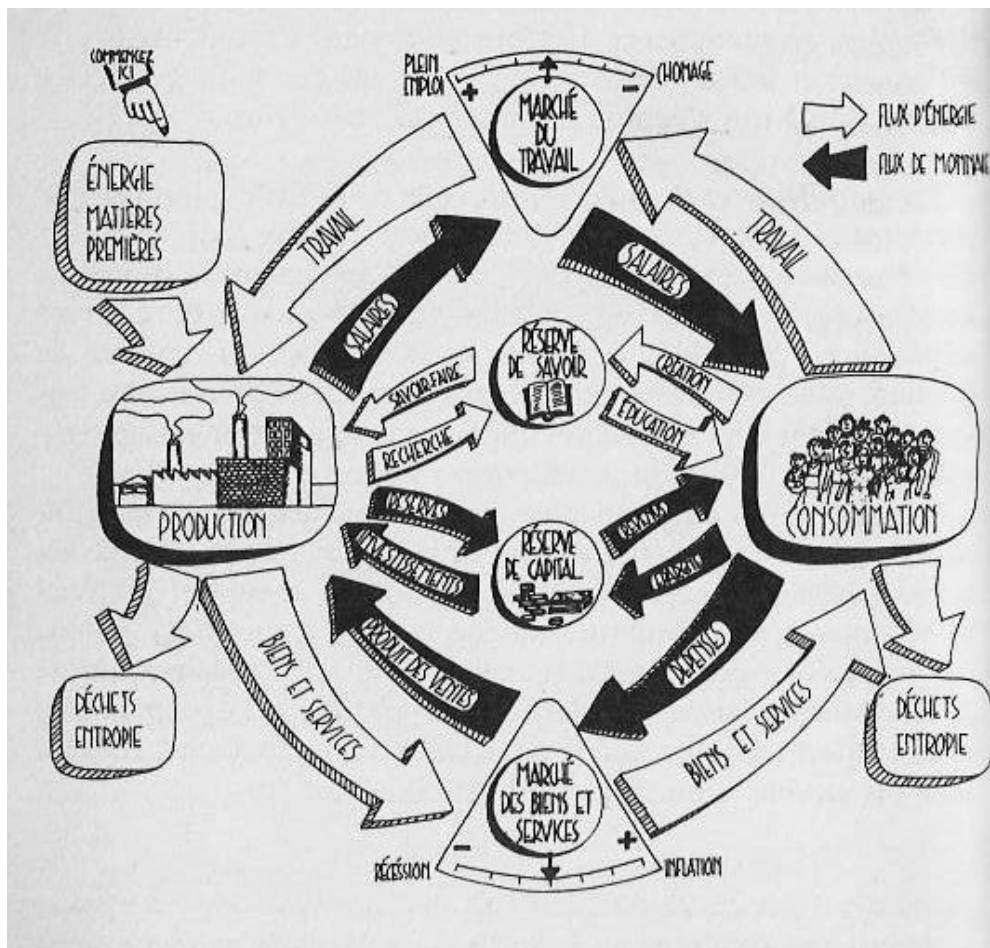
C'est pour des raisons **matérielles**, liées à la reproduction des forces productives, que le système de production est contraint de changer radicalement, de même que c'est pour des raisons liées à la reproduction matérielle que ce système devra intégrer les limitations écologiques, notamment en favorisant le relocalisation de l'économie. Si la sortie de la société salariale a déjà commencé, c'est pour l'instant surtout à notre détriment par destruction des protections sociales et l'explosion de la précarité. Il faudra comme toujours des luttes sociales pour conquérir de nouveaux droits et pouvoir réorienter ce nouveau système vers notre émancipation et une économie plus soutenable. Rien ne se fera tout seul.

C'est en tout cas dans ce cadre matériel que notre action peut être décisive, loin de toute utopie ou subjectivisme des valeurs. Les "nouvelles technologies" ont ici une place centrale, comparable à la machine à vapeur. Il n'y a pas que le matérialisme de la reproduction et des techniques qu'il faut prendre en compte cependant, mais tout autant les flux constituant la production en **système** justement : il faut absolument que ça marche ! Pour sortir du productivisme capitaliste et de son modèle industriel, il ne suffira pas d'initiatives isolées ni de mesures partielles, il faut que les nouveaux rapports de productions et des nouveaux dispositifs fassent système (production, distribution, circulation), en assurant leur reproduction.

## Qu'est-ce qu'un système de production ?

La crise systémique manifeste concrètement tout ce qui nous relie matériellement au reste du monde, qu'on le veuille ou non. L'économie-politique est née, elle-même, de l'inflation provoquée par l'afflux d'or des Amériques à la fin du XVIème siècle (Jean Bodin), manifestant l'influence d'événements lointains complètement indépendants de nous. Le mercantilisme a tenté dans un premier temps de répondre à cette sorte de "catastrophe naturelle" par la captation d'un maximum de métaux précieux, mais l'intensification du commerce mondial qui s'en suivit renforçait déjà les **interdépendances**. Il a fallu attendre 1758 pour que le Dr Quesnay montre, avec son tableau de l'économie, l'analogie entre les circuits économiques et le système sanguin, reliant les classes sociales et des parties éloignées dans une totalité qui rend les éléments solidaires. Plus tard, on voudra réduire les flux économiques à leur équilibre thermodynamique (théories de l'équilibre et de l'auto-régulation des marchés). Au contraire, on peut considérer que l'apport principal de Marx aura été de montrer que la production était bien organisée en système combinant production, reproduction et circulation, système ayant sa dynamique propre (basée sur le profit et l'innovation) avec ses rapports de production spécifiques (saliariat) adaptés à l'organisation productives ainsi qu'à l'état des techniques. Le capitalisme s'est différencié du féodalisme aussi bien que d'une économie de prédation comme production déterminée par la circulation, l'investissement industriel et le travail salarié.

Que production et reproduction fassent inévitablement système ne signifie pas qu'il n'y aurait qu'un seul système, fût-il dominant ! Il est vital de comprendre le fait que nous faisons partie d'une pluralité de systèmes, totalités effectives qui nous déterminent matériellement plus que nous ne les déterminons mais entre lesquelles on peut jouer. En effet, contre l'évangile individualiste



contemporain, un système se définit par un fonctionnement relativement indépendant des éléments qui le constituent. Il n'y a pas d'individu isolé, qui ne soit intégré à un système dont il dépend et qui le contraint (comme le système routier). Le concept va s'appliquer bien au-delà de la production, jusqu'aux écosystèmes manifestant les interdépendances entre espèces et les flux de matières, d'énergies et d'informations qui les traversent. Dans son merveilleux livre "[Le Macroscop](#)" (1975), Joël de Rosnay appliquait la **théorie des systèmes** aussi bien à l'économie qu'à la biosphère, débouchant sur ce qu'il appelait un écosocialisme. Penser global, c'est effectivement penser système, circuits, flux, interdépendances, organisation, division des fonctions, coordination, etc., où l'autonomie et l'auto-organisation ont d'ailleurs une part d'ajustement irremplaçable.

La propension au totalitarisme du marché, avec des théories libérales ne reconnaissant aucune valeur à ce qui n'est pas marchand, a tendance à refouler notre appartenance à différents systèmes de production. Pourtant, c'est un fait, il n'y a pas d'économie qui ne soit une économie mixte, une **économie plurielle** où cohabitent au moins économie domestique, publique et marchande. C'est d'ailleurs ce qui a permis au capitalisme de se constituer à partir des villes franches en marge du système féodal comme doit pouvoir se construire aujourd'hui avec la relocalisation un nouveau système alternatif au capitalisme.

L'important, c'est de comprendre qu'il ne sert à rien de vouloir sortir d'un système de production si on est incapable de proposer un **système alternatif** viable. Il ne s'agit donc pas de faire n'importe quoi, ni de simples mesures correctrices, encore moins de faire la morale. Il faut de nouvelles règles, de nouveaux rapports sociaux, des nouveaux modes de distribution et d'échanges qui doivent non seulement "faire système" mais entretenir un dynamisme interne et une synergie avec les techniques employées. C'est une question de viabilité, de durabilité et de reproduction où l'écologie devient à l'évidence déterminante. Ces interdépendances contraignent fortement les possibles mais ne sont pas assez prises en compte, hélas, ni par ceux qui veulent changer le système (dont il ne suffit pas de prendre le contrôle pour en changer le fonctionnement), ni par ceux qui croient pouvoir simplement le corriger par des normes et par des lois.

## **Le capitalisme comme productivisme**

Bien sûr tous les systèmes ne se valent pas, se distinguant par leurs finalités et leur mode de fonctionnement. Cependant, un système ne s'impose pas par ses bonnes intentions mais bien par son efficacité matérielle, ses capacités de reproduction et d'expansion, selon une logique largement **darwinienne** (qu'il ne faut pas confondre avec un darwinisme social simplificateur). Ce qui a fait le succès du capitalisme, c'est son productivisme qui fait dépendre le profit de l'amélioration de la productivité grâce à l'investissement et l'innovation exploitant tous les progrès des sciences et des techniques pour baisser le prix des marchandises et produire de l'argent avec de l'argent. Cette boucle de rétroaction positive, véritable effet "boule de neige", est à l'origine du décollage des économies et du "cercle vertueux de la croissance", industrialisation galopante dont on sait cependant qu'elle se paie très cher en inégalités, misère et pollutions.

Ce qui fait la réussite d'un organisme invasif ou d'un prédateur trop vorace se retourne inmanquablement contre lui lorsqu'il a colonisé tout l'espace vital. S'il reste bien l'Afrique à exploiter, on peut dire que le capitalisme a atteint sa limite écologique avec la globalisation qui ne lui laisse plus d'extérieur. Le problème, c'est qu'il ne peut arrêter sa course à la croissance. On peut dire que le capitalisme s'impose par sa productivité mais dure par la **société de consommation**, ce qui est bien sûr insoutenable écologiquement. Une décroissance matérielle est donc incontournable mais il n'est pas suffisant de le dire, ni de vouloir faire preuve de volontarisme dans la réduction du temps de travail et de nos consommations pour espérer réduire notablement un productivisme qui est constitutif d'un capitalisme incapable de se passer de croissance, on ne le sait que trop bien. Il faut vraiment changer de système ! Pour cela, il ne s'agit pas de revenir en arrière mais bien plutôt de tirer profit de l'économie immatérielle, qui peut aider à la décroissance matérielle, et surtout de s'appuyer sur les nouvelles forces productives qui entrent en contradiction avec les bases même du capitalisme.

En effet, le capitalisme c'est d'abord l'industrie. Le salariat est une sorte d'esclavage (subordination) temporaire mais le fait de payer le travail au temps passé (temps de machine) est essentiel pour séparer le travailleur de son produit et s'approprié la plus-value obtenue par l'amélioration de la productivité de l'investissement capitaliste. Or, le **travail immatériel** se caractérise par sa non-linéarité, la production n'y étant plus proportionnelle au temps passé. C'est ce qui l'oppose au travail de force, comme l'information s'oppose à l'énergie. De même, plus le travail est qualifié, incorporant du temps de formation, moins il est réductible au travail immédiat, pas plus que le temps de travail du virtuose ne se limite au concert. Pour toutes ces raisons, la rémunération au temps passé se révèle dès lors inapplicable (un peu comme dans le domaine artistique) obligeant à une évaluation après-coup, sur le résultat. De quoi abolir la séparation entre le travailleur et son produit, dont il pourrait d'autant plus réclamer sa part qu'il possède désormais son instrument de production avec son ordinateur personnel (qui est un outil universel ou *General Problem Solver*). Sauf qu'il est bien difficile d'attribuer la part de chacun dans des performances qui sont largement globales et collectives. Non seulement le salariat mesuré au temps de travail devient complètement inadapté à l'ère de l'information, remplacé progressivement par des contrats de projet et l'externalisation, mais c'est la mesure de la valeur qui devient elle-même problématique (on parle de "crise de la mesure"). La marchandise perd dès lors son statut de valeur d'échange au profit d'une pure valeur d'opportunité (ou de prestige, de marque, ou de spéculation) souvent assez éphémère et qui ne représente plus que de très loin sa valeur de reproduction (sauf quand elle est soldée peut-être).

Dés que le travail, sous sa forme immédiate, a cessé d'être la source principale de la richesse, le temps de travail cesse et doit cesser d'être sa mesure, et la valeur d'échange cesse donc aussi d'être la mesure de la valeur d'usage. (Marx, Grundrisse II, p. 220-221)

## Changer d'ère

Le capitalisme n'est pas seulement fragilisé dans ses bases industrielles, la **gratuité** numérique attaque directement les droits de propriété intellectuelle, ses capacités infinies de reproduction donnant un accès immédiat à toutes les oeuvres, accès dont on ne pourra plus se passer désormais. De quoi certes mettre en danger, elles s'en plaignent assez, des industries culturelles qui devront assurément se reconverter. C'est sur ce terrain que l'opposition de l'univers du numérique est la plus frontale actuellement avec la logique capitaliste, les anciens médias, les *majors* de la musique ou du cinéma. La question du téléchargement divise les générations et déchaîne des réactions liberticides à prétendre s'opposer aux capacités techniques de reproduction alors qu'elles sont inhérentes au numérique et aux réseaux ! La fin du modèle industriel, c'est bien la fin annoncée du système de production capitaliste, du salariat et de la marchandisation de la culture ou du vivant. Certes, pour l'instant, en l'absence d'un autre système plus adapté à la production immatérielle, cette contradiction des nouvelles forces productives et des anciens rapports de production se traduit plutôt par un stress supplémentaire de plus en plus insupportable et supporté douloureusement pourtant par une part croissante des salariés avec le développement de la précarité et la régression des droits sociaux. Pour l'instant l'ancien système essaie de se maintenir par des lois intenable qui courent après la technique en voulant maintenir féroce des droits de propriété obsolètes, au mépris des règles de droit élémentaires. Voilà bien les contradictions sur lesquelles on peut s'appuyer, les forces productives qu'on peut mobiliser pour construire le nouveau système de production dont on a besoin.

Il ne faut pas s'y tromper, ni la crise, ni les limites écologiques (ni nos bonnes intentions) ne suffiront à dépasser le capitalisme mais uniquement les **technologies numériques**, désormais au coeur de la production, ainsi que le travail immatériel qui pousse à la réorientation de l'économie vers le développement humain. Cela ne veut pas dire que ça se fera tout seul, ni forcément à notre avantage si on ne défend pas vigoureusement nos droits, mais c'est ce qui appelle et permet un nouveau système de production avec de nouveaux rapports de production. Admettre cette place centrale du numérique a donc une importance cruciale dans la détermination d'une stratégie pour une [écologie-politique à l'ère de l'information](#), tournée vers l'avenir.

Si les technologies numériques n'étaient pas [soutenables](#) comme le prétendent certains écologistes, cela n'impliquerait nullement leur disparition bien sûr mais les réserverait seulement à une élite ainsi qu'à la production au moins. Cependant, il semble plutôt que ces technologies se généralisent à une vitesse inconnue jusqu'alors, y compris dans les pays les plus pauvres dépourvus d'infrastructures. Il est d'autant plus urgent d'en réduire les consommations (surtout pour les télévisions) et de les rendre plus soutenables car il est certain qu'on ne peut continuer sur la pente actuelle et qu'on ne peut se fier au marché pour tenir compte d'enjeux écologiques qui se traduisent la plupart du temps par une augmentation des coûts (ainsi, on ne manque pas d'énergie, ce sont les énergies fossiles, pétrole et charbon, qui sont trop abondantes et dont les prix ont été trop bas jusqu'ici, faisant obstacle aux énergies renouvelables). Même si ce n'est pas gagné d'avance, il n'y a rien là qui semble hors de portée,

d'autant que le numérique est l'une des bases essentielles de la conscience écologique et des régulations globales. De plus la dématérialisation peut apporter une contribution décisive à une nécessaire décroissance matérielle dans de nombreux domaines. Ainsi, on sait que les réseaux numériques peuvent faciliter la relocalisation par leurs capacités décentralisatrices mises en oeuvre depuis longtemps dans les entreprises. Aucune écologie de l'avenir ne pourra s'en passer, ce qui implique de se soucier de leur soutenabilité, de réduire le gâchis et de les orienter vers les économies d'énergie (énergie intelligente) mais il ne faudrait pas se tromper d'écologie ni d'époque...

## Faire système

On a évoqué la plupart des données d'un dépassement du capitalisme à l'ère de l'information, de l'écologie et du développement humain : le nouveau système de production relocalisé et dématérialisé devra en premier lieu "faire système" et s'adapter aux nouvelles forces productives, aux nouvelles technologies aussi bien qu'aux contraintes matérielles de la reproduction et donc aux contraintes écologiques. Rien à voir ici avec les approches morales ou même purement politiques édictant des lois et des normes, certes souvent nécessaires. Il faut insister sur le fait qu'il nous faut remonter aux causes et pas seulement nous soucier des effets les plus voyants, ce qui veut dire qu'il faut prendre la question du côté de la **production** plus que de la consommation, du côté du système plus que de l'individu, de l'offre plus que de la demande, de la qualité du travail plus que de la quantité produite. Il faut s'en persuader, la simple décroissance du gaspillage et de la marchandisation ne peut changer la logique productiviste du capitalisme, pas plus que la réduction du temps de travail. Sortir du productivisme, c'est d'abord sortir de la société salariale dépendante de la consommation et d'une production capitaliste gouvernée par le profit.

Il ne suffit pas de le dire ni de prendre ses désirs pour la réalité, rien ne se fera tout seul, mais il est vital de ne pas se tromper de contexte et de bien cerner les enjeux, qu'on n'a pu qu'esquisser ici. Ces enjeux contraignent déjà fortement une sortie du capitalisme qui a déjà commencé mais sans constituer encore une alternative, loin de là. Il faut partir de ce qui est, du "*mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses*", des expérimentations en cours, seulement il faudrait arriver à les constituer en système de production complet et opérationnel pour devenir une véritable alternative. Aucune initiative **isolée** ou mesure partielle ne peut en tenir lieu.

**André Gorz** a été sans doute le premier à donner une représentation cohérente d'un nouveau système de production relocalisé à l'ère de l'information, de l'écologie et du développement humain, en rassemblant dans "*Misères du présent, Richesse du possible*" les différentes initiatives et propositions où pouvaient s'apercevoir les germes du futur. En fait, ces propositions étaient déjà défendues depuis quelque temps par Jacques Robin et la revue Transversales, sans être assez reliées entre elles pourtant et supplantées au début des années 1990 par la réduction du temps de travail, stratégie qui allait montrer toutes ses limites avec la mise en place des 35h aggravant la flexibilité salariale. Non seulement André Gorz était l'un des principaux théoriciens de la RTT mais il était fermement opposé au revenu



garanti qui était pourtant une revendication montante dans les mouvements sociaux malgré son caractère apparemment si utopique. La catégorie de "tiers secteur" était aussi ambiguë et les "monnaies plurielles" un peu trop floues. En rassemblant et en spécifiant ces dispositifs (revenu garanti, monnaie locale, coopératives de travailleurs autonomes), c'est donc un grand pas qu'André Gorz a permis de faire, non pas tellement pour la crédibilité de l'alternative (ces mesures semblant encore trop exotiques et minuscules face à l'immensité de la tâche) mais bien pour sa réussite effective par la constitution d'une nouvelle articulation entre production, distribution, échanges. Je n'ai guère fait plus que de [combiner](#) ces dispositifs avec le municipalisme libertaire de Bookchin, ce qui n'est pas un détail d'ancrer la relocalisation dans la démocratie municipale. Le plus difficile à admettre reste qu'il n'y ait que des [alternatives locales à la globalisation marchande](#). Pourtant, par définition, il ne peut y avoir de relocalisation qu'au niveau local, et donc on peut s'y mettre sans attendre, même si cela n'a de sens bien sûr qu'à s'intégrer dans des circuits alternatifs et une perspective altermondialiste.

Impossible de [décrire](#) en détail cet après-capitalisme qui réfute les solutions trop simples comme l'étatisation de l'économie ou la propriété collective des moyens de production laissant inchangés les rapports de production et le productivisme du système. Répétons-le, aucune des mesures isolées n'est déterminante en elle-même mais seulement leurs combinaisons. C'est en effet à tous les niveaux qu'il faut tirer parti des potentialités du numérique, privilégier les circuits courts et changer les règles du jeu aussi bien dans les échanges internationaux (commerce équitable, circuits alternatifs), dans les systèmes nationaux de redistribution comme dans la vie locale. Il s'agit bien de changer le monde dans sa totalité et de construire un nouveau système de production mais contrairement aux utopies totalitaires, il ne peut être question d'abolir la **pluralité** des systèmes et des modes de vie. Il faut se battre contre les politiques autoritaires, et toutes sortes de fascismes verts, afin de défendre notre autonomie et continuer la lutte pour notre émancipation. On se situe bien dans une économie plurielle et libre, où le capitalisme ne disparaîtra donc pas plus que l'industrie mais devrait employer de moins en moins de salariés dans une production de plus en plus automatisée et relocalisée.

Il s'agit de sortir le maximum de travailleurs de la dépendance d'une production dirigée uniquement par le profit ainsi que d'un travail aliéné (sans prétendre abolir toute aliénation). Plutôt que devenir tous fonctionnaires (il en faut), il s'agit de donner à tous les moyens de l'autonomie et de choisir sa vie (y compris d'une vie plus naturelle), remplaçant une bonne part des loisirs marchands par une activité valorisante, ce qui devrait modifier radicalement les consommations en retour, sans "effets rebonds" cette fois contrairement aux stratégies de réduction des consommations. Il s'agit de sortir du salariat au profit du **travail autonome**, du travail immatériel, du travail choisi, ce qui ne signifie pas seulement favoriser la créativité numérique mais tout autant les services de proximité, les activités artistiques, et même de redonner vie à l'artisanat et à la petite agriculture vivrière. Pour cela on a besoin à la fois d'un revenu garanti, qui permet le travail autonome, de coopératives municipales pour exercer son activité et s'associer à d'autres travailleurs autonomes, de monnaies locales enfin pour assurer plus de débouchés à la production locale sans se fermer à l'extérieur.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que toutes ces notions ne sont ni familières ni crédibles, à mille lieux des représentations ordinaires et même inacceptables idéologiquement pour la plupart, ce qui n'empêche pas qu'elles insistent et s'imposent matériellement un peu partout dans le monde. En tout cas, des nouveaux rapports de production qui font système et soient adaptés à l'ère du numérique sont bien la condition d'une économie relocalisée moins productiviste. C'est le cadre dans lequel on doit penser notre avenir. Ce n'est pas dire que cela suffirait à régler tous les problèmes ! De **nombreuses** mesures sont à prendre pour réguler le capitalisme, rendre l'agriculture plus soutenable et les villes plus vivables mais, sans tomber dans l'utopie technologique, il ne faudrait pas se tromper d'époque ni d'objectif. Ainsi, que ça plaise ou non, il faudra bien utiliser les potentialités du télétravail, des téléconférences, du téléachat et même des imprimantes 3D (ou peut-être de futurs [digital personal fabricator](#)) qui non seulement peuvent stimuler la créativité personnelle mais surtout faciliter l'obtention de pièces détachées pour les réparations, ou tout autre petit objet, en éliminant le transport matériel. Ce n'est certes pas ce qui nous sauvera, seulement une petite partie de la solution, mais il faudra bien s'y faire (comme de manger moins de viande rouge) et sans devoir y forcer personne !

On ne peut négliger aucun des instruments en notre possession mais ce sur quoi il faut insister, c'est sur la nécessité d'une pensée systémique et d'une cohérence d'ensemble. Nous avons besoin d'une pensée **globale** prenant en compte toutes les dimensions de notre vie. Notre capacité à faire un diagnostic juste et d'apporter les bonnes réponses sera plus cruciale que nos bonnes intentions. S'il faut se battre pour une écologie émancipatrice, la marge de manoeuvre est en effet très faible, même si elle existe toujours, entre contraintes techniques, écologiques et systémiques. En tout cas, ces modestes instruments pourraient s'avérer assez vite fort utiles si le système monétaire s'effondrait mais, la bonne nouvelle, c'est que le caractère municipal des bases de ce nouveau système de production permet d'en expérimenter immédiatement les avantages, ici et maintenant, pour peu que les conditions locales s'y prêtent.

(EcoRev' no 33, *Penser l'après capitalisme avec André Gorz*)

# Changer le travail, changer la vie !

21 mars 2007

La confusion est à son comble. Alors que tout a changé avec notre entrée dans l'ère de l'information et que la précarité s'étend, on entend toujours les mêmes vieux discours, par les mêmes vieux partis avec leurs vieilles idées et leurs élites dépassées. Plus personne ne sait quoi penser dans ce marché des idéologies jusqu'à une extrême gauche éclatée repliée sur leurs petites organisations ridicules et incapables de construire une véritable alternative. La "**valeur-travail**" n'a jamais été aussi haute, au moment même où le travail manque et où il a perdu toute valeur au profit des boursicoteurs et de la finance internationale. Impossible de revenir à la situation antérieure pourtant quand le travail ne se mesure plus au temps salarié car le travail immatériel n'est pas linéaire, sa production n'est pas proportionnelle au temps passé et, par dessus le marché, contrairement au travail forcé d'une simple "force de travail", le travail immatériel et créatif ne peut réussir sans "motivation", sans un certain plaisir de travailler ! Bien sûr, c'est loin d'être le cas partout, la situation empirant au contraire pour beaucoup, mais une majorité de travailleurs aiment quand même leur travail et se battent pour que leur entreprise ne ferme pas. Cette exigence de motivation peut d'ailleurs redoubler l'aliénation aussi et rendre la subordination salariale absolument insupportable d'hypocrisie dès lors qu'elle est forcée...



La revendication d'un revenu garanti est de plus en plus nécessaire dans ce cadre mais elle n'a pourtant aucune chance de s'imposer dans le contexte actuel, du moins pas avant que les représentations du travail aient changé, devenu le premier besoin de l'homme comme valorisation de la personne et non plus devoir de subordination, si souvent humiliant. Pour changer cette représentation du travail comme "désutilité" ne servant qu'à "s'enrichir", n'étant fait que pour l'argent et la consommation, alors que la vraie vie serait ailleurs (dans les loisirs et la distraction), il faudrait arrêter de réclamer sa réduction comme d'un mal nécessaire pour exiger au contraire un **meilleur travail**, de meilleures conditions de travail, afin de ne plus perdre sa vie à la gagner, et faire d'un mal un bien. Pouvoir être heureux dans son travail, voilà qui devrait améliorer considérablement notre qualité de vie, étant donné que le travail en occupe la plus grande partie !

"Changer le travail pour changer la vie", n'est-ce pas un slogan qui pourrait rassembler tous les travailleurs avec l'avantage de revenir au qualitatif, aux conditions de travail, et pas seulement au quantitatif, au temps de travail ou au salaire ? Une fois persuadés qu'on peut faire du travail autre chose qu'une peine exténuante et qu'on peut se fier à l'autonomie de chacun pour exprimer ses capacités et valoriser ses compétences, le revenu garanti s'imposera sans doute de lui-même combiné avec les institutions nécessaires au développement humain et au travail autonome (c'est-à-dire aussi la production locale dans une économie en partie relocalisée). Il faut changer le travail, pas le réduire (en augmentant encore le stress!) mais exiger d'être mieux traités,

de pouvoir s'épanouir dans son emploi comme un droit universel et passer enfin du travail forcé au **travail choisi**, redonnant ainsi toute sa valeur au travail comme valorisation des travailleurs ; question de dignité humaine et de reconnaissance sociale, d'égalité et de liberté concrète. Ne pourrait-on espérer du retour de la question des conditions de travail et du respect des travailleurs une convergence des luttes ?

Avant que toute profession soit contrainte à devenir désirable en quelque façon, que ce soit pour sa rémunération ou pour son intérêt propre, ce qui devrait certes bousculer quelques hiérarchies, le préalable serait au moins d'arrêter l'identification du travail à une **torture**, sous prétexte d'une fausse étymologie, alors qu'on doit lutter au contraire pour l'abolition de la torture au travail, dans le droit fil des lois contre le harcèlement moral par exemple.

"C'est par un jeu maladif sur les mots en cherchant des justifications étymologiques à des rapprochements fortuits que les mythes se sont construits. Le mythe est donc issu du travail de la langue" (Michel Boccara, [La part animale de l'homme](#) p21, Anthropos, 2002).

Lorsqu'une fausse **étymologie** est reprise partout, ce n'est jamais sans raison. On ne passe pas son temps à répéter des étymologies justes ! Ainsi religion ne vient pas de *religere* comme on le répète tout le temps, mais, aussi étonnant que cela puisse paraître, de *relegere* signifiant exécuter scrupuleusement (religieusement) les rites et non pas relier les hommes, sens que les chrétiens ont voulu imposer depuis Lactance et Tertullien (voir Emile Benveniste, *Le vocabulaire des institutions indo-européennes*). De même, si le mot "travail" vient sans doute effectivement de *tripalium*, l'erreur ici c'est de prétendre que ce trépied désignerait un instrument de torture sous prétexte que la première occurrence connue du mot *tripallium* concernait un instrument de torture, peu utilisé et vite oublié, en forme de trépied, en effet. Le vrai trépied dont il est question dans le "*trabar*" servait à immobiliser le sabot du cheval pour le travailler (*trabar* veut dire entraver, ce pourquoi le *trabajo* est pénible). On appelle toujours dans le sud-ouest "travail" le petit abri pour les chevaux qui jouxte la maison et sert théoriquement au soin de ses sabots. C'est peut-être à cause des chevaux que le sens de *travel* en anglais désigne le voyage, en tout cas, le sens du travail c'est plutôt l'immobilisation, la table de travail de l'accouchement, c'est être rivé à sa tâche, boulonné à son boulot.

Pourquoi va-t-on chercher cette fausse étymologie pour dire que le travail est une torture alors qu'on ne manque pas de mots pour désigner la **peine** laborieuse (le "chagrin") ? C'est, sans doute que cet aspect est devenu insupportable, signe qu'on a quitté ce temps où le travail devait être souffrance, sacrifice pour racheter nos fautes, où la valeur mesurait la peine enfin, d'Aristote à Thomas d'Aquin et jusqu'à Adam Smith compris. Marx avait souligné que c'était complètement dépassé à l'époque des machines où, ce qui fait la valeur c'est le temps de travail (de machine) et pas du tout le fait que l'ouvrier soit triste ou joyeux. Inutile donc de changer de travail quand on commence à y trouver du plaisir pour lui garder toute sa valeur, comme le faisaient les premiers bénédictins qui voulaient y gagner leur ciel ! Aujourd'hui, c'est encore tout autre chose car le plaisir qu'on y prend donne cette fois de la valeur au travail créatif ou relationnel, tout comme dans l'ancien artisanat ou pour les artistes. C'est ce qui rend d'autant plus insupportable la souffrance au travail et tout ce qui reste d'esclavage dans le salariat.

Plutôt qu'une soi-disant "propriété collective" des biens de production qui ne change presque rien au fonctionnement de l'entreprise ni surtout à notre vie de tous les jours, notre objectif devrait être celui d'une **réappropriation** de nos vies et de nouveaux droits sur notre lieu de travail, abolissant la séparation du travail et de la vie (déjà bien entamée). Plutôt que de rester crispés sur des avantages acquis d'un autre siècle, voilà une nouvelle "utopie positive" qui permettrait de reprendre l'offensive pour acquérir de nouveaux droits, sans rester enfermés dans le productivisme et les simples augmentations de salaire. En revalorisant la qualité de la vie sur le lieu de travail, la décroissance matérielle semblera dès lors beaucoup moins menaçante et la relocalisation de l'économie devrait aller de soi, mais pour cela, il faudrait d'abord opérer cette conversion du "travail comme peine" au "travail comme valorisation" ainsi que du travail subi au travail choisi.

L'utopie d'un travail épanouissant et d'une meilleure qualité de vie au travail ne consiste pas à s'imaginer qu'un travail puisse être de tout repos et sans problème. Chaque travail reste un défi épuisant et, les programmeurs le savent mieux que d'autres, on passe son temps à corriger ses erreurs, sans compter les tensions relationnelles inévitables, le manque de reconnaissance, les rivalités, les échecs... Toutes les tâches, même les plus nobles, ont leurs servitudes (et l'on n'a jamais tout ce qu'on mérite!) mais il ne s'agit pas de revendiquer une jouissance sans fin et une vie facile, seulement de conquérir de **nouveaux droits** et, surtout, de changer la nature du travail. Ce n'est pas gagné mais c'est un objectif de luttes qui pourrait réunir tous les travailleurs et nous sortir de l'ornière en dessinant des chemins nouveaux.



Nouveaux ? Pas tant que ça. La conciliation improbable de travail et plaisir n'est pas le fruit d'une imagination débordante ni d'une illumination soudaine qui ne ferait qu'ajouter à la confusion. C'est d'abord notre situation matérielle, l'évolution de la technique et le devenir immatériel de l'économie qui obligent à reconsidérer le travail du côté du plaisir plus que de la peine, mais ce n'est pas vraiment une découverte pour les psychiatres.

En effet, on peut dire que les fous ici nous ont précédés puisqu'après les avoir enchaînés pour les forcer à travailler dans des conditions inhumaines, l'**ergothérapie** a renversé toutes les valeurs en montrant que le travail avait une fonction curative. Bien sûr, ce n'était plus le même travail, ce n'était plus un travail "contre nous" mais "pour nous". Cette démonstration aurait dû contaminer toute la société mais les conditions n'étaient pas remplies à l'époque où l'informatique balbutiait encore et n'avait pas pénétré tous les bureaux et les usines aussi.

La situation actuelle diffère du tout au tout. On fait comme si le travail avait toujours été valorisé (*Travail, Famille, Patrie*) mais, à part dans les cours d'éducation civique ou à l'Eglise, le travail a toujours été méprisé au contraire, et ce, depuis la nuit des temps jusqu'aux années 60 au moins. Ensuite, ce qui a commencé à rendre le travail **désirable** c'est en partie de venir à manquer, sans doute. Ce n'est pas la seule raison pourtant car si dans le chômage on découvrait l'exclusion des échanges et des liens sociaux, donc la part positive du travail, part occultée ordinairement par la fatigue quotidienne et les difficultés rencontrées, c'était aussi le signe que la nature du travail avait

changé, devenu plus humain en passant de la force de travail à la résolution de problèmes, de l'ère de l'énergie à l'ère de l'information. D'autres signes manifestent que le travail n'est plus la malédiction divine de la Bible : non seulement le travail des femmes, qui gagnent leur autonomie en sortant du foyer, mais surtout les riches qui désormais répugnent à des loisirs démocratisés et recherchent plutôt les postes de pouvoir, en tout cas une activité professionnelle qui les valorise et les occupe à temps plein le plus souvent, même si rien ne les y oblige (c'est nouveau).

Non, le travail n'est pas forcément la torture qu'on dit, ce dont on devrait paraître se faire une raison ! Non, on ne peut se passer trop longtemps de travailler pour les autres et d'être reconnu matériellement pour la valeur de sa contribution. On peut même travailler pour le plaisir et pas seulement pour l'argent. Les apologies de la paresse ne sont que de bonnes blagues pour les enfants quand ce n'est pas simplement la résistance au productivisme ou le rêve bien légitime de repos d'un corps fatigué. Là n'est pas la question, il faut lutter contre les mauvaises conditions de travail, lutter contre le stress, lutter contre l'exploitation, lutter contre l'esclavage mais pour changer le travail et faire enfin un travail qu'on aime. Utopie ? Pas tant que ça puisque c'est ce que prétendent déjà faire certains directeurs des ressources humaines, dans leurs discours au moins ! Baratin ? Oui, souvent, mais ce n'est pas du baratin qu'une entreprise constitue effectivement une communauté humaine et qu'elle a besoin de faire équipe pour fonctionner correctement, de coopération (ça ne peut pas être une compétition de tous contre tous). Il faudrait donc les prendre au mot plutôt. La revendication d'aimer son travail pourrait se révéler en fait beaucoup plus **subversive** que de lutter contre le travail ou de vouloir le réduire. C'est un changement bien plus profond, changement de point de vue sur le monde et transformation concrète de nos vies. Cela pourrait constituer enfin le premier pas vers une économie plus écologique, moins productiviste et orientée vers la qualité de la vie.

Pour que le travail puisse être épanouissant et faire partie de notre vie, un revenu garanti est absolument nécessaire, condition de l'autonomie et du travail choisi, mais ce n'est pas du tout une mesure suffisante en soi. Il faudra impérativement ne pas laisser les travailleurs isolés mais créer des institutions, comme les [coopératives municipales](#), afin d'assurer l'orientation des individus, la valorisation de leurs compétences et tous les services d'un développement humain (formation, assistance, coopérations, échanges). Ces structures collectives devraient favoriser le travail autonome plutôt que le salariat mais il faudra assurer ainsi une **production** effective. Il ne s'agit pas de faire n'importe quoi mais d'utiliser au mieux ses compétences. Tout cela paraîtra trop irréaliste bien que beaucoup moins sans doute que les combats d'arrière garde déjà perdus des syndicats, comme de rester obnubilés par un plein emploi mythique qui laisse pourtant tellement d'exclus sur le bord de la route, sans parler d'une nouvelle réduction du temps de travail qui a perdu tout sens ! Le travail a changé, c'est à nous de changer maintenant. Ne laissons plus les entreprises être des lieux inhumains et sans âme. Changeons le travail, du moins notre regard sur le travail comme fonction sociale, sur l'entreprise comme lieu de vie et sur les travailleurs comme compagnons d'aventure. Est-ce possible ? Est-ce désirable ? Est-ce nécessaire ? La réponse ne fait pas de doute, encore faut-il le vouloir et se battre pour : la liberté ne se prouve qu'en

acte. Ce ne serait d'ailleurs qu'un premier pas vers d'autres conquêtes, vers une sortie du productivisme capitaliste et la construction d'[alternatives locales à la globalisation marchande...](#)

Il faut reprendre tout à zéro, abandonner les vieux schémas pour revendiquer le droit à un travail épanouissant, porter nos forces sur les conditions de travail et la qualité de la vie, changer le travail plutôt que le réduire, conquérir notre autonomie et se réapproprier notre temps de travail enfin. C'est incontestablement la véritable clef du **bonheur** et de la santé, beaucoup plus que le "pouvoir" ou l'argent, et ce qu'il faudrait mettre un peu plus en valeur, en déconsidérant concurrence, profit, richesse et même les loisirs un peu vains qu'on nous fait miroiter, afin de faire du travail le meilleur des loisirs, inciter les gens à tirer si possible leurs ressources de leurs passions ! Ensuite il deviendra plus naturel sans doute d'assurer un revenu garanti à tous et de créer des coopératives municipales pour travailleurs autonomes. Bien sûr ce n'est pas gagné, loin de là, mais pas impossible non plus à notre époque qui en a tant besoin, libération du travail autonome qui n'est en fait qu'une simple adaptation des nouveaux rapports de production aux nouvelles forces productives immatérielles. Il me semble, c'est une idée que je propose (sera-t-elle bien comprise et peut-être est-ce folie ?) qu'un tel changement de point de vue en faveur d'une "ergothérapie" généralisée pourrait nous guérir de quelques unes de nos folies...



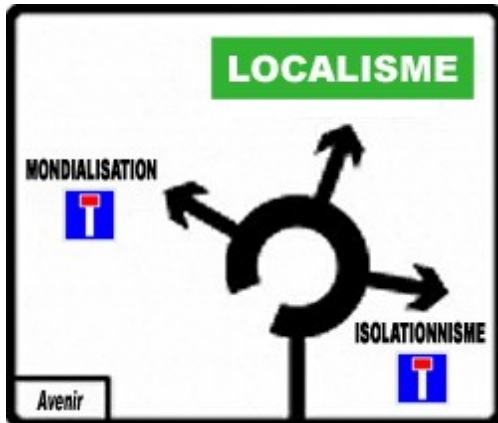


# **La relocalisation de l'économie**



# Relocalisation, mode d'emploi

14 juillet 2009



La relocalisation économique et politique se trouve au coeur de l'écologie-politique et ceci, non pas tant pour économiser de l'énergie, comme le croient ceux qui réduisent la question écologique à celle de [l'énergie](#), mais bien pour équilibrer la globalisation marchande et préserver notre milieu, notre qualité de vie, nos échanges humains, pour réhabiter notre territoire enfin, en traduisant une pensée globale en **agir local**.

La relocalisation n'a pas les inconvénients d'un protectionnisme national ou européen qui pour être en partie nécessaire ne peut aller trop loin désormais au risque d'attiser les conflits. On peut donc s'étonner qu'on ne parle pas plus de relocalisation alors qu'elle constitue une composante essentielle de la sortie de crise et devrait être centrale au moins dans les programmes écologistes. On aimerait effectivement que les partis écologistes proposent les voies d'une véritable **alternative** et ne se contentent pas de vouloir accumuler des contraintes et des mesures isolées sensées réduire un productivisme qu'on sait pourtant consubstantiel au capitalisme, ne pouvant absolument pas se passer de croissance !

## Changer de système de production

Encore faut-il savoir comment arriver à une relocalisation qui marche ainsi qu'à une sortie du productivisme salarial. Il ne s'agit pas simplement de grands mots ou de petits gestes, ni de prendre ses désirs pour la réalité, mais de nouveaux rapports de production qui doivent faire [système](#) et s'adapter aux nouvelles forces productives immatérielles (c'est le travail qui est devenu immatériel bien plus que les produits dont une bonne part reste évidemment matérielle).

Essayer de penser l'après-capitalisme n'est pas s'imaginer que son dépassement puisse être immédiat, comme s'il suffisait d'en prendre le contrôle pour que tout change alors que l'infrastructure resterait inchangée. Il ne peut y avoir de métamorphose immédiate que dans la politique ou les représentations alors que l'inertie matérielle est considérable dans l'économie. Un changement de système de production a besoin de **temps** pour se construire en suivant sa propre logique avant de pouvoir monter en puissance, tout comme l'économie de marché s'est développée d'abord dans les villes franches de la féodalité. Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, c'est donc localement qu'il faut se donner les moyens de sortir du capitalisme et d'adopter un autre mode de travail.

Si André Gorz a pu diagnostiquer avec raison que la sortie du capitalisme avait déjà commencé, c'est sur ce temps long de l'histoire et sous la pression des

nouvelles forces productives immatérielles. Nous devons cependant **organiser** cet exode de la société salariale qui nous condamne sinon à une précarité grandissante. Nous devons essayer de tirer parti de transformations qui se font contre nous si elles ne se font pas avec nous. Heureusement, la relocalisation peut commencer immédiatement, c'est le bon côté du fait qu'il n'y a que des alternatives locales à la globalisation marchande !

Il y a différentes temporalités et si la sortie de crise, qui n'est pas pour demain, ne sera certes pas la fin du capitalisme, cela devrait être tout de même l'occasion d'une large **restructuration** de l'organisation productive et des protections sociales, comme en 1946 après la terrible crise des années 1930. Le capitalisme ne disparaîtra donc pas du jour au lendemain mais il devrait revenir à un régime plus social, comme pendant les 30 glorieuses, et surtout bien plus écologique cette fois. Il ne suffira pas pour autant d'un capitalisme repeint en vert. Il faudra donc profiter de la crise pour mettre en place les conditions d'une sortie du productivisme et du salariat (relocalisation et travail autonome),

Alors que l'absence de réelle alternative a pu susciter toutes sortes d'utopies et de discours idéalistes qui ne font que décrédibiliser l'écologie, il faut essayer d'avoir une **représentation** concrète de ce que pourrait être un système de production relocalisé dans une économie ouverte et plurielle, afin d'en éprouver toutes les potentialités et les limites. Il s'agit d'évaluer les options qu'il nous reste, les possibilités réelles de la situation mais surtout de les traduire en propositions pratiques. A l'opposé d'une approche technocratique, il s'agit bien de continuer les luttes pour l'émancipation, la justice et la solidarité sans répéter les erreurs du passé mais en tenant compte du nouveau contexte écologique et technologique.

## **Contexte**

Il est bien difficile de hiérarchiser les problèmes comme de faire une **évaluation** de leur gravité effective. L'extrémisme consistant à noircir le tableau est aussi irresponsable que les inconscients qui minimisent les risques. Tout miser sur le manque d'énergie, c'est n'avoir plus rien à dire si ce n'est pas l'énergie qui manque ! Bien sûr on ne peut avoir aucune certitude sur notre avenir mais on ne se situe pas ici dans l'hypothèse bien peu probable d'une fin catastrophique du capitalisme, qui en a vu d'autres, ni d'une pénurie énergétique générale, encore moins d'une régression aux stades pré-industriels ou pré-numériques auxquels certains voudraient croire.

Nous ne manquerons pas d'**énergie**, malgré ce qu'on nous serine, sauf dans une période d'adaptation peut-être, mais l'énergie sera peut-être un peu plus chère. Cela pourrait participer à limiter les transports mais il le faudra surtout pour réduire les gaz à effet de serre et, à cet égard, il y a encore bien trop de pétrole et de charbon ! Répétons-le, s'il faut relocaliser l'économie, ce n'est pas seulement pour ces questions énergétiques, c'est pour des raisons écologiques bien plus larges !

La crise est loin d'être terminée et il est illusoire de s'imaginer que tout pourrait repartir comme avant. On ne reviendra pas aux années folles d'un capitalisme financier vivant sur le crédit et la spéculation, ce n'est pas pour autant la fin

d'un système qui en a vu d'autres et repart d'autant mieux sur un champ de ruines. On assiste plutôt (de G8 en G20, etc.) au renforcement de la globalisation marchande et d'une sorte de **gouvernement mondial** qui est en formation surtout depuis l'effondrement du communisme (OMC, conférences sur le climat, TPI, etc). L'unification du monde n'est certes pas achevée, ce n'est pas la fin de l'histoire. Il y aura encore du chemin à parcourir et bien d'autres crises sans doute avant qu'on puisse compter sur une véritable gouvernance mondiale mais il serait déraisonnable de penser que la globalisation puisse ne pas être irréversible et qu'on revienne aux bons vieux Etats-Nations, taillés pour la guerre. On ne peut compter non plus sur une Europe, devenue ingérable, même pour protéger son "marché intérieur", les nations vidées de leur substance restant malgré tout les instances de redistribution par l'impôt.

Il n'y a ni écosocialisme dans un seul pays ni écosocialisme mondial à espérer, ce qui laisse bien peu d'espoir semble-t-il mais, si un autre monde est possible pourtant, c'est en partant du niveau local avec des circuits alternatifs, dans le cadre donc d'une **économie plurielle**, ce que certains pays d'Amérique latine commencent à comprendre. L'économie a toujours été plurielle, au moins une économie mixte combinant les sphères publiques, privées et familiales auxquels se sont ajoutées les associations, fondations et tout ce qu'on a regroupé sous le terme de "tiers secteur". Il s'agit d'y ajouter un niveau local soustrait au marché mondial, sans avoir besoin de barrières douanières ni vouloir abolir le marché.

L'économie plurielle implique qu'il n'y aura pas de disparition immédiate du capitalisme mais qu'il faut en organiser une sortie civilisée, c'est-à-dire progressive. En se concentrant sur la relocalisation, on ne s'attardera pas ici sur les transformations du capitalisme lui-même, qui devrait se cantonner à une industrie de plus en plus automatisée, ni à la **nouvelle économie** numérique qui se met en place, [économie de valorisation](#) (des travailleurs et de la gratuité numérique).

Bien sûr, même si on ne peut s'en passer, agriculture et industrie devront se reconvertir à des pratiques plus écologiquement soutenables, ce qui est un défi considérable. Les technologies **numériques** aussi consomment des ressources. Dès lors qu'elles sont généralisées, il faut absolument se préoccuper de leur [soutenabilité](#) mais elles font néanmoins partie de la solution plus que du problème, aussi bien en optimisant les régulations (énergétiques entre autres) qu'en dématérialisant une part de la production et des transports (il faudrait banaliser beaucoup plus télétravail, téléconférences, téléachats). Les réseaux numériques font certes parti des acteurs principaux de la mondialisation et de la déterritorialisation mais tout autant de la conscience écologique planétaire. Il ne faut pas négliger non plus leurs potentialités décentralisatrices, favorisant donc la relocalisation ainsi que la constitution de réseaux alternatifs. On ne va pas revenir en arrière et abolir l'informatique de la Terre entière ni les téléphones portables, pas plus que l'industrie ! C'est perdre son temps que d'entretenir de telles illusions. Pas d'autre choix que d'en tirer le meilleur parti, en évitant le pire.

## Objectif

On peut regretter qu'[André Gorz](#) soit encore trop méconnu des écologistes eux-mêmes car non seulement il est à peu près le seul qui ait su dessiner les voies de l'alternative pour sortir du capitalisme, après l'échec d'une prétendue appropriation collective des moyens de production, mais surtout il avait su clarifier dès le début ce que devaient être les objectifs d'une véritable écologie-politique, ses enjeux politiques contre un catastrophisme qui nous dicterait sa loi. Dans son texte inaugural "[Leur écologie et la nôtre](#)", il prend le parti d'une écologie **émancipatrice** en opposition frontale aux tendances autoritaires, technocratiques ou marchandes de l'écologie, rejetant expertocratie, écofascisme, contrôle des populations aussi bien que société de marché. Il y a bien sûr des écologies de droite, qu'il faut combattre activement !

L'objectif ne peut être de nous sauver à tout prix (notamment au prix de nos libertés), ni une société idéale avec une harmonie naturelle retrouvée encore moins une utopie totalitaire imposant un même mode de vie communautaire à tout le monde. Bien sûr, il faut encourager ceux qui veulent vivre de façon naturelle, au moins le rendre possible mais pas vouloir l'imposer à quiconque. L'objectif reste de rendre compatible la défense de notre autonomie avec les contraintes écologiques, de réduire autant que possible les consommations matérielles tout en améliorant notre qualité de vie. Ce n'est pas par des préceptes moraux, des réglementations, des rationnements, des taxes qu'on pourra changer fondamentalement nos consommations et le fonctionnement du système mais seulement grâce à un système de production relocalisé et plus adapté au travail immatériel, basé sur le développement humain, la pluralité des fins légitimes et le travail autonome. Ce n'est qu'en changeant la production et le **travail** lui-même qu'on peut [changer la vie](#) et l'essentiel de nos consommations.

C'est au nom de cet objectif d'une émancipation du travailleur d'un salariat productiviste, plus que d'une pression sur le consommateur, qu'André Gorz a pu dessiner des **alternatives locales** avec les principaux dispositifs de la relocalisation qu'il n'a certes pas inventés mais seulement rassemblés (parfois après les avoir combattus comme le revenu garanti) dans "*Misères du présent, richesse du possible*" où il leur donne toute leur cohérence. C'est la leçon de toute une vie dédiée à l'écologie et l'analyse du travail mais qui intègre les derniers bouleversement de la production immatérielle. Venu aussi bien du marxisme que de l'existentialisme, il a réussi à donner une toute autre vision d'un écosocialisme à visage humain, basé sur le local et qu'on peut voir comme un retour de la fédération et des communes à l'ère du numérique mais qui s'incarne dans 3 dispositifs principaux : distribution, production, circulation.

## Revenu garanti, coopératives municipales et monnaies locales

Le premier instrument de la relocalisation de l'économie, ce sont les monnaies locales. Bien sûr une **monnaie locale** ne peut être qu'une monnaie complémentaire à la devise européenne, ne pouvant avoir l'ambition d'être une monnaie unique, pas plus que la relocalisation ne peut signifier une impossible autarcie. La monnaie locale vise uniquement à favoriser les échanges de proximité permettant de soustraire les prestations locales à la TVA qui fonctionne alors comme droit de douane pour les importations marchandes.

Cela n'empêche pas d'encourager aussi les échanges non marchands, tout ne doit pas être monétisé, mais les monnaies locales visent à s'étendre à une part significative de l'activité économique locale. Non seulement cela s'avérerait fort utile en cas de désordres monétaires (imminents) mais il ne saurait y avoir une relocalisation digne de ce nom sans monnaie locale, c'est le premier point (même si cela paraît surréaliste à l'heure de l'Euro) : pas de pouvoir économique (local) sans pouvoir monétaire !

Il ne s'agit pas de tomber dans un nouveau monétarisme ne se préoccupant que de la circulation, il faut s'occuper évidemment en priorité de la production elle-même. Le deuxième instrument de la relocalisation, c'est des **coopératives municipales** organisant les échanges de proximité et les coopérations locales. Leur fonction ne saurait se limiter aux échanges alors que leur rôle doit être de fournir des moyens de production, de réparation, de recyclage et d'être les véritables institutions du développement humain comme développement des compétences et de l'autonomie de chacun. On devrait y trouver des ateliers de fabrication, y compris avec les instruments numériques disponibles comme des imprimantes 3D qui peuvent favoriser l'auto-production et la fourniture de pièces détachées, entre autres. Inspiré de Murray Bookchin, le caractère municipal de ces coopératives constitue une propriété publique locale (comparable à une nationalisation), propriété collective nécessaire pour soustraire cette production locale au marché concurrentiel et à son productivisme. Sans une telle structure productive, la relocalisation resterait marginale, c'est donc un enjeu essentiel (mais difficile comme toute entreprise). Il faut que la municipalité s'y engage en la dotant des moyens nécessaires pour assurer ses missions.

Un système de production ne se limite pas à la circulation et la production mais se caractérise aussi par la distribution des revenus et la répartition des richesses. Pour qu'une majorité de travailleurs puissent se passer de trouver un emploi salarié dans des entreprises capitalistes mues par le seul profit, il faut qu'ils aient un **revenu garanti**, revenu assuré éventuellement par la coopérative municipale mais c'est là où le local n'est pas suffisant et doit bénéficier d'une solidarité nationale. Le localisme n'est pas le repli sur soi, ni la négation de nos appartenances à des ensembles plus larges, tout au contraire, ce qui s'exprime au niveau de la redistribution, des impôts, des services publics et des réseaux nationaux (sans parler de l'intégration au marché qui reste effective pour les produits industriels au moins). Même si coopérative municipale et monnaie locale paraissent encore très exotiques, leur mise en place peut être assez rapide à un niveau strictement local, il n'en est pas de même du revenu garanti qui devra être obtenu au niveau national (voire européen?), par des luttes sociales et politiques. C'est le point nodal de l'anti-productivisme sur lequel il faudrait porter nos revendications nationales car sans revenu garanti il ne peut y avoir de production non concurrentielle. Ce n'est pas un revenu destiné à la consommation passive de marchandises mais qui doit permettre travail autonome et production locale hors de la pression du marché, ceci afin de se substituer à une part de plus en plus grande de la production marchande (même si c'est une part seulement). Heureusement, et bien qu'elle rencontre toutes sortes de résistances, c'est une revendication qui progresse petit à petit au sein du mouvement social devant la montée de la précarité et de l'intermittence. Un revenu garanti suffisant est indispensable au

moins pour améliorer le rapport de force salarial et pouvoir arrêter la dégradation du droit du travail en refusant des emplois sous-payés (ce serait un "revenu de résistance", le contraire du RSA!).

Ces mesures ne doivent pas être isolées : il ne suffit pas d'un revenu garanti s'il n'y a pas les structures de valorisation des compétences locales. *Revenu garanti et coopératives municipales* permettent de sortir du salariat et de passer du travail forcé au travail choisi ou travail autonome, brisant la dépendance entre producteur et consommateur, salariat et société de consommation (où la baisse des consommations et de la croissance met le travailleur au chômage). De l'autre côté, *coopératives et monnaies locales* permettent de trouver des débouchés locaux à cette production locale en se soustrayant, en partie du moins, au marché global. Le *revenu garanti* ne peut être entièrement en *monnaie locale* puisque tout n'est pas produit localement mais il pourrait l'être pour un tiers peut-être ? En tout cas, ces dispositifs **complémentaires** dessinent un tout autre système de production, bien moins productiviste et plus écologique, recentré sur le développement de l'autonomie et la valorisation des compétences ainsi que le vivre ensemble et les rapports de face à face. Tout cela sans revenir en arrière pour autant, ni augmenter les contraintes mais en libérant au contraire les potentialités des individus et leur capacité d'initiative.

Le revenu garanti constitue le point faible de ces mesures indissociables mais en attendant qu'il devienne une revendication phare des mouvements sociaux, on peut s'appuyer sur les dispositifs existants (car le revenu garanti existe presque, même s'il est très insuffisant, éclaté en une multitude de prestations : retraite, chômage, maladie, allocations familiales, revenu minimum, formations, etc.). Plutôt que de rêver à des transformations radicales au niveau global, on peut dès **maintenant** créer des monnaies locales (avec le [SQL](#)) et des coopératives municipales pour mettre en place sans attendre de nouvelles pratiques dont on ne peut attendre des miracles mais qui pourront s'étendre assez rapidement quand elles auront fait leurs preuves.

On peut discuter pour savoir si ce serait assez radical et à la hauteur des défis du temps, c'est du moins par là qu'il faut commencer, la relocalisation étant indispensable de toutes façons et n'étant pas aussi **utopique** qu'il y paraît, beaucoup moins en tout cas que bien des projets sensés nous sortir magiquement de la crise économique, sociale, écologique. Il ne s'agit pas de tout relocaliser, répétons-le, mais seulement de briser la dépendance entre emploi et croissance ainsi que de revenir à une échelle humaine en donnant un cadre à une relocalisation de la production, au développement du travail autonome et des échanges de proximité (jardins bios, artisanat, réparations, formation, création, services, etc.). Ce n'est qu'un point de départ à partir duquel tout reste à faire, à inventer, à expérimenter. S'il s'agit bien de transformer activement notre environnement et de se réapproprier notre vie, impossible de s'imaginer un monde parfait à ce niveau local. Le plus grand des réalismes est de mise avec nos voisins de la Commune, obligés de tenir compte de tous dans un renouveau de la démocratie de face à face (au lieu de rester dans l'entre-nous communautaire).

Après la sensibilisation et la propagande, il faudra bien passer à l'action, il y a urgence, et plutôt que de se réfugier dans un extrémisme contre-productif, il



faut se persuader que la relocalisation est l'urgence du moment, la seule façon de sortir du capitalisme et de changer le monde sans tomber dans la barbarie. Il est certain malgré tout que ces propositions paraissent trop utopiques, y compris la réactivation de la démocratie locale par quoi tout commence. Surtout, elles ne sont pas du tout dans la ligne des revendications actuelles. C'est le genre de solutions qui ne s'imposent, hélas, qu'une fois que toutes les autres prétendues solutions ont raté, tellement plus simples ou plus exaltantes que ce retour au réel, à la vie locale et aux rapports humains ordinaires ! Heureusement, il y a malgré tout déjà un peu partout dans le monde quelques **tentatives** d'aller dans ce sens, comme les [transition towns](#) qui doivent être radicalisées, mais on n'est qu'au début d'une ère nouvelle qui a bien du mal à émerger et que la crise pourrait aider à naître, l'ère de l'information, de l'écologie et du développement humain où nous pourrions peut-être apprendre à réhabiter notre territoire et nous réapproprier notre travail comme notre propre vie.

(EcoRev' no 33, Penser l'après capitalisme avec André Gorz)



# Revenu garanti, coopératives municipales et monnaies locales

18 octobre 2006

Depuis la chute du communisme le manque d'**alternative** paralyse tout mouvement social de quelque ampleur, comme la lutte contre le CPE ne trouvant aucun débouché politique autre qu'une défense illusoire du CDI, sans aucun effet sur le développement de la précarité. Les causes de notre échec ne sont pas dans la force supposée de nos adversaires mais bien dans la faiblesse de nos propositions et dans nos archaïsmes face aux enjeux écologiques tout autant qu'aux bouleversements considérables que nous vivons depuis notre entrée dans l'ère de l'information !



Il ne suffit pas de critiquer le capitalisme et son productivisme insoutenable, il faudrait avoir autre chose à proposer. Au-delà de mesures partielles ou défensives, il y a une nécessité vitale à construire une alternative **écologiste** à la globalisation marchande, alternative qui soit à la fois réaliste et tournée vers l'avenir, c'est-à-dire en tenant le plus grand compte des contraintes matérielles aussi bien que des nouvelles technologies de l'information, plutôt que de s'accrocher vainement à un passé industriel révolu, et pas aussi glorieux qu'on le dit !

Dans cette perspective d'avenir, la revendication d'un revenu garanti ne peut se réduire à une simple adaptation au système actuel, comme la "sécurité sociale professionnelle" défendue par les syndicats. Il faut souligner au contraire son caractère potentiellement **révolutionnaire** comme élément d'un nouveau système de production basé sur le travail autonome et la coopération des savoirs (et non plus sur le salariat et la concurrence). La portée d'un "revenu garanti suffisant" est double : c'est bien l'adaptation des rapports sociaux aux nouvelles forces productives à l'ère de l'information, mais c'est aussi la condition *sine qua non* d'une alternative au productivisme salarial ainsi que d'une nécessaire relocalisation de l'économie face à une globalisation débridée.

Le revenu garanti est donc absolument essentiel, mais il faut l'appréhender dans ses deux faces d'adaptation et de transformation, pivot de ce qu'on doit considérer comme une véritable révolution, une "libération du travail" comparable à l'abolition de l'esclavage, et qui suscite d'ailleurs les mêmes craintes. Cependant, pour assurer effectivement une **production** alternative à partir de ce travail libéré, il ne faut pas seulement s'occuper des revenus mais de la production elle-même, ainsi que des moyens monétaires et des circuits marchands. Au-delà de la question du revenu, il faut passer à une vision plus globale d'organisation de la production, intégrant la dimension écologiste qui se fera de plus en plus pressante. Ce nouveau système de production à l'ère de

l'information, de l'écologie et du développement humain pourrait se construire sur l'articulation d'un revenu garanti (reproduction), de coopératives municipales (production) et de monnaies locales (échanges).

Tout ceci paraîtra fort éloigné de notre réalité actuelle et des revendications syndicales mais on sait bien qu'il est complètement **utopique** de continuer encore longtemps ainsi et que la voie d'une alternative est étroite entre utopie et laisser-faire, comme entre totalitarisme et libéralisme. Il est d'autant plus urgent d'essayer de donner une forme concrète à cette alternative afin de pouvoir à nouveau se projeter dans l'avenir et organiser l'action.



Cela devrait avoir au moins l'avantage de rendre plus sensible la reformulation des problèmes qui s'opère, la conversion du regard nécessaire (de la sécurité sociale au développement humain), et finalement à quel point ces nouvelles problématiques, qui rejoignent les expérimentations actuelles en Amérique du sud, sont très éloignées des anciennes visions du monde qui règnent encore sans partage (socialistes aussi bien que libérales). C'est d'ailleurs ce qui en fait l'étrangeté et nourrit l'**incrédulité** générale. Il faudrait vraiment "changer d'ère" pourtant car les questions ne se posent plus du tout dans les mêmes termes

désormais, à la fois plus globales et plus locales, sans disparaître non plus par magie dans les fantasmes de l'auto-organisation ou d'une société idéale, toujours trop parfaite et logique !

Pas de **fin** de l'histoire, non, encore moins de toutes nos aliénations dans une réconciliation finale et définitive ! Il faudra toujours se corriger, redresser la barre, surmonter le désastre, s'en tirer comme on peut, affronter les contradictions, réduire les inégalités. La fin de l'esclavage n'a pas été pour autant la promesse d'un bonheur sans fin et l'on ne peut même pas dire cette fois que ce serait la fin du salariat, plutôt sa marginalisation progressive au profit des activités autonomes, tout comme les agriculteurs ont été marginalisés finalement dans la société industrielle. Il ne s'agit que d'être à la hauteur des enjeux de notre temps, de préserver nos conditions vitales et notre autonomie, en tirant parti au mieux des possibilités du moment, tout en réaffirmant nos solidarités humaines. Le risque ici, on ne le sait que trop, ce serait de tomber dans les illusions les plus naïves qui mènent toujours au pire...

## **L'ère de l'information, de l'écologie et du développement humain**

S'il y a bien une illusion répandue, c'est de croire que tout pourrait revenir comme avant car, c'est un fait massif, le devenir immatériel de l'économie bouleverse toutes les données et les bases de la valeur (gratuité de la reproduction numérique, logiciels libres, etc.) tout comme celles d'un revenu, de plus en plus irrégulier et **discontinu**, pour un travail de plus en plus précaire et intermittent. Il faut y voir la conséquence du passage de la "force de travail" à la "résolution de problèmes", qui ne se mesure plus au temps passé mais au résultat (direction par objectif). C'est aussi le passage d'une

"économie de la production" de masse à une "économie de la demande" (*just-in-time*), tournée vers les services et guidée par l'information, ce qui se traduit par une bien plus grande flexibilité de l'emploi.

Du coup, même si personne ne semble en vouloir, la question de la **garantie du revenu** revient sans cesse et avec insistance dans le débat public (RMI, chômeurs, travailleurs pauvres, précaires, étudiants, intermittents, créatifs, chercheurs, formation, jeunes, agriculteurs, retraites, etc.). Elle a beau paraître impensable à la plupart, la garantie du revenu devrait s'imposer finalement dans les faits, à mesure des transformations du travail à l'ère de l'information.

Bien sûr il n'y a aucune chance qu'on obtienne un véritable revenu garanti à court terme, cela ne retire rien à sa nécessité. Il finira par s'imposer devant les souffrances sociales et le gâchis humain que provoque la volonté de maintenir les principes dépassés d'un salariat fordiste et d'un "plein emploi" purement verbal qui laisse de plus de plus de monde sur le bord de la route. De même, la sortie du productivisme n'est pas pour demain, c'est une évidence, mais là encore on n'a guère le choix et il faudra bien y venir. Ce sont donc les principes de l'**avenir** qu'il faut examiner, aussi étrangers paraissent-ils à notre présent, aussi opposés soient-ils au triomphe du néolibéralisme et de la globalisation marchande. On ne pourra se contenter longtemps d'un revenu garanti comme régulation du capitalisme cognitif alors que la température n'arrête pas de monter (le devenir immatériel de l'économie ne suffisant pas à réduire le productivisme du capitalisme et sa dépendance d'une société de consommation suicidaire).

Si nous devons construire un nouveau **système** de production sur d'autres rapports de productions et sur une autre distribution des revenus, ce n'est pas seulement pour s'adapter aux nouvelles forces productives immatérielles, c'est aussi pour répondre aux contraintes matérielles écologiques nous obligeant à sortir du productivisme et relocaliser l'économie. Il ne suffira pas d'une "décroissance" ni d'une "réduction du temps de travail" qui a perdu tout sens alors qu'il n'y a plus de séparation entre le travail et la vie. On réalise bien difficilement encore l'ampleur de la tâche, à quel point nous entrons dans une ère totalement nouvelle, l'ère de l'information, de l'écologie et du développement humain, qui s'oppose point par point à l'ère de l'énergie, de l'économie et du marché, comme la qualité s'oppose à la quantité. Tout est à reprendre, ce n'est pas aux marges qu'il faut s'ajuster, mais c'est le coeur de la production qui doit changer.

## Au-delà du revenu

Les débats sur le droit au revenu s'égarent le plus souvent dans la morale et la métaphysique, ou la religion même, alors qu'il s'agit fondamentalement d'évolutions économiques et techniques ! La reconnaissance du fait qu'on ne peut plus se passer d'un droit au revenu ne suffit pas pour autant à définir un **projet** politique. Vouloir réunir ensemble tous ceux qui défendent un quelconque droit au revenu, qu'ils soient écologistes ou libéraux, n'aurait absolument aucun sens. Il ne s'agit même pas tant de définir les mots, d'opposer par exemple revenu garanti et revenu d'existence (ou revenu citoyen, etc.), mais



de savoir dans quel projet de société il s'inscrit ! On verra dès lors qu'il n'y a rien de commun entre, d'un côté, un revenu d'existence universel mais dérisoire (ou impôt négatif), tel que défendu par certains libéraux, mince filet de protection dans une société de marché, permettant à peine de survivre, ce qui favorise les petits boulots sous-payés ainsi que la baisse des salaires, et puis, de l'autre côté, un "revenu garanti suffisant" permettant, comme l'a montré André Gorz, d'échapper au salariat, tout en poussant les salaires à la hausse, de passer du travail subi au travail choisi en subventionnant des activités autonomes qui ne sont pas immédiatement rentables (artisanat, services de proximité, agriculture bio, activités artistiques et créatives, logiciels libres, associations, politique, formation, etc.).

La déconnexion du revenu et du travail est sans doute ce qui apparaît le plus révolutionnaire, mais plutôt que de se focaliser sur la question du revenu il faut la replacer dans le système dont elle fait partie, car même s'il reste central, le revenu garanti n'est que l'un des aspects du basculement du monde que nous avons tant de difficulté à vivre. Si une alternative sans revenu garanti n'est pas viable, une alternative qui se réduirait à cette revendication serait une escroquerie car, l'essentiel est bien d'assurer une **production** alternative, non pas de vivre aux frais du capitalisme ni de seulement alléger la misère. Loin d'être opposé au travail et voué à une société de loisirs, ce qui caractérise le revenu garanti c'est au contraire d'être cumulable (dégressivement) avec un revenu d'activité, servant d'incitation au travail autonome. Il faut insister sur ce point : c'est pour assurer la production, et une production que nous voulons plus écologique, qu'il y a besoin d'un revenu garanti. Ce pourquoi il faut élargir la question à l'organisation de la production et sa relocalisation active.

Si le revenu garanti n'est qu'un élément d'une production alternative, il constitue malgré tout le noeud du problème. En effet, toutes les tentatives pour s'en passer, au nom du plein emploi salarial, de la "valeur-travail", voire de l'autonomie ou même de la dignité de l'homme, ne font qu'aggraver



dramatiquement le sort des plus précaires et mènent soit à la barbarie du travail forcé, soit à la barbarie de la misère. Il est vrai aussi que c'est le point de plus grande résistance **idéologique** en même temps que de plus grande difficulté à mettre en place car le revenu garanti oblige à changer toutes nos façons de penser : passage du travail contraint au travail autonome, d'un travail subordonné à un travail valorisant mais aussi de la sécurité sociale au développement humain, de l'économie à l'écologie ! On doit bien admettre que c'est une idée qui paraît folle, il n'y a pas de doute là-dessus, et qui ne serait pas concevable si le travail n'avait pas déjà changé du

tout au tout. Elle ne s'imposerait pas de plus en plus, et sur tous les continents (en particulier à ceux qui ont étudié la question !) si ce n'était l'évolution de la production et l'extension de la précarité qui l'imposaient dans les faits de mille façons !

Il ne suffit pas de s'adapter aux transformations du travail pourtant, il y a aussi la nécessité impérieuse de sortir d'un productivisme insoutenable, ce qui veut dire sortir du **capitalisme** salarial. Contrairement à ce qu'on s'imagine, ce n'est pas par la consommation (sa retenue, son discernement, son éthique équitable) qu'on pourra réduire en quoi que ce soit une croissance et un

productivisme qui sont inséparables du système de production capitaliste. En effet, le capitalisme, c'est l'investissement technique pour augmenter la productivité, réduire le temps de travail, afin de dégager une plus-value sur le temps payé, et produire de l'argent avec de l'argent par l'intermédiaire du travail salarié. Le salariat, le capitalisme et le productivisme, c'est la même chose (ce que Marx disait déjà dès 1848 dans "*Travail salarié et Capital*"). Si le travailleur est obligé de louer sa force de travail au capitaliste, c'est à l'origine parce qu'il est dépourvu de toute ressource et de moyens de production. Ce n'est plus tout-à-fait vrai depuis "l'ordinateur personnel" qui est un outil universel. Il ne manque que la garantie du revenu pour échapper à la dépendance salariale.

D'un point de vue écologiste, la question n'est donc pas seulement de savoir si un revenu garanti serait viable et souhaitable dans le cadre actuel, mais bien d'insister sur son caractère révolutionnaire dès lors qu'il permet de sortir du salariat productiviste et de l'absurde dépendance entre travail et consommation. Il s'agit effectivement de sortir d'une véritable toxicomanie de la société de consommation dopée à la croissance et qui ne peut s'en passer sans sombrer dans une surproduction dépressive ! Sortir du productivisme ne peut vouloir dire ne plus rien produire du tout, mais assurer au contraire une production alternative, caractérisée par la **réorientation** de l'économie vers l'immatériel, le développement humain et les échanges locaux.

Cela ne se fera pas tout seul. Il faut disposer pour cela d'un système complet basé sur une toute autre logique productive, d'autres moyens de production, d'autres circuits, et donc compléter le revenu garanti par des coopératives municipales et des monnaies locales, constituant les **trois piliers** d'une alternative écologiste à l'ère du numérique et des réseaux mondialisés.

La construction d'un nouveau système productif ne se fera certes pas en un jour non plus, et comporte de **multiples** dimensions (économique, idéologique, politique), plusieurs secteurs (marchand, associatif, public) avec plusieurs niveaux (Européen, National, local). Il ne peut donc être question de donner des recettes toutes faites pour les marmites de l'avenir mais juste de donner l'idée de ce que pourrait être, au-delà du revenu garanti, un système de production qui réponde aux contraintes de relocalisation de l'économie et de développement humain.

## Produire autrement



Pour consommer autrement, il faut produire autrement et d'abord localement ! Pour favoriser la production **locale** et les échanges locaux, on ne peut se passer de moyens de production locaux (l'équivalent des "communs" d'antan), et donc de structures locales, si possible autogérées. La relocalisation ne peut pas s'imposer d'en haut ! Bien sûr, le niveau adopté peut se discuter, le niveau municipal étant le plus pertinent dans les villes moyennes, avec l'avantage de correspondre à des structures démocratiques ; ailleurs on peut



préférer des "régies de quartier" ou l'étendre au "bassin d'emplois". En tout cas, la fonction de ces "coopératives municipales" (ou autres) serait de constituer des centres de ressources et des lieux d'échange, destinés au soutien de la production locale et des activités autonomes, au développement de la coopération entre les participants tout comme à la valorisation des compétences disponibles. Il s'agit non seulement d'organiser les échanges locaux mais aussi de fournir tous les moyens du développement humain (assistance et formation).

Certains contestent la nécessité d'une telle **organisation** politique qu'ils perçoivent comme une menace, ce qui certes n'a rien d'impossible, il faut rester vigilant, mais si on veut assurer une production effective, il ne suffit pas de "laisser-faire", il faut bien s'organiser comme dans toute entreprise ! On ne peut se fier religieusement à l'auto-organisation des producteurs mais, en fait, c'est surtout une question de moyens. Le caractère municipal de ces coopératives permet à la fois de garantir leur pérennité, de sortir de la pression du marché concurrentiel auquel les coopératives ordinaires ne peuvent échapper, et d'avoir une gestion politique, dans une démocratie de face à face chère à Bookchin (mort le 30 juillet 2006 et qui est à l'origine de ce concept de "coopératives municipales" et du "municipalisme libertaire").



Rien à voir bien sûr avec les "ateliers nationaux" de triste mémoire, ni avec un contrôle des populations encore moins avec le travail forcé alors que ce devrait être au contraire l'instrument du **développement humain** et du travail autonome, offrant une alternative à la dépendance salariale. C'est la garantie du revenu qui fait ici toute la différence, conformément aux exigences de l'ère de l'information, mais cela n'empêche pas que l'objectif n'est pas seulement le développement humain, c'est aussi d'assurer une production locale effective, y compris immatérielle, basée sur la coopération et réduisant d'autant la part des consommations matérielles, du marché concurrentiel et du productivisme.

L'important, c'est de ne pas laisser les individus seuls face au marché, sous prétexte qu'ils auraient un revenu garanti comme solde de tout compte, mais d'offrir un soutien individuel (par d'autres coopérateurs), faciliter les collaborations et les échanges, faire jouer des synergies et fournir enfin les **moyens** de l'autonomie : pas seulement un revenu minimum mais tous les supports sociaux de l'individu ! L'important c'est la construction collective de l'autonomie individuelle et l'organisation de la solidarité sociale, c'est de "faire" société. Il y a de bonnes raisons d'adopter pour cela une structure municipale "politisée" mais l'essentiel c'est de fournir un cadre pour les échanges locaux, pour la valorisation des compétences disponibles et le soutien des activités autonomes.

Les coopératives municipales, comme moyens de production et réseau de compétences se positionnant en alternative aux entreprises capitalistes et au salariat, ont besoin d'un revenu garanti pour passer du travail subi au travail choisi mais elles sont reliées tout autant aux monnaies locales favorisant



l'économie de proximité, sur le modèle des **SEL**, "Systèmes d'Echanges Locaux" qui ont constitué, à leur petite échelle, les premières expérimentations de ce mouvement de relocalisation de l'économie en réponse à la globalisation marchande.

## La relocalisation de l'économie

La relocalisation peut se faire par des contrats entre consommateurs et producteurs locaux (comme les AMAP) ou par des associations, mais c'est tout de même assez limité et des **monnaies locales** seraient bien plus utiles pour dynamiser les échanges locaux et privilégier les circuits courts. Il y en a plusieurs types : le plus simple à mettre en place, c'est le "*Time dollar*" ou échange de temps, qui a un intérêt certain, entre autre dans la sphère domestique, ainsi qu'une valeur militante de contestation pour certaines hiérarchies de salaire illégitimes, mais ce n'est pas généralisable (car ne tenant pas compte des différences de qualification ni surtout du fait que le travail immatériel ou le "travail virtuose" ne se mesurent plus par le temps passé). Une monnaie locale peut être considérée comme une monnaie "interne", créée par une association ou une municipalité pour servir dans les échanges locaux de biens et services (sur le modèle des SEL). Ce sont en général des monnaies théoriquement "non convertibles" et "fondantes", c'est-à-dire qu'elles perdent leur valeur avec le temps (tout comme les Tickets restaurants ou les bons de réduction des grandes surfaces qui sont des monnaies à validité limitée) et ne peuvent donc se thésauriser.



Il y a bien d'autres monnaies alternatives qui peuvent cohabiter, comme les "monnaies virtuelles" qui se multiplient au-delà des jeux de masse multijoueurs (MMG : *Massively Multiplayer Games*) et sont par contre complètement délocalisées. Des "monnaies solidaires" (comme le SOL) pourraient tirer utilement parti de ces monnaies numériques, y compris dans les échanges internationaux, entre altermondialistes par exemple ou pour un véritable "commerce équitable", reliant ainsi le local avec le global. On est loin, en tout cas, d'une "monnaie unique" comme on pourrait le croire ! Il faut dire

que pour l'instant ces différentes monnaies s'ignorent et interagissent peu mais avec la généralisation de **monnaies plurielles** (J. Robin), des bourses de conversion seront sûrement nécessaires, la conversion d'une monnaie dans une autre devant rester coûteuse, ni trop facile, sous peine de perdre sa spécificité, ni trop rigide, sous peine de n'être plus acceptée en paiement.

Certains voudraient supprimer l'argent, ce n'est pas du tout le chemin emprunté ici car, s'il faut étendre le domaine de la gratuité, notamment pour tout le numérique et l'immatériel, fondamentalement l'argent c'est ce qui remplace l'**énergie** à l'ère de l'information comme équivalent général. En effet, l'énergie, c'est ce qui se transforme en autre chose, en travail en particulier. Et l'argent est ce qui fournit les ressources, manifeste leur caractère social, élevant le singulier à l'universel. Sa prétention à tout quantifier est certes toujours contestable bien qu'indispensable à la circulation mais l'argent est avant tout un signe (monétaire), signe de reconnaissance sociale et système d'information dont on ne peut se passer.

C'est d'ailleurs ce qui fait, propriété remarquable et pas assez soulignée du monde de l'information, que sa croissance est toujours strictement limitée. Il n'y a pas de véritable croissance de la valeur monétaire car toute inflation monétaire diminue sa valeur effective, son pouvoir d'achat. L'inflation constitue donc une sorte de taxe sur les dettes, le passé et l'argent qui dort - ce qui est d'ailleurs très utile car une inflation raisonnable encourage l'activité, contrairement au dogme central de l'Euro ! *A contrario*, une grande partie du **chômage** est dit "keynésien", c'est-à-dire conséquence d'un manque de liquidités pour financer des emplois, en général à cause de la lutte contre l'inflation (et d'un manque de politique keynésienne justement!). C'est notamment le cas dans la zone Euro, mais on a pu voir aussi comme la crise monétaire en Argentine avait pu bloquer l'activité économique et provoquer immédiatement un chômage de masse. La capacité de création monétaire est strictement limitée aux ressources non utilisées puisque la monnaie constitue un droit de tirage sur la richesse sociale. Tout cela pour dire que les monnaies locales peuvent effectivement réduire le chômage dans ces périodes dépressives mais peuvent aussi créer de l'inflation, exigeant une gestion politique fine, comme toute monnaie car les marges sont relativement faibles même si elles sont loin d'être négligeables.

Malgré tout, le rôle premier des monnaies locales, c'est avant tout de permettre une relocalisation de l'économie en favorisant les échanges locaux sans devoir ériger pour cela de nouvelles frontières ni se fermer au marché concurrentiel, ni arrêter la construction européenne. Il ne faut pas se cacher pourtant qu'un des avantages décisifs des monnaies locales, en plus de fournir des ressources nouvelles pour valoriser la production locale, c'est de permettre aussi d'échapper à certaines **taxes** comme la TVA, ce qui fausse effectivement la concurrence au profit des prestations locales (la TVA devenant une sorte de droit de douane local).

Il faudra bien des expérimentations et des ajustements sans doute pour que ce système soit viable et se généralise. En tout cas, malgré le caractère **exotique** de ce genre de propositions, surtout après l'unification monétaire européenne et la tentative de constitutionnalisation d'une "concurrence libre et non faussée", il semble bien qu'à l'avenir on pourra difficilement se passer de monnaies locales, étant donné l'intérêt écologique de favoriser les circuits courts et de préserver le tissu social.

Certes, le développement du travail autonome ne concerne pas tous les secteurs de l'économie, comme l'industrie qui reste importante (et qui ne disparaîtra pas plus que l'agriculture n'a disparue), mais c'est très certainement notre avenir (si ce n'est déjà notre présent pour beaucoup). Dans ce contexte, revenu garanti, coopératives municipales et monnaies locales dessinent une alternative possible, très éloignée des modèles antérieurs mais tourné vers le futur et que nous pourrions commencer à construire localement dès à présent, chacun à sa manière et sans attendre un hypothétique grand soir. Certes, l'absence de revenu garanti risque de se faire cruellement sentir et sera bien difficile à compenser localement. C'est pour cela qu'il devrait constituer notre revendication **prioritaire** au niveau national, voire européen.

Il ne s'agit pas d'abattre le capitalisme d'un seul coup d'un seul, ni d'accéder à une société idéale, mais de tenir compte des contraintes écologiques et de notre entrée dans l'ère de l'information pour construire patiemment les bases d'une production relocalisée et d'un travail autonome, en corrigeant nos erreurs et en partageant nos expériences pour atteindre nos objectifs communs. Le préalable sans doute serait de retrouver une expression collective au-delà du marché des idéologies. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y a plus de temps à perdre mais ce n'est pas la fin de tout : nous en sommes plutôt aux difficiles **commencements**...



# Les monnaies locales : un outil pour la relocalisation de l'économie

24 mai 2007



*Un autre monde est possible et une petite carte de paiement pourrait en être le sésame.*

A l'occasion du lancement du [SOL](#), monnaie alternative pour les réseaux de l'économie solidaire et les échanges de proximité, il faut revenir sur l'importance des monnaies locales pour la relocalisation de l'économie et la sortie du productivisme marchand, même si ce n'est pas dans l'air du temps et très loin des projets d'une gauche déboussolée...

Il est certes bien difficile de convaincre de l'utilité d'une monnaie locale, on croit même que c'est impossible à mettre en oeuvre alors que c'est sûrement la voie de l'avenir et que les outils en sont immédiatement **disponibles**, ce qu'on peut qualifier de miraculeux ! Le principal obstacle qui reste désormais se situe dans une évolution radicale des mentalités qui devraient opérer un complet retournement en pensant le changement social à partir du local, dans l'esprit de l'altermondialisme.

Au lieu de tout attendre du pouvoir central et des stratégies *top-down*, il faudrait se convertir à la construction par le bas (**bottom-up**) d'une alternative locale à la globalisation marchande. Les prochaines élections municipales pourraient permettre d'en commencer l'expérimentation sans plus tarder. Hélas, c'est loin d'être gagné d'avance. Pourtant l'enjeu est de taille et il y a urgence !

C'est pourquoi nous allons essayer de répondre aux 3 questions :

1. pourquoi une monnaie ?
2. pourquoi relocaliser l'économie ?
3. pourquoi une monnaie locale ?

## - L'état de la question

La monnaie fait l'objet, non sans raisons, de toutes les opprobres. On affecte de la mépriser, elle passe de main en main en silence, souvent même avec une certaine honte, les regards qui se détournent. C'est pourtant sans doute le secret de notre monde et qui devrait faire l'objet de toute notre attention. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, bien peu parmi les **économistes** s'en sont réellement préoccupés avant Keynes qui a montré toute son importance dans la régulation des cycles économiques et l'arbitrage entre inflation et dépression. Ensuite, les monétaristes vont plutôt tenter de nous persuader que c'est une fausse route et que la monnaie est intouchable ou presque, sa régulation ne faisant que fausser les mécanismes du marché supposés optimaux ! Il est vrai que la marge de manoeuvre est étroite, mais elle reste décisive malgré tout.

Face au chômage de masse actuel et la surévaluation de l'Euro, on pourrait donc être tentés par le retour aux politiques keynésiennes qui ont si bien réussi pendant les "30 glorieuses". Ce serait pourtant une erreur d'en attendre autant car le monde a changé et ce n'est pas la monnaie qui manque actuellement dans la planète financière, c'est sa répartition qui est trop inégalitaire. Outre que l'injection de liquidités dans une seule partie du monde est difficilement réalisable quand on n'est pas la monnaie de référence comme le dollar (pour peu de temps encore peut-être), on risque surtout de nourrir avec cet excédent de ressources la **bulle** immobilière ou d'autres bulles spéculatives qui résultent de la concurrence que se font les riches entre eux pour l'acquisition des richesses, sans créer véritablement de richesses supplémentaires ni d'emplois.

Ce n'est pas une raison pour ne rien faire, mais pour faire autrement, de façon plus subtile et différencié avec différentes monnaies. La question qui se pose, c'est celle du niveau pertinent d'intervention monétaire qui n'est plus celui de la nation (qui agit encore par le déficit budgétaire), ni même de l'Europe (aux pays trop disparates), mais le niveau le plus **local**. C'est sans doute ce qui est bien difficile à admettre. Pourtant, non seulement c'est au niveau local que le pouvoir monétaire retrouve toute son efficacité mais les monnaies locales constituent l'instrument indispensable d'une relocalisation de l'économie devenue nécessaire pour équilibrer la globalisation marchande et entretenir un tissu économique dynamique et performant tout en privilégiant les circuits courts et protégeant contre une marchandisation à outrance.

Il y a 3 **questions** qui se posent ici : 1) pourquoi une monnaie ? 2) pourquoi relocaliser l'économie ? 3) pourquoi une monnaie locale ? A l'évidence tout ceci est très loin des aspirations actuelles, ce qui montre tout le chemin qui reste à parcourir pour renouveler les anciennes visions théoriques et des idéologies qui datent de notre entrée dans l'ère industrielle alors que nous sommes désormais à l'ère de l'information, si différente à tant de points de vue ! Il ne suffira pas d'ajustements aux marges mais d'un renouvellement théorique complet, non pas l'abandon des valeurs de justice et de solidarité mais leur réalisation dans un tout autre cadre. Il faudra apprendre aussi à tenir compte un peu plus sérieusement des questions écologiques dont on commence seulement à pressentir le caractère central. C'est un complet changement de mentalité que l'époque exige de nous.

### - Pourquoi une monnaie ?

La monnaie est un instrument ambivalent mais c'est une réalité éminente puisque c'est un objet entièrement social, incarnation de la **totalité sociale** et de la confiance dans la société comme un tout. En effet, la monnaie est toute de symbole, on le sait depuis qu'elle est devenue monnaie-papier avant de devenir pur jeu d'écriture entre ordinateurs en réseau. La monnaie n'est qu'un droit de tirage sur la richesse produite, on le sait au moins depuis que l'afflux d'or des Amériques a fait monter les prix en Espagne (et les salaires, notamment des soldats) dès lors que les moyens monétaires augmentaient sans augmentation équivalente de la production, c'est même là l'origine de l'économie politique. Il n'y a pas d'objet plus social que la monnaie, objet de convention frappé du sceau du souverain. Il n'y en a pas non plus qui représente autant la totalité comme telle. En même temps, on peut y voir un véritable fétichisme de la monnaie à laquelle on prête un pouvoir propre alors

que ce pouvoir ne tient qu'à l'institution sociale. C'est notre propre puissance qui s'aliène dans son incarnation sociale, ce qu'on appelle la "réification" : le devenir chose de rapports humains qui disparaissent derrière l'objet qui les incarne et deviennent impersonnels. C'est loin d'être entièrement négatif, comme on pourrait le croire un peu trop vite, car c'est ce qui nous donne une véritable autonomie par rapport à la société hiérarchique, permet de se dégager de ses liens affectifs et fonde l'égalité des individus (voir *Homo aequalis* de Louis Dumont). Le paradoxe de l'argent, c'est qu'il permet l'individualisme le plus débridé et la négation la plus délirante de la société du fait même qu'il matérialise le commun et l'échange inter-personnel ! C'est un outil qu'il faut apprendre à maîtriser politiquement mais il ne faut ignorer ni ses dérives ni ses potentialités, entre autonomie de l'individu et dictature des marchés.

Le règne de l'argent, c'est le règne de l'équivalence entre tout et tout. On donne un prix à la vie, aux talents, aux hommes ! Il est absolument inacceptable de tout monétiser ainsi et l'on doit chercher à soustraire au marché nombre de services relationnels notamment. Notons cependant que ce n'est pas du tout la même chose de donner une rétribution (ou dédommagement) et d'en déterminer le montant en faisant appel au marché. La **gratuité** est encore autre chose. Non seulement la gratuité doit être préservée pour tout ce qui est "biens communs" mais elle doit être étendue à la reproduction numérique qu'on tente en vain de brider par des droits numériques condamnés d'avance. Même si les intérêts qu'elle bouscule résistent autant qu'ils peuvent, la gratuité est inévitable, techniquement peut-on dire, dans le domaine immatériel. Ce n'est pas sans poser nombre de problèmes au regard de l'ancien droit d'auteur et donc de la rémunération des créateurs. Il faut effectivement adapter les institutions et les modes de rémunération, notamment par la mise en place d'un revenu garanti, mais contrairement à ce que prétend la patron de la FNAC, la gratuité ce n'est pas le vol, dans le numérique au moins, c'est tout au contraire la propriété intellectuelle qui est du vol et se révèle complètement [contre-productive](#) !

Cette gratuité ne pourrait-elle être étendue au domaine matériel ? Non seulement c'est impossible mais ce n'est même pas du tout souhaitable malgré les utopies communautaires car on a besoin de donner un prix aux choses comme au travail, pour économiser les ressources rares et reconnaître la valeur des compétences (on sait comme le travail domestique est méprisé de ne pas être reconnu monétairement). En fait on a surtout besoin de la monnaie comme **système d'information** et d'arbitrage pour établir nos priorités et répartir nos dépenses aussi bien au niveau individuel que collectif. Ainsi l'augmentation du prix du pétrole est inévitable pour en réduire la consommation. L'énergie ne pourra être gratuite tant qu'on ne se sera pas convertis à l'énergie solaire. L'importance de la monnaie n'a rien d'un énoncé théorique. Ce n'est pas une question de "valeur" morale, c'est un fait constaté qu'un apport monétaire crée de l'activité et dynamise les échanges, de même qu'il crée de l'inflation dès lors que la monnaie excède les ressources disponibles. Dans le système économique, le flux monétaire est un peu l'équivalent du flux sanguin dans le corps (ce qu'avaient bien vus les physiocrates), flux d'informations en sens inverse du flux de matières et de marchandises. L'argent comme équivalent universel a un peu le même rôle que

l'énergie dans le domaine physique où elle peut se convertir en travail (l'énergie c'est ce qui se conserve et se transforme). Cette capacité est primordiale mais ce n'est pas tout. L'argent fonctionne aussi comme "mémoire collective" permettant l'investissement sur le long terme par la thésaurisation, l'emprunt et la dette. C'est une fonction que les monnaies locales ou de consommation, dites "fondantes", désactivent pour éviter la capitalisation mais qui reste essentielle.

Il doit être clair que non seulement on a besoin d'argent mais que la situation devient dramatique quand l'argent vient à manquer comme en 2001-2002 en Argentine ! Il y a bien une ambivalence de la monnaie mais les côtés négatifs ne doivent pas occulter les côtés positifs, tout est une question de bon usage et de régulation politique. Le **pouvoir monétaire** qui nous échappe aujourd'hui a toujours été le privilège du souverain, c'est un pouvoir que nous devons nous réapproprier ce qui n'est possible qu'au niveau local (que voudrait dire se réapproprier l'Euro ?). Il ne s'agit pas d'ajouter une monnaie à d'autres mais de substituer une monnaie sociale à une monnaie marchande. On ne peut rêver à un monde sans monnaie mais plutôt à des monnaies plurielles adaptées à nos fins économiques et sociales.

### - Pourquoi relocaliser l'économie ?

La volonté de relocaliser l'économie apparaît bien exotique, et pour tout dire, bien peu crédible alors que la globalisation étend son empire partout, mais c'est justement pour cela qu'il faut l'équilibrer en préservant le tissu économique local. On sait que la libéralisation des échanges laisse des zones entières dévastées alors même que la productivité dépend de plus en plus de ce qu'on appelle les "**externalités positives**" c'est-à-dire non seulement les infrastructures et les voies de communication mais aussi la qualité des ressources humaines et le dynamisme économique local. Le développement local est devenu encore plus essentiel que par le passé. Il faut donc bien relocaliser en partie l'économie, protéger les entreprises locales, non pour s'isoler du monde mais pour mieux s'insérer dans les échanges globaux en préservant nos richesses locales. Si chaque niveau garde sa pertinence, il devrait être bien clair que ce n'est plus la nation, ni même la région qui est devenu le plus déterminant dans cette reconquête du bas vers le haut (*bottom-up*) mais bien le niveau le plus local, celui de la municipalité ou des communautés de communes, là où se traitent les problèmes pratiques et humains, où il faut s'adapter au terrain pour préserver les ressources locales et valoriser les compétences disponibles.

Le stricte logique économique des "avantages comparatifs" et des "régions qui gagnent" suffit à donner une place déterminante à la relocalisation de l'économie dans une économie-monde. S'y ajoute un autre enjeu, encore plus déterminant, celui de **l'écologie** et de la nécessité de privilégier les circuits courts, au moins pour réduire les transports. Certes, il n'est pas mauvais de laisser croire que l'écologie pourrait être un facteur de croissance et une chance pour l'économie, si cela peut accélérer la reconversion écologique, mais on n'échappera pas à une décroissance de nos consommations matérielles au moins et donc à une réorganisation des circuits économiques au profit des circuits courts.



Favoriser les échanges de proximité constitue une nécessité écologique porteuse de grandes conséquences au point qu'on peut dire qu'elles sont révolutionnaires. Contrairement à ce qu'on peut s'imaginer, il n'y a rien là d'impossible alors qu'on peut dire que 80% de l'activité économique est déjà locale, malgré la mondialisation, et qu'on se dirige vers une économie dominée par les services (de proximité). Il ne s'agit que de protéger et développer cette activité. On trouvera du coup que cela n'a pas grand chose de **révolutionnaire**, ne s'opposant pas frontalement au libéralisme. On aurait bien tort car, même si les intérêts des capitalistes ne sont pas vraiment menacés par une telle stratégie, c'est bien la seule voie possible d'une protection de la concurrence mondiale, d'une sortie du capitalisme et du dépassement du salariat à plus long terme, nouveau système de production qui se construit d'abord à l'intérieur du système précédent comme le capitalisme s'est développé dans les zones franches de la féodalité. Sans pouvoir détailler tous ces points, ce qui nous emmènerait trop loin dans l'analyse des transformations d'un travail de plus en plus autonome et précaire à l'ère de l'information, il faut souligner surtout que c'est une voie qu'on peut emprunter dès maintenant sans attendre un hypothétique renversement du libéralisme mondial, dont il n'y aurait d'ailleurs rien de bon à attendre sinon le pire sans doute ! Bien qu'on attende tout d'un pouvoir central encore, qu'on voudrait plus autoritaire et qu'il suffirait de "prendre" pour tout changer, c'est dans notre vie quotidienne, au niveau local, que nous pouvons retrouver dès maintenant un pouvoir démocratique et reconstruire une vie collective plus conviviale, améliorer notre qualité de vie. Ce ne sont pas les élections présidentielles qui devraient être les élections les plus importantes mais les élections municipales, qu'on se le dise !

### - Pourquoi une monnaie locale ?

On n'a pu qu'indiquer trop brièvement la nécessité d'une relocalisation de l'économie mais pour y arriver, l'intérêt d'une monnaie locale ne devrait pas faire de doute. D'autres "monnaies plurielles" peuvent être utiles, qu'on peut désigner comme des monnaies de réseau, systèmes d'échange à l'intérieur de réseaux spécifiques (par exemple de l'économie solidaire) ou même de simples cartes de fidélité multi-entreprises. On peut imaginer ainsi que des réductions en Euros soient consentis par des grands réseaux de distribution contre des monnaies complémentaires, seulement ce modèle a l'inconvénient d'agir sur le même terrain que celui des monnaies ordinaires avec pour conséquence de ne pouvoir se généraliser sans devenir un pur et simple équivalent de la monnaie de référence et d'en perturber la gestion sans pouvoir en assurer le contrôle. A l'opposé, une monnaie locale est une monnaie **territoriale**, attachée à un pouvoir local démocratique. Cela en atténue fortement les perturbations éventuelles et procure de nombreux avantages au niveau de l'efficacité et de la régulation, redonnant au niveau local le pouvoir politique perdu au niveau national sur la monnaie et l'économie, pouvoir de création monétaire mais aussi de répartition et de taxation.

Non seulement c'est au niveau local qu'une monnaie complémentaire est la plus efficace, sans être incompatible avec la monnaie officielle, mais c'est bien l'outil privilégié de la relocalisation de l'économie puisque sa validité se limite à un territoire, il faut donc la dépenser localement. L'expérience des SEL

(Systèmes d'Echanges Locaux) a montré, bien qu'à une échelle très réduite, l'efficacité de ces monnaies locales, entre autres pour employer ceux qui ne trouvaient pas de travail. Beaucoup d'autres **expériences** de par le monde ont montré l'utilité de ces monnaies locales, notamment lors de crises monétaires comme la crise argentine, ainsi que leurs faiblesses. Parfois de simples bourses d'échange de temps permettent de dynamiser les échanges locaux avec une forme primitive de monnaie qui s'apparente plus au troc et n'est pas généralisable mais qui a toute son utilité aussi.

Avec des monnaies municipales on passe à une toute autre échelle puisque cela toucherait tous les habitants de la commune qui recevraient une **carte de paiement** destinée aux échanges locaux. Dans un premier temps, cette carte pourrait se limiter à obtenir des réductions supplémentaires chez les commerçants ou les artisans locaux comme une carte de fidélité mais la mairie pourrait distribuer des montants différenciés de monnaie locale selon les populations concernées ainsi que des "monnaies affectées" à certaines prestations (sur le modèle des "Tickets restaurants"), améliorant sa politique sociale sans que tout cela ne coûte rien au budget municipal ! L'acceptation de cette monnaie par les différents acteurs est fonction de la confiance qu'elle aura suscitée mais il faut éviter qu'elle devienne l'apanage d'une catégorie particulière (comme les "minima sociaux"). Il est certain qu'elle intéressera d'abord ceux qui ne trouvent pas à employer leurs compétences sur le marché concurrentiel mais il faut obtenir des professionnels installés un petit pourcentage au moins en monnaie locale pour amorcer la pompe et assurer sa pérennité.

Le but étant le développement local et humain, cette monnaie locale devra faire l'objet d'une gestion fine et attentive afin de ne pas en créer trop par rapport à ce qu'on peut acheter avec. Une des caractéristique de la monnaie locale, c'est d'échapper aux **taxations** habituelles, en particulier de la TVA. Dès lors, la TVA fonctionne comme une taxe douanière, un droit de douane pour les produits extérieurs. C'est la meilleure façon d'instituer un protectionnisme local sans se couper du marché et s'enfermer dans une impossible autarcie. Bien sûr on est ainsi en contradiction avec le dogme européen d'une "concurrence libre et non faussée", et l'absence de toute taxe n'est pas viable si le système se généralise. Il faudra donc instituer au niveau municipal un autre système de taxes, ne s'appliquant qu'à partir d'un certain niveau de revenu et non pas directement sur le produit lui-même, mais aboutissant pour les professionnels à une taxation en monnaie locale sensiblement inférieure à la TVA elle-même. Ce qui est toléré pour les SEL risque de se heurter ici à l'administration fiscale mais il faudrait surtout trouver un compromis, et pour cela commencer d'abord l'expérimentation. A noter que ce qu'on appelle la "loi Vauban" permettant de payer ses impôts locaux en "travail forcé", ces impôts devraient pouvoir se payer en sol ! On peut trouver aussi un intérêt plus spécifique à une monnaie locale dans les lieux touristiques où cela permet de ne pas faire payer tout-à-fait le même prix aux touristes et aux locaux...

La caractéristique d'une monnaie locale, c'est de n'être pas facilement convertible en monnaie ordinaire et d'avoir une validité limitée (comme les Ticket restaurants encore une fois). C'est ce qu'on appelle une monnaie de consommation ou monnaie fondante, qui doit être dépensée rapidement et

pouvant faire ainsi l'objet d'une régulation à court terme. Il ne faut pas que cette **conversion** soit malgré tout trop difficile, affectant sa crédibilité et son acceptation par la population. Il faut donc prévoir une convertibilité à un taux assez désavantageux et qui peut être variable (entre 75% et 50% ?). La difficulté d'un tel dispositif, c'est qu'il doit s'adapter à un monde très mobile et donc qu'il faut pouvoir convertir aussi une monnaie locale dans une autre monnaie locale. Cela peut sembler le plus difficile, c'est pourquoi c'est une grande chance de disposer d'une monnaie alternative comme le SOL capable d'assurer assez facilement ces fonctions de conversion entre monnaies locales et la mise en réseau des premières expériences sans risque de faux monnayage. Pour l'instant le principe retenu c'est 1 sol = 10 centimes = 1 minute mais la valeur en sol diminue à partir du 3ème mois puis perd 1% par mois s'il n'a pas été dépensé (modulable localement).

Les cartes sont prêtes, les terminaux de paiement (gratuits), les logiciels de gestion aussi. L'opération qui attend des municipalités décidées à faire l'expérience a déjà le soutien de la Macif, la Maif, le Crédit Coopératif, les Chèques déjeuners et même de l'Europe, de collectivités territoriales, de Claude Alphandéry, etc. C'est le **moment** ou jamais de tenter l'aventure qui ne se réduit pas aux limites de la commune qui en bénéficiera mais constitue bien la base d'une [alternative locale à la globalisation marchande](#), réappropriation de nos vies, de nos échanges et de la monnaie, beaucoup plus efficace qu'une illusoire "propriété collective" des moyens de production qui n'est qu'une version étatique du capitalisme. L'enjeu ici est à la fois démocratique, social, économique, écologique !

Les monnaies locales sont l'instrument privilégié d'une relocalisation de l'économie mais ce n'est pas pour autant le seul, bien sûr. Pour sortir du productivisme salarial et favoriser les productions locales, il ne faut pas seulement agir sur la circulation, il faut aussi transformer la **production** et la répartition des revenus par des coopératives municipales (structures de développement humain et d'échanges locaux) ainsi qu'un revenu garanti devenu indispensable dans la production immatérielle, mais c'est une [autre histoire](#)...

- [Article](#) pour La lettre du GRIT de juillet 2007 sur les Monnaies plurielles :

<http://jeanzin.fr/ecorevo/monnaies.htm>

- [Podcast, mp3, enregistrement audio sur les monnaies locales](#) :

[http://lesverts.fr/article.php?id\\_article=3612](http://lesverts.fr/article.php?id_article=3612)



# L'avenir radieux

5 mars 2009



Beaucoup en conviendront, c'est une très bonne nouvelle que l'ancien monde s'écroule. Il n'y a pas à se lamenter sur son sort mais à s'impatisier plutôt d'un effondrement d'une insupportable lenteur. Même si on doit en passer par des moments difficiles, ce qu'on nous présente comme de très mauvaises nouvelles, sont pour nous un retour plus que salutaire à la réalité, à la prise de conscience collective. Au moment du plus grand danger et malgré toutes les menaces qui s'amoncellent, on peut retrouver paradoxalement un **optimisme** perdu depuis bien longtemps, la Guadeloupe n'étant que la première de nos victoires dans la reconquête de tous nos droits et la réappropriation de la démocratie par ses citoyens.

Il ne faut plus en douter, c'est un avenir radieux qui s'ouvre devant nous, nous sommes dans l'**An 01** d'une ère nouvelle avec tout à construire, tout à inventer, ce qui ne veut pas dire faire n'importe quoi et donner libre cours à tous les fantasmes mais, tout au contraire, pour répondre aux défis qui nous sont lancés, il nous faudra tenir compte de toutes les contraintes écologiques, économiques, techniques, sociales ainsi que de tous nos défauts, individuels et collectifs, de notre nature double et fragile, de notre besoin d'autonomie comme de solidarité.

Après avoir tenté de donner un [programme minimal](#) susceptible d'unir les revendications sociales, il est temps d'esquisser dès maintenant ce que pourrait être l'étape suivante, pas si éloignée, un programme **maximum** si l'on veut, afin d'en éprouver les limites et sortir des visions religieuses, idéologiques ou émotionnelles de la politique au profit d'un projet concret, d'une nouvelle organisation économique et sociale au service de l'épanouissement humain.

Pour se représenter la vie dans ce monde nouveau, il faut planter le décor d'une économie **relocalisée** en grande partie (pas complètement) et tournée vers les services et l'immatériel avec un retour de l'artisanat et des petits producteurs biologiques locaux.

Il ne faut pas s'imaginer qu'il n'y aura plus d'**industrie** ni de capitalisme. Il y aura même des industries comme le textile rapatriées, une fois la Chine tournée vers son marché intérieur et engagée vers la hausse des salaires. Simplement l'industrie ne représentera plus qu'une part minimale de l'activité avec des usines très automatisées alors qu'une part de plus en plus importante d'objets seront produits localement par des imprimantes 3D ou des petits ateliers numériques reproduisant sur place des articles commandés aussi bien que des créations originales (qu'on les appelle "micro-usines personnalisées" ou fabbers ou *digital fabricator*), très utiles aussi pour faire des pièces

détachées permettant de réparer les appareils usagés et les faire durer plus longtemps. De quoi réduire la part de l'industrie et les transports même s'il faudra toujours s'approvisionner en matières premières et que l'industrie restera compétitive dans les productions de masse.

L'**agriculture** devrait reprendre un peu plus de place, y compris en ville (sur les toits et entre les tours), avec de nombreux petits agriculteurs fournissant les marchés de proximité mais aussi avec le développement des jardins individuels.

Le petit artisanat sera encouragé mais l'essentiel de l'activité concernera la santé, l'éducation, la formation, la recherche, la culture, l'information, l'informatique, le divertissement, la restauration, le tourisme, etc. L'informatique se distingue des services par son caractère **immatériel** et sa capacité à se multiplier alors que dans les services, les personnels ne peuvent se dédoubler. En tout cas, on est là dans une économie plus écologique et humaine dont la croissance n'augmente pas forcément la consommation matérielle, on peut y veiller. Cela ne supprime pas pour autant la production industrielle qu'il faut réduire, la décroissance étant ici inévitable alors qu'elle ne concerne pas la consommation de musiques numériques notamment. Le monde de demain, c'est le monde du téléchargement et de la gratuité numérique mais aussi de produits plus petits, plus durables et plus chers sans doute.

Les **transports** seront très réduits pendant la transition énergétique au moins et devront être optimisés. C'est une reconfiguration de l'espace et des circuits économiques qui doit assurer d'avoir le moins à se déplacer. Sur ce plan, les achats sur internet devraient se généraliser, sans remplacer les marchés locaux, de même que les visioconférences, sans remplacer les contacts humains.

On voit que c'est à la fois très différent de notre présent et pas si lointain malgré tout. Un petit signe peut sembler étrange, une carte de paiement SOL utilisée comme une carte de fidélité ou pour acheter des produits locaux. C'est par cette **monnaie locale** que se matérialise une relocalisation qui n'a besoin ni de barrières, ni de frontières. Elle permet de rendre plus concurrentielles les compétences locales, exemptées de toute taxe quand elles sont payées en monnaie locale. C'est la municipalité qui gère la monnaie, et ce n'est pas toujours facile la démocratie municipale, mais la relocalisation commence par là, par la reconstitution d'une vie démocratique locale décidée à se réapproprier son avenir et ne pas se laisser faire. Certes, il faut souvent une bonne crise pour ressouder ses liens mais le moment devrait être propice, en tout cas c'est là qu'une résistance à la débâcle générale devra s'organiser. Bien sûr, l'idée d'une monnaie municipale devra faire pas mal de chemin pour s'imposer mais, ça vient, on commence à en parler au moins...

On n'a rien vu que de très normal jusqu'à présent mais c'est qu'on ne voit pas le statut des travailleurs. La plupart ne sont plus salariés mais auto-entrepreneurs, inscrits à la **coopérative municipale** qui leur fournit un certain nombre de services de conseil, d'assistance, de formation, de valorisation, de financement, tous les instruments du développement humain. Pouvons la porte de la coopérative même si on peut tout faire par internet, c'est un endroit sympa qui fait bar café (pour d'autres, ça peut faire aussi épicerie, restaurant,

salle de sport, vidéothèque, centre culturel, studio d'enregistrement, radio, *free clinic*, etc.) mais on y trouve aussi une assistante sociale, des formations. On peut y apporter des objets à l'atelier de réparation ou de récupération mais on peut aussi l'échanger à la bourse locale d'échange. La coopérative est au coeur de l'animation de la commune (ou de la communauté de commune, ou du quartier selon les configurations). Si on veut travailler dans un domaine on peut en parler et trouver des partenaires pour se lancer, y rencontrer d'autres travailleurs autonomes pour s'associer dans un projet commun (tout en restant autonome). Si on n'y arrive pas, on doit trouver toutes sortes d'assistances pour mieux valoriser ses compétences ou vendre ses produits. Bien sûr, la coopérative municipale ne vise pas à concentrer toutes les activités, il y aura encore des salariés, des fonctionnaires et des commerçants dans cette économie plurielle. Elle est inévitablement le reflet des habitants de la commune, des coutumes locales et de l'état des relations sociales ou des rapports de force qui ne sont pas toujours favorables. Les formes peuvent en être très diverses. C'est principalement l'institution du développement humain et des échanges locaux, favorisant le travail autonome en sortant l'auto-entrepreneur de son isolement.

La sortie du salariat ne se voit pas, sauf peut-être dans un plus grand sentiment de liberté et d'égalité, mais il y a une chose qu'on ne devrait plus voir, ce sont les pauvres et les sdf qui se multiplient depuis peu. En effet, tout ce qu'on a vu, le développement du travail autonome ne peut être viable sans un **revenu garanti** qui représente une libération du travail comparable à la libération de l'esclavage, ce qui ne veut dire, on le voit bien, ni un bonheur sans fin, ni qu'on ne ferait plus rien ! Bien sûr, cela n'empêchera pas des adolescents affalés devant la télé, des alcooliques, des drogués mais un peu moins sans doute, grâce aux coopératives qui complètent le dispositif, permettant ainsi au plus grand nombre d'accéder au travail choisi tout en protégeant les plus faibles. Voilà bien ce qui est presque impossible d'obtenir directement mais qui se met en place en contre-bande, en Guadeloupe notamment. Une grève générale pourrait peut-être l'obtenir mais il faudrait pour cela que l'idée soit dans toutes les têtes, ce qui est loin d'être le cas. Pourtant on peut voir dans ce revenu d'autonomie un véritable droit à l'existence qui nous fait monter d'un cran dans notre humanité et dans nos libertés effectives, passage de la sécurité sociale au développement humain.

Il y aurait beaucoup d'autres choses à raconter sur nos futurs modes de vie et les techniques écologiques à employer. On pourrait continuer ainsi la fiction si elle ne risquait de virer au roman à l'eau de rose à ne voir que les bons côtés alors que la réalité sera inévitablement plus contradictoire et diversifiée. C'est quand même vraiment un autre monde, même s'il nous reste familier, un autre monde possible qu'il vaut le coup de construire mais qui ne changera pas fondamentalement les hommes pour autant à les rendre simplement un peu meilleurs avec de meilleures institutions et une production moins polluante. C'est du moins une véritable reconnaissance sociale de chaque citoyen et un progrès de la démocratisation. André Gorz indiquait déjà dans "*Misères du présent, richesse du possible*" comment ce **triptyque** (monnaie locale, coopératives, revenu garanti) pouvait faire système et constituer des alternatives locales à la globalisation marchande et aux multinationales. Que veut-on de plus ?

On ne parle pas ici d'abolir le marché, ni même le capitalisme, juste de sortir progressivement et volontairement du salariat. On parle de ce qui est possible et souhaitable, de donner les moyens de l'autonomie. On ne parle pas tant de confiscation des richesses que de leur distribution. La question écologique n'est pas prise ici du côté de la consommation mais de la production, pas du côté de la propriété collective mais du travailleur autonome, pas du côté du contrôle des populations mais de leur émancipation. En effet, pour défendre notre liberté et notre qualité de vie, il s'agit de partir de ce qu'on veut faire, et changer le **travail** pour changer de mode de vie. L'écologie de la vie quotidienne est d'abord une écologie du travail, privilégiant le travail autonome et la coopération. Qu'y a-t-il de plus important que de pouvoir choisir ce qu'on veut faire et valoriser ses compétences. Ce n'est qu'une partie de la solution sans doute et qui ne réglera pas tous nos problèmes mais l'avenir est prometteur (30 glorieuses après la crise!), le moment est propice qu'il ne faut pas laisser passer. C'est maintenant que se construisent les institutions du cycle suivant. On n'y est pas du tout encore et ce n'est pas ce dont on rêve ordinairement, tout cela reste trop exotique mais devrait malgré tout s'imposer matériellement avec la crise et ce serait pas mal quand même, de quoi retrouver le sourire et le bonheur d'être ensemble, même si ce n'est pas le paradis où tout le monde s'aime pour la vie...